

Budget supplémentaire des dépenses (B) 2008-2009

Pour
l'exercice financier se
terminant le 31 mars 2009

Table des matières

Page

Introduction au budget supplémentaire des dépenses	7
<i>Tableaux sommaires</i>	
Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses	32
Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2008-2009	36
Annexes proposées au projet de loi de crédits	38
Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses	63
Sommaire des modifications apportées aux crédits votés	65
Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépenses	68
Affectation des crédits centraux du Conseil du Trésor	74
Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses	80
Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses	87
Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses	99
<i>Ministères et organismes</i>	
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL	
Ministère	109
Agence canadienne de développement international	111
Centre de recherches pour le développement international	112
Commission mixte internationale	112
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN	
Ministère	116
Secrétariat de la Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens	120
Commission des revendications particulières des Indiens	120
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones	121
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC	123
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE	
Ministère	125
AGENCE DU REVENU DU CANADA	127
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE	
Ministère	130
Agence canadienne d'inspection des aliments	131
ANCIENS COMBATTANTS	133
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION	
Ministère	135
CONSEIL DU TRÉSOR	
Secrétariat	139
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	140
CONSEIL PRIVÉ	
Ministère	143
DÉFENSE NATIONALE	
Ministère	146
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	147
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN	149
ENVIRONNEMENT	
Ministère	153
Agence Parcs Canada	154
FINANCES	
Ministère	158
INDUSTRIE	
Ministère	162
Agence spatiale canadienne	163
Tribunal de la concurrence	163
Conseil national de recherches du Canada	164
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	165
Conseil de recherches en sciences humaines	166
JUSTICE	
Ministère	170
Service administratif des tribunaux judiciaires	170
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	171

Table des matières

Ministères et organismes

PARLEMENT	
Chambre des communes.....	174
PATRIMOINE CANADIEN	
Ministère.....	179
Conseil des Arts du Canada.....	180
Société Radio-Canada	181
Musée canadien des droits de la personne.....	181
Musée canadien des civilisations	182
Musée canadien de la nature	182
Bibliothèque et Archives du Canada	183
Société du Centre national des Arts	184
Commission des champs de bataille nationaux.....	184
Musée des beaux-arts du Canada	184
Musée national des sciences et de la technologie.....	185
Commission de la fonction publique.....	185
Commission des relations de travail dans la fonction publique	185
Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice.....	186
Téléfilm Canada	186
PÊCHES ET OCÉANS	188
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES	
Ministère.....	193
Société canadienne d’hypothèques et de logement	194
RESSOURCES NATURELLES	
Ministère.....	197
Commission canadienne de sûreté nucléaire.....	198
Office national de l’énergie.....	199
SANTÉ	
Ministère.....	202
Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée.....	203
Instituts de recherche en santé du Canada.....	204
Conseil d’examen du prix des médicaments brevetés.....	204
Agence de la santé publique du Canada.....	205
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE	
Ministère.....	210
Agence des services frontaliers du Canada	211
Service canadien du renseignement de sécurité	212
Service correctionnel.....	213
Commission nationale des libérations conditionnelles	214
Gendarmerie royale du Canada	215
TRANSPORTS	
Ministère.....	220
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien.....	221
Société des ponts fédéraux limitée	222
Marine Atlantique S.C.C.	222
Commission de la capitale nationale.....	222
Bureau de l’infrastructure du Canada.....	223
Tribunal d’appel des transports du Canada	224
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX	226

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Structure du présent budget supplémentaire des dépenses

Le présent budget supplémentaire des dépenses est composé de trois sections distinctes :

1. *Introduction au budget supplémentaire des dépenses;*
2. *Tableaux sommaires;*
3. *Détails par ministère, organisme et société d'État.*

L'essentiel de ce budget supplémentaire des dépenses se retrouve dans les tableaux sommaires et les détails par ministère, organisme et sociétés d'État qui dépendent des crédits parlementaires. Cette introduction présente le contexte du présent budget supplémentaire des dépenses, en brossant une vue d'ensemble des dépenses proposées et des explications sur les divers éléments.

Au cours des dernières années, un certain nombre de modifications ont été apportées à la présentation du budget supplémentaire des dépenses afin d'accroître la transparence de l'information qu'il renferme et la concordance avec les autres documents du budget des dépenses. Le Secrétariat du Conseil du Trésor a collaboré avec les ministères et les organismes pour améliorer la qualité de l'information figurant dans la présentation des besoins de chacun, ce qui donne des renseignements plus pertinents pour décrire la nature des transactions, y compris les autorisations existantes de dépenser du ministère qui sont utilisées pour compenser de nouvelles dépenses.

Objectif et renseignements généraux

Les documents du budget supplémentaire des dépenses sont déposés au Parlement environ un mois avant la loi de crédits connexe¹. Ce délai donne aux divers comités permanents du Parlement suffisamment de temps pour examiner les dépenses proposées avant la présentation de la loi de crédits.

Le budget supplémentaire des dépenses a pour objet de présenter au Parlement de l'information sur des dépenses nécessaires qui n'étaient pas suffisamment étoffées au moment du dépôt du budget principal des dépenses ou encore qui ont été peaufinées par la suite pour prendre en compte les changements apportés à des programmes ou à des services particuliers. Il renferme aussi des renseignements à jour sur les modifications quant aux coûts prévus des principaux postes législatifs et vise à obtenir l'approbation du Parlement pour divers postes, tels que les transferts de fonds entre crédits, les radiations de dettes, les garanties de prêt, la création ou l'augmentation de subventions et les modifications au libellé de crédits.

Le budget supplémentaire des dépenses porte encore l'empreinte de l'engagement du gouvernement de renouveler le Système de gestion des dépenses (SGD). Normalement, au moins deux budgets supplémentaires des dépenses sont déposés chaque année. Chacun des documents est identifié à l'aide d'une lettre de l'alphabet (A, B, C, etc.). Au cours des dernières années, le premier budget supplémentaire des dépenses ordinaire a été déposé à la fin d'octobre et le document final, en février.

Cette année, afin de respecter les engagements du gouvernement de renouveler le SDG, le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2008-2009 a plutôt été déposé en mai afin d'en assurer une meilleure concordance avec le budget fédéral. Le présent budget supplémentaire des dépenses représente une deuxième occasion d'effectuer un examen parlementaire des besoins en matière de programmes ministériels cet exercice financier, ce qui permettra aux ministères d'engager les dépenses prévues pour les programmes approuvés afin de donner rapidement aux Canadiens des résultats.

1. L'approbation par le Parlement d'une loi de crédits accorde au gouvernement du Canada le pouvoir de dépenser les montants provenant du Trésor. Le gouvernement du Canada se sert de ces fonds pour exécuter ses programmes et offrir ses services.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Autorisation de dépenser

Le budget supplémentaire des dépenses fournit des renseignements sur les autorisations relatives aux dépenses budgétaires et non budgétaires. Ces autorisations se subdivisent en deux catégories : les dépenses votées et les dépenses législatives.

Les dépenses **budgetaires** incluent :

- les frais de service de la dette publique;
- les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital;
- les paiements de transfert à d'autres ordres de gouvernement, à des organisations ou à des particuliers;
- les paiements aux sociétés d'État.

Les dépenses **non budgétaires** (prêts, placements et avances) sont des dépenses qui correspondent à des modifications de la valeur des actifs financiers du gouvernement du Canada.

Les dépenses **votées** sont celles qui doivent être autorisées par le Parlement en vertu d'un projet de loi de crédits.

Les dépenses **législatives** sont celles qui sont autorisées par le Parlement par l'entremise de lois habilitantes.

Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Le tableau 1 fournit un aperçu financier du présent budget supplémentaire des dépenses.

Tableau 1 - Total du budget supplémentaire des dépenses (en millions de dollars)

	Budgétaire	Non budgétaire	Total
Crédits votés	2 772,2	14,0	2 786,2
Pouvoirs législatifs	(445,4)	0	(445,4)
Total	2 326,8	14,0	2 340,8

Le budget supplémentaire des dépenses est conforme au cadre financier présenté dans le budget fédéral déposé en février 2008.

Dans les cas où le total des dépenses budgétaires à ce jour ne correspond pas aux dépenses budgétaires prévues pour 2008-2009, l'écart est attribuable en grande partie aux éléments suivants :

- un rajustement net pour tenir compte de certains éléments importants des dépenses budgétaires qui sont présentés en tant que montants bruts des dépenses dans le budget fédéral, mais en tant que montants nets dans le budget des dépenses (par exemple, la prestation fiscale canadienne pour enfants, les revenus ministériels découlant de services précis et les revenus de sociétés d'État consolidées);
- des dépenses qui, à des fins budgétaires et comptables, ont été imputées à des exercices antérieurs pour coïncider avec le moment où les obligations ont été contractées;
- des rajustements en raison du passage à la comptabilité d'exercice, ainsi que la reconnaissance d'éléments de passif de 2008-2009, pour des postes qui, tout en étant reconnus, ne nécessitent pas de crédits (c.-à-d. de fonds) cette année;
- des dépenses de programme, identifiées dans un budget fédéral ou une mise à jour économique et financière, qui n'ont pas encore été allouées à un ministère.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Le tableau 2 permet d'effectuer un rapprochement de ces écarts.

Tableau 2 – Dépenses budgétaires (en milliards de dollars)

Budget (février 2008)			239,6
<i>Budgets des dépenses à ce jour :</i>			
Budget principal des dépenses 2008-2009*	221,0		
Budget supplémentaire des dépenses (A) 2008-2009	4,1		
Budget supplémentaire des dépenses (B) 2008-2009	2,3	227,4	
<i>Rajustements :</i>			
Rajustement net, par suite de la transition de montants nets à des montants bruts dans la présentation du budget fédéral**	15,2		
Autres rajustements***	(3,0)	12,2	
Total			239,6
Écart			0
* Comprend des montants de 134,9 millions de dollars pour l'Agence de revenu du Canada, de 55,1 millions de dollars pour l'Agence Parcs Canada et de 224,6 millions de dollars pour l'Agence des services frontaliers du Canada provenant des affectations de 2007-2008.			
** Le budget fédéral présente les dépenses brutes, alors que celles du budget principal des dépenses sont nettes. Certains revenus sont déduits des dépenses budgétaires.			
*** Les autres rajustements sont les décaissements au titre d'acquisitions d'immobilisations, les dépenses imputées à des exercices antérieurs et les dépenses de programmes non encore imputées.			

Aperçu de l'exercice 2008-2009 jusqu'à ce jour (questions d'octroi de crédits)

- Le Budget principal des dépenses 2008-2009, d'un montant de 221,5 milliards de dollars dont la composante des dépenses budgétaires votées s'élevait à 79,0 milliards de dollars, a été déposé à la Chambre des communes le 28 février 2008. Les crédits provisoires s'élevant à 23,4 milliards de dollars ont reçu la sanction royale le 29 mars 2008 alors que la totalité des crédits, soit les 55,6 milliards de dollars restants, a reçu la sanction royale le 18 juin 2008.
- Le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2008-2009 a été déposé à la Chambre des communes le 13 mai 2008. La totalité des crédits, d'un montant de 3,6 milliards de dollars, a été accordée en vertu de la *Loi de crédits n° 3 pour 2008-2009*, et a reçu la sanction royale le 18 juin 2008.
- Le budget fédéral de 2008 a été déposé le 26 février 2008. Le dépôt du budget fédéral de 2008 immédiatement avant le Budget principal des dépenses 2008-2009 a obligé le gouvernement à demander l'autorisation de dépenser pour un bon nombre de nouvelles mesures annoncées dans le cadre du budget supplémentaire des dépenses. Étant donné qu'un montant de 3,6 milliards de dollars a été autorisé dans le cadre du Budget supplémentaire des dépenses (A) 2008-2009 en juin 2008, la valeur du présent budget supplémentaire des dépenses se compare à celle des exercices précédents où le budget fédéral est déposé immédiatement avant le budget principal des dépenses.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Aperçu des principales modifications apportées aux dépenses budgétaires

Cette section donne un aperçu des principaux postes des **dépenses budgétaires totales supérieures à 50 millions de dollars** (votées et législatives) y compris l'augmentation de 2,3 milliards de dollars présentée dans le présent budget supplémentaire des dépenses.

1. Majoration prévue des dépenses budgétaires votées de 2,770 milliards de dollars attribuable, en grande partie, aux initiatives clés suivantes :

i) Fonds versés à la Défense nationale pour la mission militaire du Canada en Afghanistan (331,1 millions de dollars)

Depuis le déploiement initial des Forces canadiennes en Afghanistan au début de 2002, la mission militaire a évolué en réponse à l'intensification de la menace et à la prise en charge de responsabilités supplémentaires par le Canada dans le sud du pays. Les changements dans la nature de cette mission ont grandement accéléré le rythme des opérations et accru les coûts associés. Les fonds demandés dans le cadre du présent budget supplémentaire des dépenses serviront à couvrir le coût supplémentaire des opérations (soutien du matériel de mission, munitions, réparations et remise en état, soins immédiats, soutien technique, etc.). Avec les 516,8 millions de dollars déjà inscrits au Budget principal des dépenses 2008-2009, cela porte le budget additionnel total fourni à la Défense nationale en 2008-2009 pour cette mission à 848,6 millions de dollars.

ii) Fonds versés au Bureau de l'infrastructure du Canada, dans le cadre du Programme de financement de base de l'infrastructure des provinces et des territoires, visant à fournir un financement à long terme, prévisible et flexible aux provinces et aux territoires pour l'infrastructure (326,7 millions de dollars)

Les modifications apportées au Programme de financement de base de l'infrastructure des provinces et des territoires devaient notamment permettre aux provinces et aux territoires d'en utiliser les fonds pour couvrir des dépenses de fonctionnement et d'entretien liées à l'infrastructure publique, étendre la gamme des investissements admissibles pour y inclure les autoroutes provinciales, et suspendre l'obligation de soumettre un plan d'immobilisations et des rapports pour la première année du Programme, en 2007-2008. Comme les négociations avec les provinces et les territoires ont subi des retards, le Bureau de l'infrastructure du Canada sollicite dans le présent budget supplémentaire des dépenses des fonds qui n'ont pas été dépensés en 2007-2008.

iii) Fonds versés à Finances pour un paiement à la Nouvelle-Écosse concernant le paiement de rajustement de la part de la Couronne pour des montants accordés au cours des années antérieures jusqu'au 31 mars 2008 (234,4 millions de dollars)

Le Programme énergétique national de 1980 a instauré la notion de « part de la Couronne », qui conférait au gouvernement fédéral le droit d'acquérir une participation dans des projets pétroliers et gaziers privés réalisés sur les terres du Canada. En 1982, la Nouvelle-Écosse a renoncé à ses propres revendications à l'égard des projets pétroliers et gaziers en échange d'une portion de la part de la Couronne à titre de compensation versée par le gouvernement fédéral. Comme on ne disposait d'aucune méthode préétablie de calcul des droits, un groupe d'experts indépendant a été mis sur pied conjointement par les gouvernements fédéral et provincial. Ce groupe d'experts a déterminé que la province avait droit à une somme de 234,4 millions de dollars pour la période terminée le 31 mars 2008.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

iv) Fonds versés au Secrétariat du Conseil du Trésor pour des rajustements à la rémunération (170,7 millions de dollars)

Ces fonds sont destinés à compenser les ministères, les organismes et les sociétés d'État qui dépendent de crédits parlementaires pour l'incidence des conventions collectives et d'autres rajustements des conditions de service ou d'emploi. Les coûts sont attribuables aux conventions collectives signées, de même qu'aux rajustements connexes des conditions de service ou d'emploi effectués entre le 1^{er} avril et le 31 juillet 2008.

v) Fonds pour les activités de l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien (156,2 millions de dollars)

Ces fonds traduisent l'engagement pris dans le budget fédéral de 2008 en vue d'aider la société d'État à combler d'importants besoins opérationnels, dont l'accroissement soutenu du trafic aérien. Ils aideront aussi l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien à effectuer l'entretien, la remise en état et le remplacement de matériel, et à effectuer des travaux en prévision des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010, qui auront lieu à Vancouver.

vi) Augmentation des soldes et des indemnités versées aux membres des Forces canadiennes (90,4 millions de dollars)

En juin 2008, la Défense nationale a annoncé une hausse de 2 p. 100 de la solde des militaires du rang et des officiers des Forces canadiennes à compter du 1^{er} avril 2008. Les fonds demandés dans le présent budget supplémentaire des dépenses couvriront ce rajustement de 2 p. 100 ainsi que la hausse de 2 p. 100 de divers types d'allocations ayant trait à certains environnements de travail comme la nouvelle indemnité de service sur la terre ferme, celle des membres de la force d'intervention spéciale, l'indemnité de service spécialisé à bord d'un sous-marin, l'indemnité versés aux sujets d'expériences, et celle du personnel de la Station des Forces canadiennes Alert, située au Nunavut.

vii) Fonds versés à la Gendarmerie royale du Canada pour des projets pluriannuels de biens immobiliers, l'acquisition ou le remplacement de nouveaux actifs maritimes, aériens et terrestres, ainsi que des projets de technologies de l'information (73,4 millions de dollars)

Ces fonds contribueront à la gestion efficace des biens immobiliers de la Gendarmerie royale du Canada (GRC). Plus précisément, ils seront principalement affectés à des projets immobiliers pluriannuels (comme les projets de détachements de police municipale dans les régions où la GRC fournit des services de police contractuels) et dans des domaines comme les transports (dont le remplacement des avions Pilatus) et les technologies de l'information (comme la modernisation des systèmes de communication radio).

viii) Fonds versés à Affaires étrangères et Commerce international afin de mener des activités dans le cadre de la phase III du Programme de partenariat mondial, dont la destruction d'armes chimiques, le démantèlement de sous-marins nucléaires désarmés, l'amélioration de la sécurité en matière de matériaux nucléaires et radiologiques, la réorientation d'anciens scientifiques du secteur de l'armement et la promotion de la non-prolifération d'armes biologiques (68,9 millions de dollars)

Le Programme de partenariat mondial représente la contribution du Canada au Partenariat mondial du G8 contre la prolifération des armes de destruction massive et des matières connexes. Ce dernier vise à neutraliser, réduire ou détruire les stocks d'armes de destruction massive en aidant la Russie et d'autres pays de l'ancienne Union soviétique à ce chapitre. Les fonds demandés dans le présent budget supplémentaire des dépenses appuieront les activités du Canada dans le cadre du Programme de partenariat mondial dans les cinq domaines prioritaires susmentionnés.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

ix) Fonds versés à Travaux publics et Services gouvernementaux en vue des pressions quant au volume et à l'inflation touchant les dépenses obligatoires pour le Programme des biens immobiliers (64,1 millions de dollars)

Ces fonds couvriront les rajustements budgétaires requis pour protéger les prix et les volumes, de même que des dépenses non discrétionnaires liées aux immeubles et aux locaux loués appartenant à l'État. Ces rajustements budgétaires s'appuient sur l'analyse de six facteurs de marché : la gestion immobilière, les frais de loyer, les coûts d'aménagement, les paiements tenant lieu d'impôts fonciers, les locaux provisoires, et les frais de locaux pour le Sénat, la Chambre des communes, la Bibliothèque du Parlement et le Bureau du commissaire à l'éthique.

x) Fonds à l'appui de la mise en œuvre et des activités du Secrétariat de la Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens (58,4 millions de dollars)

Ces fonds correspondent à l'engagement financier ultime du Canada relativement au volet « vérité et réconciliation » de la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens. Destinés au Secrétariat de la Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens, ils aideront notamment cette dernière à consigner les témoignages d'anciens élèves, à accueillir des activités nationales et régionales de commémoration, à préparer un rapport sur l'expérience des pensionnats qui renfermera des recommandations à l'intention du gouvernement, et à créer un dossier permanent sur les répercussions des pensionnats.

xi) Financement versé au Bureau de l'infrastructure du Canada pour le Fonds sur l'infrastructure frontalière, en vue d'investissements destinés aux infrastructures pour réduire l'engorgement à la frontière (56,2 millions de dollars)

Ces fonds appuieront le déplacement efficient des personnes et des biens aux principaux postes frontaliers par l'amélioration des infrastructures telles que les routes d'accès aux frontières, les carrefours à chaussée et voie ferrée superposés, l'élargissement des routes et les centres d'inspection, la mise en œuvre de systèmes de transport intelligent, tels que les cartes à puces et les transpondeurs, et l'amélioration des capacités analytiques dans le cadre de la modélisation du trafic et de la recherche sur les frontières. Le financement servira également pour les négociations entre le gouvernement fédéral et les provinces participantes en vue d'établir, d'évaluer et d'administrer des ententes de contribution relatives aux projets.

xii) Fonds versés à la Défense nationale pour l'étape de mise en œuvre du projet de modernisation et de prolongation de la durée de vie des frégates de classe Halifax (54,6 millions de dollars)

Les frégates de classe Halifax font l'objet de travaux de radoub pour remplacer du matériel désuet et veiller à ce que les frégates demeurent en service pendant toute la deuxième moitié de leur vie utile. Les fonds prévus dans le présent budget supplémentaire des dépenses appuieront la phase 2 du projet de radoub, qui prévoit la conception et la construction d'un nouveau système de combat, de même que la reconfiguration du mât et de la salle des opérations. Le coût total des travaux de radoub est estimé à 2,988 milliards de dollars.

2. Diminution prévue des dépenses législatives de 445,4 millions de dollars attribuable, en grande partie, aux changements prévus suivants :

i) Nouvelles prévisions de Finances relatives aux paiements de transfert aux gouvernements provinciaux et territoriaux (1 225,9 millions de dollars)

Le ministère des Finances a augmenté de 49,0 millions de dollars le coût prévu de sa mesure visant à inciter les provinces à éliminer leurs impôts sur le capital en raison de mesures annoncées dans le budget fédéral de 2008. Ce dernier prévoit que les autres transferts fédéraux aux provinces augmenteront au total de 1 176,9 millions de dollars. Plus particulièrement, ces transferts comprennent la Fiducie 2008 pour l'infrastructure du transport en commun, le Fonds de recrutement de policiers, la Fiducie pour les projets de démonstration de captage et de stockage du carbone

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

de la Saskatchewan, les Paiements de protection transitoire à la Saskatchewan et au Nunavut au titre du Transfert canadien en matière de programmes sociaux, et le Paiement à la Nouvelle-Écosse pour le stockage du carbone.

ii) Paiements aux provinces en vertu de la Loi sur les droits d'exportation de produits de bois d'œuvre (419,0 millions de dollars)

Il incombe à l'Agence du revenu du Canada de percevoir des droits et de verser des paiements aux provinces en fonction de ces droits relativement à l'application de l'Accord sur le bois d'œuvre résineux entre le Canada et les États-Unis. Plusieurs facteurs réduisent le montant de ces paiements : les remboursements versés à l'industrie du bois d'œuvre, les coûts d'administration et d'application de l'Accord, et les coûts afférents à tout litige découlant de la *Loi de 2006 sur les droits d'exportation de produits de bois d'œuvre*. On estime que les provinces recevront des paiements totalisant 419,0 millions de dollars aux termes de cette loi pour l'exercice 2008-2009.

iii) Nouvelles prévisions de Finances relatives aux frais de la dette en raison d'une révision à la baisse importante des taux d'intérêt prévus (diminution de 2 174,0 millions de dollars)

Cette diminution reflète la révision nettement à la baisse des frais d'intérêt sur la dette publique pour l'exercice 2008-2009.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Principales modifications apportées au présent budget supplémentaire des dépenses

Cette section décrit les modifications apportées à l'organisation et à la structure gouvernementales et les modifications apportées aux autorisations (crédits et postes législatifs) depuis le dépôt du Budget supplémentaire des dépenses (A) 2008-2009.

Modifications à la présentation

Toutes les affectations permanentes provenant des crédits centraux du Conseil du Trésor qui ont été versées aux ministères et aux organismes depuis l'approbation des lois de crédits du Budget principal des dépenses 2008-2009 et du Budget supplémentaire des dépenses (A) 2008-2009 accroissent les autorisations de dépenser des ministères et des organismes. Pour tenir compte de ces rajustements, le tableau « Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses » a été modifié de façon à indiquer maintenant les « autorisations précédentes » en fonction des lois de crédits précédentes, des rajustements subséquents aux « affectations permanentes des crédits centraux du CT » et des nouvelles « autorisations à ce jour » des ministères et des organismes. On a aussi tenu compte de ces modifications dans les sommaires du portefeuille, car au lieu des « budgets des dépenses précédents », les « autorisations à ce jour » constituent le point de départ de l'analyse des changements apportés aux crédits particuliers des ministères.

Modifications apportées à l'organisation et la structure gouvernementales

Aux termes des dispositions de la *Loi sur les restructurations et les transferts d'attributions dans l'administration publique*, le gouvernement a annoncé une série de réorganisations à la structure de certains ministères. En raison de ces réorganisations, les modifications suivantes ont été apportées au présent budget supplémentaire des dépenses :

- En vertu du décret C.P. 2008-0768, le 2 juillet 2008 a été fixé comme la date d'entrée en vigueur des articles 90, 91, 97 et 98 de la *Loi fédérale sur la responsabilité*, soit chapitre 9 des Lois du Canada (2006). Le bureau du directeur des lobbyistes a été remplacé par le Commissariat au lobbying.
- En vertu du décret C.P. 2008-0793, la Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens est constituée, son mandat spécifié, à compter du 1^{er} juin 2008.
- En vertu du décret C.P. 2008-0805, le Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones est intégré au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien sous l'autorité du ministre et du sous-ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien à compter du 1^{er} juin 2008.
- En vertu du décret C.P. 2008-1488, le 10 août 2008 est la date d'entrée en vigueur de la *Loi modifiant la Loi sur les musées et d'autres lois en conséquence*, chapitre 9 des Lois du Canada (2008), qui établit le Musée canadien des droits de la personne.

De plus, en vertu du chapitre 22 des Lois du Canada (2008) cité comme étant la *Loi sur le Tribunal des revendications particulières*, le Tribunal des revendications particulières est constitué, ainsi que le greffe, son mandat spécifié et certaines lois modifiées en conséquence, à compter du 18 octobre 2008.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Modifications concernant les crédits et les postes législatifs

Les modifications aux autorisations, effectuées par l'entremise du présent budget supplémentaire des dépenses, comprennent les crédits et les postes législatifs qui renferment des autorisations distinctes qui diffèrent de celles incluses dans le Budget principal des dépenses 2008-2009 et le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2008-2009, ainsi que les nouvelles autorisations de dépenses qui sont inscrites pour la première fois. Conformément aux décisions rendues par le président de la Chambre des communes en 1981, le gouvernement s'est engagé à faire en sorte que les seules mesures législatives qui seront édictées dans le cadre du budget des dépenses, sauf dans les cas expressément autorisés par voie de législation, seront des modifications aux lois de crédits précédentes.

Les nouveaux crédits suivants ont été ajoutés depuis le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2008-2009 :

Affaires étrangères et Commerce international – Ministère

Crédit 11b – Passeport Canada – Dépenses en capital

Crédit 12b – Augmenter, en vertu du paragraphe 10(3.1) de la *Loi sur le développement des exportations*, le passif éventuel d'Exportation et développement Canada, mentionné à l'alinéa 10(3)b) de cette loi, de 30 000 000 000 \$ à 33 000 000 000 \$

Affaires indiennes et du Nord canadien – Ministère

Crédit 7b – Pour porter de 1 700 000 000 \$ à 2 200 000 000 \$ le montant des prêts que le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien peut garantir selon le crédit 5 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la *Loi n° 3 de 1972 portant affectation de crédits*

Affaires indiennes et du Nord canadien – Secrétariat de la Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens

Crédit 47b – Dépenses de fonctionnement

Conseil du Trésor – Secrétariat

Crédit 15b – Rajustements à la rémunération – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour augmenter d'autres crédits qui peuvent nécessiter un financement partiel ou intégral par suite de rajustements effectués aux modalités de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale, y compris les membres de la Gendarmerie royale du Canada et les Forces canadiennes, les personnes nommées par le gouverneur en conseil et les sociétés d'État au sens de l'article 83 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*

Patrimoine canadien – Musée canadien des droits de la personne

Crédit 27b – Paiements au Musée canadien des droits de la personne à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Le libellé (souligné) des crédits suivants a été modifié comparativement au libellé utilisé dans le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2008-2009 :

Conseil du Trésor – Secrétariat

Crédit 1b – Dépenses du Programme et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an et autorisation de dépenser les recettes produites durant l'exercice provenant des activités du Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour autoriser le virement au présent crédit de 934 800 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) et de 245 000 \$ du crédit 1 (Agence du revenu du Canada) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de

Crédit 30b – Besoin en matière de rémunération – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits pour des besoins relatifs aux prestations parentales et de maternité, aux versements liés à la cessation de service ou d'emploi, aux rajustements apportés aux modalités de service ou d'emploi dans l'administration publique fédérale, y compris pour les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, qui n'ont pas été pourvus par le crédit 15, Rajustements à la rémunération

Parlement – Chambre des communes

Crédit 5b – Dépenses du Programme, y compris une indemnité de logement au lieu d'une résidence pour le président de la Chambre des communes et au lieu d'un appartement pour le vice-président, les versements pour le fonctionnement des bureaux de circonscription des députés, les contributions et l'autorisation de dépenser les recettes de l'exercice provenant des activités de la Chambre des communes – Pour autoriser le virement au présent crédit de 8 093 000 \$ du crédit 10 (Parlement) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009*

Sécurité publique et Protection civile – Gendarmerie royale du Canada

Crédit 60b – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 801 500 \$ du crédit 50 (Sécurité publique et Protection civile) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009* et pour prévoir un montant supplémentaire de

Les nouveaux postes législatifs suivants ont été ajoutés depuis la parution du Budget supplémentaire des dépenses (A) 2008-2009 :

Agence du revenu du Canada

Paiements aux provinces en vertu de la *Loi sur les droits d'exportation de produits de bois d'œuvre*

Paiements en vertu de la *Loi sur les mesures d'aide liées aux coûts de l'énergie*

Agriculture et Agroalimentaire – Ministère

Subventions à l'appui du Programme de réforme des porcs reproducteurs

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Finances – Ministère

Fiducie pour l'infrastructure du transport en commun (*Loi d'exécution du budget de 2008*)

Fonds de recrutement de policiers (*Loi d'exécution du budget de 2008*)

Fiducie pour les projets de démonstration de captage et de stockage du carbone de la Saskatchewan (*Loi d'exécution du budget de 2008*)

Paiement transitoire à la Saskatchewan au titre du Transfert canadien en matière de programmes sociaux (*Loi d'exécution du budget de 2008*)

Paiement à la Nouvelle-Écosse pour le stockage du carbone (*Loi d'exécution du budget de 2008*)

Paiement transitoire au Nunavut au titre du Transfert canadien en matière de programmes sociaux (*Loi d'exécution du budget de 2008*)

Ressources humaines et Développement des compétences – Ministère

Paiements en vertu du Programme de protection des salariés aux personnes admissibles pour les salaires et les indemnités de vacances qui sont dus par les employeurs en faillite ou mis sous séquestre, de même que les paiements aux syndicats et aux séquestres qui fourniront les renseignements nécessaires pour déterminer l'admissibilité

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Aperçu des tableaux sommaires

Cette section donne un aperçu des tableaux sommaires suivants présentés dans le budget supplémentaire des dépenses.

1. Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses
2. Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2008-2009
3. Annexes proposées au projet de loi de crédits
4. Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses
5. Sommaire des modifications apportées aux crédits votés
6. Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense
7. Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor
8. Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses
9. Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses
10. Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

1. Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Ce tableau précise les dépenses budgétaires² et non budgétaires³ incluses dans le budget supplémentaire des dépenses par ministère, organisme ou société d'État et par type d'autorisation parlementaire (besoins annuels au titre des crédits et exigences législatives).

Les deux premières colonnes « Autorisations précédentes » précisent les budgets des dépenses à ce jour tels que présentés dans le budget principal des dépenses et le budget supplémentaire des dépenses (A). La troisième colonne « Affectations permanentes des crédits centraux du CT » représente les affectations permanentes provenant des crédits du Conseil du Trésor administrés par l'administration centrale qui ont une incidence sur les autorisations de dépenser des ministères. La colonne « Total des autorisations à ce jour » représente les autorisations totales d'un ministère qui constituent le point de départ du présent budget des dépenses.

Les six colonnes suivantes « Présent budget supplémentaire des dépenses » précisent les besoins actuels tels que présentés dans le budget supplémentaire des dépenses (B). Ces besoins sont répartis en trois catégories, soit Transferts, Crédits à voter⁴ et autorisations législatives⁵.

Les deux dernières colonnes « Total – Budget des dépenses à ce jour » fournissent une mise à jour des dépenses budgétaires et non budgétaires totales pour 2008-2009.

2. Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2008-2009

Ce tableau présente le budget principal des dépenses, le budget supplémentaire des dépenses (A) et les montants demandés dans le cadre du présent budget supplémentaire des dépenses (B) et fournit aussi une ventilation des dépenses budgétaires et non budgétaires par crédits votés et législatifs.

2. Les dépenses budgétaires comprennent les frais de service de la dette, les dépenses de fonctionnement et en capital, les paiements de transfert et les subventions aux autres ordres de gouvernement, à des organisations et à des particuliers, et les paiements aux sociétés d'État et aux personnes morales distinctes.

3. Les dépenses non budgétaires (prêts, placements et avances) sont des dépenses qui correspondent à des modifications de la valeur des actifs financiers du gouvernement du Canada.

4. Les besoins en crédits sont ceux que le gouvernement doit faire approuver par le Parlement au moyen d'une loi de crédits. Pour de plus amples renseignements sur les crédits et le libellé des crédits, veuillez consulter l'annexe proposée du projet de loi de crédits.

5. Les autorisations des dépenses législatives sont celles que le Parlement a approuvées précédemment par l'entremise d'autres lois qui précisent l'objectif et les modalités des dépenses. Les dépenses législatives ne figurent dans le budget supplémentaire des dépenses qu'à titre d'information.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

3. Annexes proposées au projet de loi de crédits

Ce tableau donne au lecteur un aperçu du projet de loi de crédits. Comme précisé plus haut, le budget supplémentaire des dépenses appuie directement le projet de loi. Ce tableau renferme une liste des numéros et des libellés des crédits et des fonds demandés qui seront soumis à l'approbation du Parlement. Le projet de loi de crédits du budget supplémentaire des dépenses comprend deux annexes : l'annexe I énumère les postes de l'exercice se terminant le 31 mars 2009 et l'annexe II, les postes de l'exercice se terminant le 31 mars 2010, en particulier, les crédits pluriannuels de l'Agence du revenu du Canada, de l'Agence Parcs Canada et de l'Agence des services frontaliers du Canada.

Seuls les rajustements positifs aux crédits des ministères sont inclus dans les annexes proposées au projet de loi de crédits. Si une organisation inscrit un montant net négatif ou de zéro dans le présent budget supplémentaire des dépenses, aucun changement aux autorisations de dépenser actuelles n'est demandé au Parlement.

Une fois que le projet de loi de crédits est approuvé, le libellé constitue les conditions dans lesquelles les dépenses pourront être effectuées. Les types de crédits suivants peuvent apparaître dans le budget supplémentaire des dépenses :

- a) *Crédits pour dépenses du programme* – Ce crédit est utilisé lorsqu'il n'est pas nécessaire d'indiquer séparément le crédit « Dépenses en capital » ou le crédit « Subventions et contributions » parce que les dépenses proposées n'atteignent ni ne dépassent 5 millions de dollars. En pareil cas, toutes les dépenses du programme sont imputées à un seul crédit.
- b) *Crédits pour dépenses de fonctionnement* – On se sert de ce crédit lorsqu'il est nécessaire d'avoir un crédit « Dépenses en capital » ou un crédit « Subventions et contributions », voire les deux, c'est-à-dire lorsque les dépenses proposées sous l'une ou l'autre de ces rubriques atteignent ou dépassent 5 millions de dollars. Lorsqu'elles ne l'atteignent pas, elles sont incluses dans le crédit « Dépenses du Programme ».
- c) *Crédits pour dépenses en capital* – Ce type de crédit est employé lorsque les dépenses en capital d'un programme s'élèvent à 5 millions de dollars ou plus. Les dépenses en capital pourraient comprendre des postes dont la valeur est susceptible de dépasser 10 000 dollars notamment pour l'acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages (article courant de dépense 8) ainsi que l'acquisition de machines et de matériel (article courant de dépense 9) ou encore la construction ou la création de biens, lorsqu'un ministère compte se servir de ses propres ressources humaines et matérielles, retient les services d'experts ou achète d'autres biens et services (articles courants de dépense 1 à 9). Diverses limites peuvent être mises en place pour différentes catégories de dépenses en capital au niveau ministériel.
- d) *Crédits pour subventions et contributions* – Ce crédit est utilisé lorsque les subventions et les contributions d'un programme s'élèvent à 5 millions de dollars ou plus. L'inscription au budget supplémentaire des dépenses d'un poste pour une subvention, une contribution ou un autre paiement de transfert n'entraîne aucune obligation d'effectuer un paiement et n'accorde à un bénéficiaire éventuel aucun droit aux sommes prévues. La définition du mot « contribution » figurant dans le libellé du crédit est réputée englober les « autres paiements de transfert » puisqu'il s'agit de deux types de paiements semblables.
- e) *Crédits non budgétaires* – En regard de ce crédit, identifié par la lettre L, l'autorisation de dépenser est approuvée pour des prêts, des avances et des placements relatifs aux sociétés d'État; et des prêts ou des avances consentis à des fins précises à d'autres gouvernements et à des organisations internationales, ou à des personnes ou des sociétés du secteur privé.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

- f) *Crédits spéciaux : Déficits des sociétés d'État et personnes juridiques distinctes* – Quand il est nécessaire d'affecter des fonds pour un paiement à une société d'État ou couvrir les dépenses d'une personne juridique qui sont effectuées dans le cadre d'un programme plus important, un crédit distinct est établi. Par personne juridique, on entend une entité de l'administration qui exerce ses activités en vertu d'une loi du Parlement et qui relève directement d'un ministre.
- g) *Crédits spéciaux : Crédits du Conseil du Trésor pour les programmes financés par l'administration centrale* – Ces crédits permettent au Conseil du Trésor d'assumer ses responsabilités législatives relatives quant à la gestion des ressources financières, humaines et matérielles de l'administration fédérale. À cette fin, il doit disposer d'un certain nombre d'autorisations spéciales, lesquelles sont exposées ci-après.
- (i) *Crédit pour éventualités du gouvernement* – Ce crédit sert à augmenter d'autres crédits afin d'assurer au gouvernement une marge de manœuvre suffisante pour faire face à des dépenses urgentes ou imprévues lorsqu'il existe un besoin de trésorerie valable en raison du moment où un paiement doit être effectué ou lorsqu'une autorisation précise est nécessaire pour effectuer un paiement, par exemple pour le paiement de subventions qui ne sont pas inscrites au budget des dépenses. Cette autorisation d'augmenter d'autres crédits est accordée jusqu'à l'obtention de l'approbation du Parlement et dans la mesure où les dépenses s'inscrivent dans le cadre du mandat de l'organisation.
- (ii) *Crédit pour initiatives pangouvernementales* – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits afin de soutenir la mise en œuvre d'initiatives de gestion stratégique entreprises dans la fonction publique du Canada.
- (iii) *Crédit pour rajustements salariaux* – Ce crédit sert à augmenter d'autres crédits afin de financer des augmentations de dépenses salariales liées aux conventions collectives conclues entre le Conseil du Trésor et les unités de négociation représentant les fonctionnaires, ainsi qu'aux conventions collectives signées avec des employeurs distincts, y compris les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, les personnes nommées par le gouverneur en conseil et les employés de sociétés d'État conformément à l'article 83 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.
- (iv) *Crédit pour assurances de la fonction publique* – Ce crédit fournit les cotisations de l'employeur aux primes d'assurance-maladie, d'assurance-salaire et d'assurance-vie, aux paiements des régimes d'assurance-maladie provinciaux, aux impôts provinciaux, aux pensions, aux régimes d'avantages sociaux et d'assurance pour les employés engagés sur place à l'extérieur du Canada et rend à certains employés leur part de la réduction des cotisations d'assurance-emploi.
- (v) *Crédit pour le report du budget de fonctionnement* – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits dans le cas d'un report du budget de fonctionnement de l'exercice précédent.
- (vi) *Crédit pour les besoins en matière de rémunération* – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits pour combler les besoins en matière de congés parentaux et de maternité, les indemnités versées lors d'une cessation de service ou d'emploi, ainsi que les rajustements aux conditions de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale, y compris pour les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, dans le cas où ces crédits ne sont pas pourvus par le crédit 15, Rajustements de la rémunération.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

4. Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses

Ce tableau fournit au Parlement une mise à jour des changements importants apportés aux prévisions des dépenses liées aux grands postes législatifs. Les postes législatifs sont ceux que le Parlement a approuvés par l'adoption d'autres textes législatifs qui précisent les fins auxquelles peuvent servir les dépenses et les conditions dans lesquelles elles peuvent être effectuées. Les dépenses législatives sont incluses dans le budget supplémentaire des dépenses à titre d'information uniquement.

5. Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

Ce tableau fournit toute l'information concernant les crédits de ce budget supplémentaire, par ministère.

La première colonne (Numéro du crédit) indique quel crédit est accru dans le cadre du présent budget supplémentaire des dépenses. La lettre jointe au numéro précise quel budget supplémentaire des dépenses a été utilisé pour augmenter le crédit.

La deuxième colonne (Montant brut) indique le total des fonds demandés dans le présent budget supplémentaire des dépenses, par ministère.

La troisième colonne (Moins : Autorisations de dépenser disponibles) représente les pouvoirs de dépenser inutilisés qu'invoquent les organisations pour réduire le montant des dépenses additionnelles demandé dans le présent budget supplémentaire des dépenses. La section du budget supplémentaire des dépenses de chacun des ministères présente de plus amples renseignements sur ces montants.

La quatrième colonne (Montant net) indique le montant net du financement supplémentaire inscrit dans le présent budget supplémentaire des dépenses. Fait à noter, les montants négatifs ou de zéro ne sont pas inclus dans les annexes proposées du projet de loi de crédits.

6. Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Afin d'indiquer de façon plus précise l'incidence des dépenses du gouvernement fédéral sur l'économie, il faut établir le montant net des achats de l'État par article courant. À cette fin, tous les ministères, y compris ceux qui ont recours à un fonds renouvelable, doivent inscrire leurs dépenses liées à des achats par catégories d'articles courants de dépense. Les articles courants sont le niveau le plus élevé de la classification par article qu'utilisent le Parlement et le pouvoir exécutif; ils figurent dans les budgets principal et supplémentaires des dépenses et les Comptes publics. Les articles courants de dépense sont les suivants :

1. Personnel
2. Transports et communications
3. Information
4. Services professionnels et spéciaux
5. Location
6. Achat de services de réparation et d'entretien
7. Services publics, fournitures et approvisionnements
8. Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages
9. Acquisition de machines et de matériel
10. Paiements de transfert
11. Service de la dette publique
12. Autres subventions et paiements

Une brève définition de chaque article courant se trouve à la fin de la section Introduction.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

7. Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ce tableau sommaire fournit une liste complète des affectations provenant des crédits centraux du Conseil du Trésor (CT) pour les éventualités du gouvernement, les initiatives pangouvernementales, les rajustements à la rémunération, le report du budget de fonctionnement et les besoins en matière de rémunération, le cas échéant.

Éventualités du gouvernement (crédit 5 du CT) – Ce tableau sommaire fournit une liste complète des organisations qui ont reçu un financement temporaire à partir du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor (crédit 5 du CT). Des fonds temporaires peuvent être accordés pour des dépenses diverses urgentes, mineures et imprévues, qui ne figuraient pas dans le budget principal des dépenses et qui doivent être engagées avant que le prochain budget supplémentaire des dépenses ne reçoive la sanction royale. Une fois que le Parlement a approuvé le projet de loi de crédits pour le budget supplémentaire des dépenses et que le gouverneur général a accordé la sanction royale, les fonds temporaires sont remboursés au crédit 5 du CT.

Les critères suivants doivent être satisfaits afin que le Conseil du Trésor puisse accorder l'accès au crédit 5 du CT :

- Toutes les avances imputées au crédit pour éventualités du gouvernement doivent être considérées comme des avances temporaires devant être couvertes par des postes inscrits au budget supplémentaire des dépenses suivant et être remboursées lorsque la loi de crédits afférente est adoptée. Des exceptions s'appliquent dans les cas des besoins qui surviennent après le dernier budget supplémentaire des dépenses de l'exercice alors que les avances pourraient ne pas être remboursées.
- L'autorisation existante d'une organisation doit être insuffisante pour répondre aux besoins actuels et à ceux de la nouvelle initiative jusqu'à la prochaine période de crédits. Ainsi, l'organisation doit justifier sa demande en présentant une analyse valable de son flux de trésorerie.
- Il doit y avoir une raison valable et impérieuse, surtout en ce qui a trait au versement de subventions, pour effectuer le paiement avant la prochaine période de crédits. Si ce n'est pas le cas, le paiement doit être différé et l'accès au crédit 5 du CT doit être refusé.
- En ce qui concerne les subventions, il faut consulter et respecter la politique sur les paiements de transfert afin de s'assurer qu'un bénéficiaire valable et légalement constitué existe et que l'organisation doit absolument effectuer le paiement avant la prochaine période de crédits.

Initiatives pangouvernementales (crédit 10 du CT) – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives de gestion stratégique entreprises dans la fonction publique du Canada. Les ministères et les organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 10.

Rajustements de la rémunération (crédit 15 du CT) – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits pouvant nécessiter un financement partiel ou intégral plus important en raison de rajustements intervenants aux conditions de service ou d'emploi à la fonction publique fédérale, y compris pour les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, les personnes nommées par le gouverneur en conseil et les employés de sociétés d'État, conformément à l'article 83 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Les ministères et les organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 15.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Report budget de fonctionnement (crédit 25 du CT) – Ce crédit s’ajoute à d’autres crédits en autorisant un report des fonds non utilisés de l’exercice précédent, jusqu’à concurrence 5 p. 100 du budget de fonctionnement inscrit au budget principal des dépenses de l’exercice précédent d’un ministère ou d’un organisme. Les ministères et les organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 25.

Besoins en matière de rémunération (crédit 30 du CT) – Ce crédit s’ajoute à d’autres crédits en assurant au gouvernement les fonds nécessaires pour respecter des exigences juridiques d’employeur, concernant notamment les congés parentaux, les congés de maternité et les indemnités versées lors d’une cessation de service ou d’emploi ainsi que les rajustements aux conditions de service ou d’emploi de l’administration publique fédérale. Les ministères et les organismes peuvent obtenir ce crédit tout au long de l’exercice. Les ministères et les organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 30.

8. Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Une initiative horizontale est une activité dans le cadre de laquelle des partenaires provenant de deux ou plusieurs organisations acceptent, en vertu d’une entente de financement formelle (p. ex., un mémoire au Cabinet, une présentation au Conseil du Trésor, un accord fédéral-provincial) de collaborer à l’atteinte de résultats partagés.

Ce tableau fournit un résumé des postes pour lesquels des fonds sont demandés dans le présent budget supplémentaire des dépenses. Il ne s’agit pas d’une liste exhaustive des initiatives horizontales, mais plutôt d’une vue d’ensemble des initiatives relatives au présent budget supplémentaire des dépenses pour lesquelles deux ou plusieurs organisations demandent une augmentation de leur financement.

9. Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Les ministères demandent souvent à transférer des fonds entre des organisations à diverses fins. Ce tableau présente un résumé de ces transactions.

10. Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Il arrive souvent que le budget supplémentaire des dépenses inclue des « postes de 1 \$ » visant à demander la modification de la répartition de fonds ou du libellé d’un crédit existant (comme pour les garanties de prêts) déjà approuvés dans le budget principal des dépenses. Un tel poste ne vise pas à demander un financement nouveau ou additionnel, mais à redistribuer entre crédits des autorisations de dépenser existantes et/ou à accorder des autorisations pertinentes. Or, comme aucun nouveau financement n’est demandé, la somme de 1 \$ est strictement symbolique.

Par exemple, les postes de 1 \$ peuvent servir à :

- transférer des fonds d’un crédit à un autre;
- radier des créances;
- modifier une garantie de prêt;
- autoriser une subvention;
- modifier des lois de crédits antérieures.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Détails par ministère, organisme et société d'État

Les ministères, organismes et sociétés d'État qui relèvent d'un ministre, ou qui rendent des comptes au Parlement, sont regroupés afin de donner une image d'ensemble par portefeuille.

Il y a quatre sections distinctes pour chaque organisation :

1. sommaire du portefeuille;
2. explication du besoin (crédits à adopter, fonds disponibles, transferts et crédits législatifs);
3. explication des fonds disponibles (s'il y a lieu);
4. paiements de transfert (s'il y a lieu).

1. Sommaire du portefeuille

Le tableau fournit tous les renseignements sur les crédits votés et législatifs par ministère, y compris :

- le numéro et le libellé régissant le crédit ou le poste législatif;
- les autorisations à ce jour – budget principal des dépenses, plus tout financement antérieur prévu dans des budgets supplémentaires des dépenses et les affectations permanentes provenant des crédits centraux du CT;
- les transferts entre crédits à la fois au sein d'une organisation et entre organisations;
- les rajustements des crédits (nouvelles demandes de financement);
- le total des budgets des dépenses à ce jour.

Si le supplément total pour le programme correspond à zéro ou à un montant négatif pour l'organisation, il ne sera pas inclus dans le projet de loi de crédits pour le présent budget supplémentaire des dépenses. Les montants nets négatifs ou de zéro sont mentionnés à titre d'information.

2. Explication du besoin

Cette section renferme une description des initiatives ou des postes individuels pour lesquels une autorisation de dépenser est demandée. Si l'initiative touche plus d'une organisation, elle est désignée poste horizontal et sera saisie dans le tableau « Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses » présenté au début du document.

Cette section sert également à identifier tous les transferts entre organisations, qu'ils se rapportent à un transfert de montants entre des organisations pour atteindre un objectif particulier, du transfert d'une responsabilité liée à l'exécution d'un programme, de rajustements à la suite de modifications apportées aux rouages de l'État qu'a annoncées le gouvernement, ou de transferts au sein d'une organisation pour répondre aux besoins d'un programme. Les transferts n'ont pas d'incidence sur les nouveaux crédits que demandent les organisations. Ils apparaîtront dans le Sommaire du portefeuille séparément des nouveaux crédits, ainsi que dans le tableau sommaire qui porte sur les transferts entre organisations au début du présent budget supplémentaire des dépenses.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

3. Explication des fonds disponibles

Cette section fournit des renseignements sur les fonds utilisés pour compenser ou réduire les besoins en nouveaux fonds énoncés dans le budget supplémentaire des dépenses. Des autorisations de dépenser excédentaires disponibles dans un crédit peuvent être réaffectées à un autre crédit afin de réduire le total des dépenses supplémentaires nécessaires et de maintenir au minimum les nouvelles demandes d'autorisations de dépenser faites auprès du Parlement. De même, les autorisations de dépenser excédentaires disponibles par l'entremise de certaines affectations bloquées pourraient être utilisées pour réduire le montant des nouveaux crédits requis, avec l'autorisation du Conseil du Trésor.

Voici quelques exemples d'autorisations de dépenser excédentaires utilisées comme compensations : virement de fonds d'un crédit à un autre au sein d'une même organisation ou report de fonds d'un exercice à un autre au sein d'une même organisation.

4. Paiements de transfert

Ce tableau présente une liste des paiements de transfert.

Les paiements de transfert comprennent les subventions, les contributions et tous les autres paiements faits pour contribuer à la réalisation des objectifs d'un programme en contrepartie desquels aucun bien ni service n'est reçu.

Il y a plusieurs différences entre les subventions, les contributions et les autres paiements de transfert :

- i) les contributions sont des paiements de transfert dont les bénéficiaires doivent satisfaire aux conditions d'exécution et qui peuvent faire l'objet d'une vérification;
- ii) les subventions sont des paiements de transfert versés en fonction d'une admissibilité établie et qui ne font pas habituellement l'objet d'une vérification;
- iii) les subventions et leur valeur totale ont un caractère législatif et une description particulière qui régissent leur utilisation;
- iv) les autres paiements de transfert sont des paiements de transferts autres que les subventions et les contributions qui sont effectués en vertu d'une loi ou d'une entente qui peut comprendre une formule servant à déterminer le montant annuel à verser.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Explication des articles courants de dépenses

1. *Personnel*

- Traitements et salaires, rétribution des heures supplémentaires, indemnité de cessation d'emploi, salaire rétroactif et autres rémunérations spéciales de tout le personnel civil permanent (à plein temps) ou engagé pour une période déterminée (à temps partiel, saisonnier ou occasionnel), à l'exclusion des employés des sociétés d'État mandataires et propriétaires, ainsi que des membres des forces militaires et de la Gendarmerie royale du Canada.
- Traitements des juges, du gouverneur général et des lieutenants-gouverneurs et indemnités des membres des deux chambres du Parlement, tout genre d'indemnité versée aux employés permanents ou engagés pour une période déterminée ou à leur intention, comme les indemnités de subsistance, suppléments provisoires, indemnités de service à l'étranger, indemnités d'isolement, indemnités de pension et de subsistance, primes de postes, et autres allocations du genre.
- Allocations pour automobile des ministres et indemnités de dépenses des sénateurs et des députés.
- Contributions de l'État à divers régimes d'avantages sociaux des employés (Compte de pension de retraite de la fonction publique, Compte de prestations de retraite supplémentaires, Compte du Régime de pensions du Canada, Régime des rentes du Québec, Compte de prestations de décès de la fonction publique et Compte d'assurance-emploi).
- Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, Compte de pension de retraite des Forces canadiennes et Compte d'allocations de retraite des membres du Parlement; contributions de l'État aux régimes d'assurance-maladie et d'assurance-hospitalisation provinciaux et autres; frais de personnel supplémentaire pour diverses fins.

2. *Transports et communications*

- Frais de voyage et de transport des employés du gouvernement ainsi que des membres des Forces armées et de la Gendarmerie royale du Canada; frais de réinstallation de ces personnes et des personnes à leur charge, frais de subsistance et autres frais payés par ces personnes en voyage commandé; dépenses de voyage des juges; dépenses et indemnités de voyage payables aux sénateurs et aux députés.
- Transport de personnes par contrat, nolisement ou autres moyens, y compris les frais de voyage de personnes qui s'occupent de travaux d'arpentage, d'inspections et d'études sur le terrain; frais de déplacement et de transport de personnes qui ne sont pas des employés de l'État, comme les frais de transport d'anciens combattants demandant des traitements ou des pensions.
- Affranchissement ordinaire, courrier aérien, recommandé, colis postal, courrier exprès, ainsi que location de cases postales et tous les autres frais postaux.
- Frais de transport de marchandises à l'égard d'un achat, autres que le coût initial de livraison (compris dans l'article courant applicable au coût de l'achat même), y compris les frais de services de messagerie offerts par l'entreprise privée.
- Tous les frais des services de télécommunication par téléphone, télégraphe, câble, télétype, radio et sans fil. (droits, taxes, etc.) et autres frais de communication, tels ceux qui découlent des services de messagerie assurés à forfait par des entreprises de l'extérieur et des services de communication fournis par contrat ou entente.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

3. Information

- Services de promotion pour publicité et autres fins, achetés aux agences de publicité pour du temps d'antenne ou pour des médias imprimés, des placards extérieurs ou des panneaux-réclame. Cela comprend les services de promotion et de création tels que le graphisme.
- Services d'édition pour la passation de commandes, la mise en marché, la distribution et la vente de publications commanditées par le ministère, et pour l'achat de publications connexes de l'État. Sont aussi compris les services d'impression, de duplication, de photocopie, de préparation des textes, de graphisme, de mise en pages et les services techniques et consultatifs tels que le traitement informatique des textes et la transmission en masse des imprimés. De plus, y sont compris les services d'exposition tels que les services d'exposition et les services audiovisuels correspondants se rapportant à des expositions et étalages.
- Services des relations publiques et des affaires publiques pour des sondages sur les comportements et l'évaluation des services, la promotion des ventes, la commercialisation, la mise en valeur des exportations, les relations publiques et la publicité, les sondages d'opinion, ainsi que les marchés concernant l'organisation et l'exploitation des services de contrôle des médias et des groupes cibles. Sont aussi compris les services de rédaction des discours et les services liés aux communiqués de presse, aux séances d'information, aux conférences de presse et aux événements spéciaux.

4. Services professionnels et spéciaux

- Services professionnels offerts par des particuliers ou des organismes comprenant des versements sous forme d'honoraires, de commissions, etc., pour les services de comptables, d'avocats, d'architectes, d'ingénieurs, d'analystes scientifiques, de sténographes judiciaires, de traducteurs; versements aux enseignants œuvrant à différents niveaux dans les établissements d'enseignement; paiements pour les services de médecins, d'infirmières et autre personnel médical; paiement de services de gestion, de traitement des données et autre conseiller en recherche; et de toute autre aide technique, professionnelle et spécialisée de l'extérieur.
- Paiement de traitements hospitaliers, de soins aux anciens combattants et de services d'assistance sociale; paiement de services d'informatique, paiement des frais de scolarité des Indiens inscrits à des institutions d'enseignement qui ne sont pas des écoles fédérales; achat de services de formation en vertu de la *Loi sur la formation professionnelle des adultes* et paiements à l'École de la fonction publique du Canada pour des cours de formation.
- Paiements pour les services du Corps des commissionnaires et autres services contractuels de fonctionnement et d'entretien tels que le service d'autos blindées, les services de buanderie et de nettoyage à sec, les services de nettoyage dans les immeubles, les services d'aide temporaire, les services d'accueil, de stockage, d'entreposage et autres services commerciaux, ainsi que les paiements faits au ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux pour l'administration de marchés.

5. Location

- Location, par le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux, de propriétés requises à certaines fins par divers ministères et de locaux destinés aux bureaux et aux services du gouvernement.
- Location et affrètement, avec ou sans équipage, de navires, aéronefs, véhicules motorisés et autre matériel, et location d'appareils de télécommunication et de matériel de bureau, y compris les ordinateurs.

Bien qu'elle comporte la location de locaux proprement dits, la location de services d'entreposage figure à l'article courant 4.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

6. *Achat de services de réparation et d'entretien*

- Travaux de réparation et d'entretien de biens durables mentionnés à l'article courant 8, Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages, exécutés à forfait, ainsi que du matériel visé par l'article courant 9, Acquisition de machines et de matériel.
- Paiements faits au ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux pour les services offerts aux locataires.
- Le coût des matériaux, des fournitures et les autres frais pour les travaux exécutés directement par un ministère sont inscrits sous d'autres rubriques, selon la nature de l'achat.

7. *Services publics, fournitures et approvisionnements*

- Dépenses relatives aux services d'un genre normalement assuré par une municipalité ou un service public, comme l'approvisionnement en eau, l'électricité, le gaz, etc. Y figurent donc les taxes d'eau, les frais d'éclairage, d'énergie et de gaz, et le paiement de ces services, qu'ils soient obtenus de la municipalité ou d'ailleurs.
- Achat des fournitures et approvisionnements requis pour assurer le fonctionnement et le maintien réguliers des services de l'État. Sont inclus :
 - essence et huile achetées en grandes quantités, combustible ou carburant pour navires, avions,
 - transport et chauffage;
 - aliments pour bétail;
 - aliments et autres fournitures pour navires et établissements;
 - bestiaux achetés pour consommation ou revente;
 - graines de semence;
 - livres et autres publications achetés pour diffusion à l'extérieur;
 - uniformes et fourniment;
 - photographies, cartes terrestres et marines achetées à des fins d'administration et de fonctionnement;
 - fournitures scientifiques et de laboratoire, y compris échantillons pour essais;
 - fournitures pour dessin, tirage de bleus et travaux d'art; fournitures pour les levés topographiques, études;
 - produits chimiques;
 - approvisionnements hospitaliers, chirurgicaux et médicaux;
 - œuvres d'art pour expositions et documents historiques pour galeries, musées et archives;
 - fournitures du service de nettoyage;
 - bois et charbon;
 - fournitures électriques;
 - pièces de réparation autres que les pièces accompagnant normalement le matériel au moment de l'achat d'aéronefs, de navires, de véhicules routiers, de matériel de communication et autre équipement, et autres fournitures et approvisionnements.

8. *Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages*

- Toutes les dépenses relatives à l'acquisition de bâtiments, chemins, ouvrages d'irrigation, canaux, aéroports, quais, ponts et toute autre immobilisation de ce genre.
- Améliorations comportant des rajouts ou des modifications de structure, ainsi que le coût d'installation du matériel fixe qui fait partie intégrante de l'ouvrage ou de la structure, comme les ascenseurs, les appareils de chauffage et d'aération.
- Tous les travaux de reconstruction de ces types de biens matériels comme les projets réalisés en vertu d'un contrat ou d'un accord.
- Achat de terrains.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Les dépenses liées à des contrats pour de nouvelles constructions pour les employés occasionnels embauchés ou pour les employés permanents qui travaillent à plein temps ou à temps partiel à des projets précis, les frais de déplacement, les services professionnels, la location de matériel, l'entretien de matériel et les matériaux achetés spécialement pour servir à ces travaux sont imputés aux articles courants pertinents (articles courants 1 à 9).

9. *Acquisition de machines et de matériel*

- Dépenses relatives à l'acquisition de toutes les machines, de tout le matériel, des fournitures et du mobilier de bureau, du matériel informatique et électronique ou de tout autre accessoire de bureau.
- Matériel et accessoires à microfilmer, matériel de communication entre bureaux, machines à affranchir avec compteur, cylindres pour machines enregistreuses et tout autre accessoire de bureau.
- Véhicules automobiles, avions, tracteurs, matériel de voirie, matériel de télécommunications et autre appareillage du même genre; matériel scientifique et de laboratoire, navires, brise-glaces et matériel auxiliaire de la navigation, ainsi que tout autre genre de matériel lourd et léger; munitions et divers genres de matériel pour la Défense nationale, tels que navires, avions, matériel mécanique, véhicules de combat, armes, moteurs et pièces de rechange habituellement achetées avec ce matériel au moment de l'achat.

10. *Paiements de transfert*

- Subventions et contributions, subsides et tous les autres paiements de transfert versés par l'État.
- Paiements importants relatifs au bien-être versés à des particuliers, comme les prestations de la Sécurité de la vieillesse et les allocations de ce genre, les allocations et les pensions des anciens combattants.
- Subventions et paiements aux provinces et aux territoires en vertu de la *Loi constitutionnelle*, de la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces* et du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux et pour les langues officielles.
- Paiements aux Indiens et aux Inuits, afin de soutenir les initiatives d'autonomie gouvernementale et les programmes dans le domaine social, de la santé, de l'éducation et du développement communautaire, et ce, en conformité avec les revendications des Autochtones.
- Paiements aux gouvernements territoriaux en vertu des ententes de financement conclues par le ministre des Finances et les ministres des Finances des territoires.
- Subventions et capitaux consentis à l'industrie; subventions aux fins de recherches et autres mesures d'aide relatives aux recherches effectuées par des organismes non gouvernementaux; bourses d'études.
- Subventions de soutien consenties à des organismes nationaux et internationaux sans but lucratif.
- Contributions à des organismes internationaux et droits d'affiliation à ces organismes, comme la contribution au programme d'aide alimentaire internationale et la cotisation du Canada aux Nations Unies.

La plupart des paiements compris dans cette catégorie d'article courant sont détaillés dans le budget des dépenses sous les rubriques « Subventions » ou « Contributions ». Les premières ne sont pas soumises à la vérification et sont, par conséquent, soumises à l'approbation du Parlement en ce qui concerne le montant, le bénéficiaire et même leur objet, par l'entremise de l'approbation du projet de loi de crédits qui précise les « Subventions inscrites au Budget des dépenses »; les secondes sont soumises à la vérification et ne sont donc pas aussi limitées. Les subventions et leur valeur totale ont un caractère législatif et une description particulière qui régissent leur utilisation.

11. *Service de la dette publique*

- Intérêts de la dette non échue du Canada (y compris les bons du Trésor) et autres passifs comme le fonds de fiducie et autres fonds spéciaux.
- Frais d'émission de nouveaux emprunts, amortissement de l'escompte à l'émission d'obligations, primes et commissions afférentes aux obligations.
- Frais administratifs et afférents à la dette publique.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

12. *Autres subventions et paiements*

- Paiements à des sociétés d'État, y compris les versements destinés à combler les déficits de fonctionnement et les autres paiements de transfert versés aux sociétés d'État.
- Versements à certains comptes non budgétaires (comme les contributions de l'État au compte de stabilisation des prix des produits agricoles ou les prestations relatives à la *Loi sur les terres destinées aux anciens combattants*), ainsi que l'amortissement de plusieurs types de pertes, le rajustement annuel des réserves pour les créances et certains autres postes « Divers ».

Sous le titre « Divers » figurent certaines dépenses comme les licences, les permis et droits de bassin, de touage, de mise à quai et d'amarrage, le cautionnement d'employés de l'État, la perte d'effets personnels et les dépenses relatives à de petits articles et à divers services. Sont compris également des fonds pour de nombreux articles de dépense et services qui ne peuvent être mentionnés sous les diverses rubriques du présent sommaire.

TABLEAUX SOMMAIRES

Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses
Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2008-2009
Annexes proposées au projet de loi de crédits
Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses
Sommaire des modifications apportées aux crédits votés
Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense
Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor
Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses
Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses
Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère ou organisme	Autorisations précédentes		Affectations permanentes des crédits centraux du CT	Total des autorisations à ce jour	
	Dépenses budgétaires	Dépenses non budgétaires		Dépenses budgétaires	Dépenses non budgétaires
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL					
Ministère	2 142 406 649	88 200 000	48 445 027	2 190 851 676	88 200 000
Agence canadienne de développement international.....	3 271 310 422	8 004 002	10 360 700	3 281 671 122	8 004 002
Centre de recherches pour le développement international	149 995 000	.....	.....	149 995 000	.....
Commission mixte internationale	8 473 000	.....	263 050	8 736 050	.....
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN					
Ministère	6 690 010 343	60 503 000	47 956 699	6 737 967 042	60 503 000
Secrétariat de la Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens .....	.....	.....	.....	.....	.....
Commission des revendications particulières des Indiens.....	4 229 000	.....	306 800	4 535 800	.....
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones.....	294 695 000	.....	.....	294 695 000	.....
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC.....	287 767 565	.....	2 117 850	289 885 415	.....
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE					
Ministère	327 581 085	.....	3 613 857	331 194 942	.....
AGENCE DU REVENU DU CANADA	3 992 234 099	.....	.....	3 992 234 099	.....
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE					
Ministère	2 860 616 163	.....	32 119 456	2 892 735 619	.....
Agence canadienne d'inspection des aliments.....	618 577 117	.....	28 482 153	647 059 270	.....
ANCIENS COMBATTANTS	3 426 876 423	.....	10 172 676	3 437 049 099	.....
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION					
Ministère	1 340 697 451	1	5 553 747	1 346 251 198	1
CONSEIL DU TRÉSOR					
Secrétariat	4 503 946 422	.....	(1 078 346 381)	3 425 600 041	.....
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	75 871 104	.....	2 953 029	78 824 133	.....
CONSEIL PRIVÉ					
Ministère	124 896 688	.....	5 427 450	130 324 138	.....
DÉFENSE NATIONALE					
Ministère	18 835 108 232	.....	200 000 000	19 035 108 232	.....
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	3 431 000	.....	156 950	3 587 950	.....
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN					
Ministère	268 321 000	.....	2 126 350	270 447 350	.....
ENVIRONNEMENT					
Ministère	1 032 157 898	.....	36 616 900	1 068 774 798	.....
Agence Parcs Canada.....	665 681 126	.....	.....	665 681 126	.....
FINANCES					
Ministère	80 393 616 622	3 075 002	4 487 150	80 398 103 772	3 075 002
INDUSTRIE					
Ministère	1 136 374 270	800 000	19 640 841	1 156 015 111	800 000
Agence spatiale canadienne	368 492 000	.....	9 273 200	377 765 200	.....
Tribunal de la concurrence.....	1 699 000	.....	76 800	1 775 800	.....
Conseil national de recherches du Canada.....	700 343 000	.....	18 284 049	718 627 049	.....
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	964 532 750	.....	1 826 850	966 359 600	.....
Conseil de recherches en sciences humaines	645 584 423	.....	999 650	646 584 073	.....

	Présent budget supplémentaire des dépenses					Total – Budgets des dépenses à ce jour*		
	<i>Transferts</i>	Dépenses budgétaires		Dépenses non budgétaires		<i>Total</i>	<i>Dépenses budgétaires</i>	<i>Dépenses non budgétaires</i>
		<i>Crédits à voter</i>	<i>Autorisations législatives</i>	<i>Crédits à voter</i>	<i>Autorisations législatives</i>			
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
6 530 617	142 259 884	.....	.....	.....	148 790 501	2 339 642 177	88 200 000
(2 950 000)	8 000 000	.....	.....	.....	5 050 000	3 286 721 122	8 004 002
2 700 000	12 000 000	.....	.....	.....	14 700 000	164 695 000	.....
.....	216 503	.....	.....	.....	216 503	8 952 553	.....
277 639 300	133 522 631	.....	14 000 000	.....	425 161 931	7 149 128 973	74 503 000
.....	58 373 000	.....	.....	.....	58 373 000	58 373 000	.....
(3 158 015)	3 957 498	.....	.....	.....	799 483	5 335 283	.....
(274 941 275)	.....	.....	.....	.....	(274 941 275)	19 753 725	.....
(825 000)	2 915 214	.....	.....	.....	2 090 214	291 975 629	.....
.....	11 249 262	.....	.....	.....	11 249 262	342 444 204	.....
780 000	29 000 685	420 210 000	.....	.....	449 990 685	4 442 224 784	.....
(2 648 800)	66 794 975	26 580 000	.....	.....	90 726 175	2 983 461 794	.....
2 068 600	1	.....	.....	.....	2 068 601	649 127 871	.....
100 000	1 700 001	.....	.....	.....	1 800 001	3 438 666 449	.....
.....	22 170 811	.....	.....	.....	22 170 811	1 368 422 009	1
1 179 800	185 563 883	.....	.....	.....	186 743 683	3 612 343 724	.....
374 760	16 722 742	.....	.....	.....	17 097 502	95 921 635	.....
.....	10 081 146	.....	.....	.....	10 081 146	140 405 284	.....
(11 687 586)	452 399 359	.....	.....	.....	440 711 773	19 475 820 005	.....
.....	1 203 831	.....	.....	.....	1 203 831	4 791 781	.....
(250 000)	18 295 281	.....	.....	.....	18 045 281	288 492 631	.....
(13 704)	30 116 616	.....	.....	.....	30 102 912	1 098 877 710	.....
392 000	12 518 328	.....	.....	.....	12 910 328	678 591 454	.....
(2 000 000)	249 400 000	(948 091 000)	.....	.....	(700 691 000)	79 697 412 772	3 075 002
(398 405)	86 405 488	23 300 000	.....	.....	109 307 083	1 265 322 194	800 000
.....	1	.....	.....	.....	1	377 765 201	.....
300 000	1	.....	.....	.....	300 001	2 075 801	.....
6 383 155	10 684 313	.....	.....	.....	17 067 468	735 694 517	.....
920 000	738 007	.....	.....	.....	1 658 007	968 017 607	.....
297 528	2 270 057	.....	.....	.....	2 567 585	649 151 658	.....

* Voir la note au bas de la page 37.

Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère ou organisme	Autorisations précédentes		Affectations permanentes des crédits centraux du CT	Total des autorisations à ce jour	
	Dépenses budgétaires	Dépenses non budgétaires		Dépenses budgétaires	Dépenses non budgétaires
JUSTICE					
Ministère	700 222 997	.....	21 954 650	722 177 647	.....
Service administratif des tribunaux judiciaires.....	60 887 575	.....	2 544 999	63 432 574	.....
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada.....	27 284 971	.....	1 090 360	28 375 331	.....
PARLEMENT					
Chambre des communes	425 052 136	.....	.....	425 052 136	.....
PATRIMOINE CANADIEN					
Ministère	1 413 849 495	.....	12 865 750	1 426 715 245	.....
Conseil des Arts du Canada	182 076 001	.....	.....	182 076 001	.....
Société Radio-Canada.....	1 115 424 000	.....	.....	1 115 424 000	.....
Musée canadien des droits de la personne .....	.....	.....	.....	.....	.....
Musée canadien des civilisations	61 429 000	.....	.....	61 429 000	.....
Musée canadien de la nature.....	59 176 000	.....	.....	59 176 000	.....
Bibliothèque et Archives du Canada.....	157 602 000	.....	3 668 597	161 270 597	.....
Société du Centre national des Arts	49 745 641	.....	.....	49 745 641	.....
Commission des champs de bataille nationaux	9 983 000	.....	351 539	10 334 539	.....
Musée des beaux-arts du Canada.....	53 268 000	.....	.....	53 268 000	.....
Musée national des sciences et de la technologie	31 028 000	.....	.....	31 028 000	.....
Commission de la fonction publique	97 600 145	.....	4 770 350	102 370 495	.....
Commission des relations de travail dans la fonction publique	6 756 000	.....	530 850	7 286 850	.....
Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice	31 517 395	.....	347 900	31 865 295	.....
Téléfilm Canada.....	107 722 001	.....	.....	107 722 001	.....
PÊCHES ET OCÉANS.....	1 691 334 699	.....	49 240 964	1 740 575 663	.....
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES					
Ministère	39 817 196 683	906 297 000	17 130 604	39 834 327 287	906 297 000
Société canadienne d'hypothèques et de logement.....	2 293 949 000	(210 200 000)	.....	2 293 949 000	(210 200 000)
RESSOURCES NATURELLES					
Ministère	2 360 235 561	.....	30 042 465	2 390 278 026	.....
Commission canadienne de sûreté nucléaire	103 136 000	.....	3 249 875	106 385 875	.....
Office national de l'énergie	46 168 000	.....	1 647 577	47 815 577	.....
SANTÉ					
Ministère	3 247 807 490	.....	41 130 057	3 288 937 547	.....
Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée	12 418 000	.....	641 700	13 059 700	.....
Instituts de recherche en santé du Canada	928 994 002	.....	1 876 407	930 870 409	.....
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	5 842 000	.....	352 104	6 194 104	.....
Agence de la santé publique du Canada	599 109 822	.....	21 652 000	620 761 822	.....
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE					
Ministère	420 445 412	.....	5 771 600	426 217 012	.....
Agence des services frontaliers du Canada.....	1 728 580 647	.....	.....	1 728 580 647	.....
Service canadien du renseignement de sécurité.....	450 556 960	.....	15 552 050	466 109 010	.....
Service correctionnel	2 181 880 000	.....	76 384 350	2 258 264 350	.....
Commission nationale des libérations conditionnelles....	45 911 000	.....	1 886 890	47 797 890	.....
Gendarmerie royale du Canada.....	2 676 159 000	.....	150 028 900	2 826 187 900	.....

	Présent budget supplémentaire des dépenses					Total – Budgets des dépenses à ce jour*		
	<i>Transferts</i>	Dépenses budgétaires		Dépenses non budgétaires		<i>Total</i>	<i>Dépenses budgétaires</i>	<i>Dépenses non budgétaires</i>
		<i>Crédits à voter</i>	<i>Autorisations législatives</i>	<i>Crédits à voter</i>	<i>Autorisations législatives</i>			
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
.....	25 262 349	.....	.....	.....	25 262 349	747 439 996	.....
.....	1 349 175	.....	.....	.....	1 349 175	64 781 749	.....
.....	3 071 389	.....	.....	.....	3 071 389	31 446 720	.....
.....	2 578 712	1 403 200	.....	.....	3 981 912	429 034 048	.....
(7 730 145)	29 177 001	.....	.....	.....	21 446 856	1 448 162 101	.....
1 917	1	.....	.....	.....	1 918	182 077 919	.....
2 000 000	1	.....	.....	.....	2 000 001	1 117 424 001	.....
.....	5 000 000	.....	.....	.....	5 000 000	5 000 000	.....
2 093 093	3 600 000	.....	.....	.....	5 693 093	67 122 093	.....
.....	3 040 000	.....	.....	.....	3 040 000	62 216 000	.....
2 129 036	600 000	.....	.....	.....	2 729 036	163 999 633	.....
700 000	1	.....	.....	.....	700 001	50 445 642	.....
.....	400 000	.....	.....	.....	400 000	10 734 539	.....
.....	1 830 000	.....	.....	.....	1 830 000	55 098 000	.....
.....	2 730 000	.....	.....	.....	2 730 000	33 758 000	.....
.....	1 248 792	.....	.....	.....	1 248 792	103 619 287	.....
.....	5 401 410	.....	.....	.....	5 401 410	12 688 260	.....
300 000	2 900 000	.....	.....	.....	3 200 000	35 065 295	.....
75 000	1	.....	.....	.....	75 001	107 797 002	.....
1 853 537	51 071 262	.....	.....	.....	52 924 799	1 793 500 462	.....
617 328	58 283 479	31 200 000	.....	.....	90 100 807	39 924 428 094	906 297 000
.....	11 100 000	.....	.....	.....	11 100 000	2 305 049 000	(210 200 000)
(457 167)	21 614 274	.....	.....	.....	21 157 107	2 411 435 133	.....
.....	3 699 268	.....	.....	.....	3 699 268	110 085 143	.....
.....	267 000	.....	.....	.....	267 000	48 082 577	.....
(581 026)	19 675 818	.....	.....	.....	19 094 792	3 308 032 339	.....
(75 000)	.....	.....	.....	.....	(75 000)	12 984 700	.....
1 499 571	528 007	.....	.....	.....	2 027 578	932 897 987	.....
.....	4 700 013	.....	.....	.....	4 700 013	10 894 117	.....
(1 425 400)	326 537	.....	.....	.....	(1 098 863)	619 662 959	.....
(38 610 269)	27 332 705	.....	.....	.....	(11 277 564)	414 939 448	.....
(707 700)	30 001	.....	.....	.....	(677 699)	1 727 902 948	.....
203 600	3 730 544	.....	.....	.....	3 934 144	470 043 154	.....
(315 000)	12 473 257	.....	.....	.....	12 158 257	2 270 422 607	.....
315 000	1 006 944	.....	.....	.....	1 321 944	49 119 834	.....
36 930 627	114 554 234	.....	.....	.....	151 484 861	2 977 672 761	.....

* Voir la note au bas de la page 37.

Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère ou organisme	Autorisations précédentes		Affectations permanentes des crédits centraux du CT	Total des autorisations à ce jour	
	Dépenses budgétaires	Dépenses non budgétaires		Dépenses budgétaires	Dépenses non budgétaires
TRANSPORTS					
Ministère	1 349 313 076	.....	32 083 100	1 381 396 176	.....
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien.....	279 954 000	.....	.....	279 954 000	.....
Société des ponts fédéraux limitée.....	10 204 000	.....	.....	10 204 000	.....
Marine Atlantique S.C.C.	106 354 000	.....	.....	106 354 000	.....
Commission de la capitale nationale.....	94 247 000	.....	.....	94 247 000	.....
Bureau de l'infrastructure du Canada	2 905 169 903	.....	1 368 100	2 906 538 003	.....
Tribunal d'appel des transports du Canada.....	1 334 000	.....	60 044	1 394 044	.....
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES					
GOUVERNEMENTAUX.....	2 461 606 216	.....	31 619 141	2 493 225 357	.....
Tous les autres ministères et organismes non visés par le présent Budget des dépenses.....	3 242 900 671	.....	57 242 224	3 300 142 895	.....
Comptes à fins déterminées consolidés	16 238 575 000	.....	.....	16 238 575 000	.....
Total des budgets des dépenses.....	223 581 900 610	856 679 005	.....	225 525 153 616	856 679 005

Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2008-2009

Budgets des dépenses précédents :	
Budget principal des dépenses .....	.....
Budget supplémentaire des dépenses (A).....	.....
Présent budget supplémentaire des dépenses .....	.....
Total des budgets des dépenses à ce jour .....	.....

	Présent budget supplémentaire des dépenses						Total – Budgets des dépenses à ce jour*	
	<i>Transferts</i>	Dépenses budgétaires		Dépenses non budgétaires		<i>Total</i>	<i>Dépenses budgétaires</i>	<i>Dépenses non budgétaires</i>
		<i>Crédits à voter</i>	<i>Autorisations législatives</i>	<i>Crédits à voter</i>	<i>Autorisations législatives</i>			
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
(1 801 668)	55 721 214	.....	.....	.....	53 919 546	1 435 315 722	.....
.....	156 202 000	.....	.....	.....	156 202 000	436 156 000	.....
.....	500 000	.....	.....	.....	500 000	10 704 000	.....
.....	4 122 000	.....	.....	.....	4 122 000	110 476 000	.....
.....	15 432 000	.....	.....	.....	15 432 000	109 679 000	.....
(157 032)	443 221 123	.....	.....	.....	443 064 091	3 348 849 100	.....
400 000	1	.....	.....	.....	400 001	1 794 045	.....
1 948 723	109 845 224	.....	.....	.....	111 793 947	2 605 019 304	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....	3 300 142 895	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....	16 238 575 000	.....
.....	2 772 185 255	(445 397 800)	14 000 000	.....	2 340 787 455	227 851 941 071	870 679 005

* Les sommes négatives sont mentionnées à titre d'information seulement et ne seront pas incluses dans les annexes proposées au projet de loi de crédits.

Dépenses budgétaires			Dépenses non budgétaires			Total
<i>Crédits à voter</i>	<i>Autorisations législatives</i>	<i>Total</i>	<i>Crédits à voter</i>	<i>Autorisations législatives</i>	<i>Total</i>	
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
79 015 224 174	141 595 413 006	220 610 637 180	61 303 002	795 376 001	856 679 003	221 467 316 183
3 614 036 749	443 498 422	4 057 535 171	2	.....	2	4 057 535 173
82 629 260 923	142 038 911 428	224 668 172 351	61 303 004	795 376 001	856 679 005	225 524 851 356
2 772 185 255	(445 397 800)	2 326 787 455	14 000 000	.....	14 000 000	2 340 787 455
85 401 446 178	141 593 513 628	226 994 959 806	75 303 004	795 376 001	870 679 005	227 865 638 811

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	<p>AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL</p> <p>MINISTÈRE</p>		
1b	<p>Affaires étrangères et Commerce international – Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par ces organismes; autorisation au gouverneur en conseil de nommer et de fixer les salaires des hauts-commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, membres des commissions internationales, le personnel de ces diplomates et d'autres personnes pour représenter le Canada dans un autre pays; dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale; dépenses recouvrables aux fins d'aide aux citoyens canadiens et personnes domiciliées au Canada, y compris les personnes à leur charge, qui sont dans le besoin à l'étranger et rapatriement de ces personnes; programmes de relations culturelles et d'échanges universitaires avec d'autres pays; et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice pour : des services de formation offerts par l'Institut canadien du service extérieur; les foires et les missions commerciales et d'autres services de développement du commerce international; des services de développement des investissements; des services de télécommunication internationale; des publications ministérielles; d'autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, à des organismes, à des sociétés d'État et à d'autres organisations non fédérales; des services consulaires spécialisés; et des programmes internationaux d'échanges pour l'emploi des jeunes et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i>, rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 100 000 \$ du crédit 5 (Affaires étrangères et Commerce international), de 398 700 \$ du crédit 25 (Affaires étrangères et Commerce international), de 831 400 \$ du crédit 30 (Agriculture et Agroalimentaire), de 700 000 \$ du crédit 5 (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec), de 671 700 \$ du crédit 1 (Défense nationale), de 507 600 \$ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile), de 500 000 \$ du crédit 55 (Industrie), de 248 800 \$ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire), de 203 700 \$ du crédit 1 (Transports), de 182 700 \$ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile) et de 58 900 \$ du crédit 50 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....</p>	14 176 681	

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL <i>(suite)</i>		
	MINISTÈRE <i>(suite et fin)</i>		
5b	Affaires étrangères et Commerce international – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 851 300 \$ du crédit 25 (Affaires étrangères et Commerce international) et de 434 100 \$ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	29 012 619	
10b	Affaires étrangères et Commerce international – Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions, qui peuvent comprendre : dans le cadre du Programme de partenariat mondial du Canada (aux termes du <i>Partenariat mondial du G8</i>), des versements en espèces ou des biens, de l'équipement et des services en vue de fournir une aide aux pays de l'ancienne Union soviétique; dans le cadre du Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes du Canada, des versements en espèces ou des produits, des services, de l'équipement ou des technologies fournis aux fins de l'aide antiterroriste aux pays et entités gouvernementales; et, dans le cadre du Programme pour la paix et la sécurité mondiales, du Programme d'opérations mondiales de soutien de la paix, et du Programme Glyn Berry des versements en espèces ou des produits, des services, de l'équipement ou des technologies fournis aux fins de la paix globale et de l'aide à la sécurité; autorisation de contracter durant l'exercice en cours des engagements ne dépassant pas 30 000 000 \$, aux fins de contributions à des personnes, groupes de personnes, conseils et associations, en vue de favoriser l'augmentation des exportations canadiennes; autorisation de payer des cotisations selon les montants établis, en devises des pays où elles sont prélevées; et autorisation de faire d'autres paiements précisés, en devises des pays indiqués, même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens établi en octobre 2007 – Pour autoriser le virement au présent crédit de 9 940 000 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international), de 335 000 \$ du crédit 5 (Affaires étrangères et Commerce international) et de 100 000 \$ du crédit 5 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	85 555 000	
11b	Passeport Canada – Dépenses en capital.....	13 515 583	
12b	Augmenter, en vertu du paragraphe 10(3.1) de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> , le passif éventuel d'Exportation et développement Canada, mentionné à l'alinéa 10(3)b) de cette loi, de 30 000 000 000 \$ à 33 000 000 000 \$	1	
			142 259 884

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL <i>(fin)</i>		
	AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL		
25b	Agence canadienne de développement international – Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et paiements aux institutions financières internationales conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , aux fins d'aide au développement international et d'assistance humanitaire internationale et à d'autres fins précisées, sous forme de paiements comptants et de fourniture de biens, denrées ou services – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 000 000 \$ du crédit 5 (Finances) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		8 000 000
	CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL		
35b	Versements au Centre de recherches pour le développement international – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 700 000 \$ du crédit 25 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		12 000 000
	COMMISSION MIXTE INTERNATIONALE		
40b	Commission mixte internationale – Dépenses du Programme – Traitements et dépenses de la section canadienne; dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés exécutés par la Commission en vertu du mandat international qui lui est confié et dépenses faites par la Commission en vertu de l'accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs		216 503

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN		
	MINISTÈRE		
1b	Affaires indiennes et du Nord canadien – Dépenses de fonctionnement et <i>a)</i> dépenses ayant trait aux ouvrages, bâtiments et matériel, et dépenses et dépenses recouvrables relativement aux services fournis et aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral; <i>b)</i> autorisation d'affecter des fonds, dans le cadre des activités de progrès économique des Indiens et des Inuits, pour assurer le développement de la capacité des Indiens et des Inuits, et pour l'approvisionnement en matériaux et en matériel; <i>c)</i> autorisation de vendre l'électricité aux consommateurs particuliers qui vivent dans des centres éloignés et qui ne peuvent pas compter sur les sources locales d'approvisionnement, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil; <i>d)</i> le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 265 174 248 \$ du crédit 55 (Affaires indiennes et du Nord canadien), de 3 158 015 \$ du crédit 50 (Affaires indiennes et du Nord canadien), de 3 000 000 \$ du crédit 20 (Affaires indiennes et du Nord canadien), de 2 000 000 \$ du crédit 25 (Affaires indiennes et du Nord canadien) et de 183 333 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	45 510 835	
7b	Pour porter de 1 700 000 000 \$ à 2 200 000 000 \$ le montant des prêts que le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien peut garantir selon le crédit 5 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi n° 3 de 1972 portant affectation de crédits</i>		1
10b	Affaires indiennes et du Nord canadien – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 9 767 027 \$ du crédit 60 (Affaires indiennes et du Nord canadien), de 420 600 \$ du crédit 1 (Défense nationale), de 25 000 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans), de 25 000 \$ du crédit 1 (Santé) et de 25 000 \$ du crédit 55 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	66 177 945	
15b	Paiements à la Société canadienne des postes conformément à l'entente entre le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien et la Société canadienne des postes dans le but de fournir le Service aérien omnibus de colis destinés au Nord – Pour autoriser le virement au présent crédit de 8 500 000 \$ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	10 000 000	
20b	Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits – Dépenses de fonctionnement	3 833 850	

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN <i>(suite et fin)</i>		
	MINISTÈRE <i>(suite et fin)</i>		
25b	Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits – Contributions	8 000 000	
L30b	Prêts à des revendicateurs autochtones, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour le paiement des frais de recherche, d'élaboration et de négociation concernant les revendications	14 000 000	
			147 522 631
	SECRÉTARIAT DE LA COMMISSION DE VÉRITÉ ET DE RÉCONCILIATION RELATIVE AUX PENSIONNATS INDIENS		
47b	Secrétariat de la Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens – Dépenses de fonctionnement		58 373 000
	COMMISSION DES REVENDICATIONS PARTICULIÈRES DES INDIENS		
50b	Commission des revendications particulières des Indiens – Dépenses du Programme ...		3 957 498
	AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC		
1b	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	65 214	
5b	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	2 850 000	
			2 915 214

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE		
	MINISTÈRE		
1b	Agence de promotion économique du Canada atlantique – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	29 158	
5b	Agence de promotion économique du Canada atlantique – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	11 220 104	
			11 249 262
	AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE		
	MINISTÈRE		
1b	Agriculture et Agroalimentaire – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes provenant des ententes de recherche concertée et des services de recherche, des activités de pâturage et de reproduction du Programme de pâturages communautaires, et de l'administration du Programme Agri-stabilité, et de compenser les dépenses engagées durant l'exercice; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	12 673 501	
5b	Agriculture et Agroalimentaire – Dépenses en capital.....	20 271 874	
10b	Agriculture et Agroalimentaire – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	33 849 600	
			66 794 975
	AGENCE CANADIENNE D'INSPECTION DES ALIMENTS		
30b	Agence canadienne d'inspection des aliments – Dépenses de fonctionnement et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 400 000 \$ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire) et de 500 000 \$ du crédit 1 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>		1

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	ANCIENS COMBATTANTS		
1b	Anciens combattants – Dépenses de fonctionnement; entretien de propriétés, y compris les dépenses afférentes à des travaux de génie et de recherche technique qui n'ajoutent aucune valeur tangible à la propriété immobilière, aux taxes, à l'assurance et au maintien des services publics; autorisation, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, d'effectuer des travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et vendues conformément à la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> (S.R.C. 1970, ch. V-4), afin de corriger des déficiences dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables ainsi que tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder l'intérêt que le directeur y possède et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	1 700 000	
10b	Anciens combattants – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor – Pour autoriser le virement au présent crédit de 100 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>	1	
			1 700 001
	CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION		
	MINISTÈRE		
1b	Citoyenneté et Immigration – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 000 000 \$ du crédit 5 (Citoyenneté et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		22 170 811

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	CONSEIL DU TRÉSOR		
	SECRETARIAT		
1b	Secrétariat du Conseil du Trésor – Dépenses du Programme et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an et autorisation de dépenser les recettes produites durant l'exercice provenant des activités du Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour autoriser le virement au présent crédit de 934 800 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) et de 245 000 \$ du crédit 1 (Agence du revenu du Canada) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	12 948 558	
15b	Rajustements à la rémunération – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour augmenter d'autres crédits qui peuvent nécessiter un financement partiel ou intégral par suite de rajustements effectués aux modalités de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale, y compris les membres de la Gendarmerie royale du Canada et les Forces canadiennes, les personnes nommées par le gouverneur en conseil et les sociétés d'État au sens de l'article 83 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	170 671 485	
20b	Assurances de la fonction publique – Paiements à l'égard de programmes d'assurance, de pension, d'avantages sociaux ou autres, ou applicables à l'administration de ces programmes ou autres, notamment des primes, des contributions, des avantages sociaux, des frais et autres dépenses faites en faveur de la fonction publique ou d'une partie de celle-ci et pour toutes autres personnes, déterminées par le Conseil du Trésor, et autorisation de dépenser tous revenus ou toutes autres sommes perçues à l'égard de ces programmes ou autres pour compenser toutes dépenses découlant de ces programmes ou autres et pour pourvoir au remboursement à certains employés de leur part de la réduction des primes conformément au paragraphe 96(3) de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	1 943 839	
30b	Besoin en matière de rémunération – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits pour des besoins relatifs aux prestations parentales et de maternité, aux versements liés à la cessation de service ou d'emploi, aux rajustements apportés aux modalités de service ou d'emploi dans l'administration publique fédérale, y compris pour les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, qui n'ont pas été pourvus par le crédit 15, Rajustements à la rémunération.....	1	
			185 563 883
	AGENCE DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES DE LA FONCTION PUBLIQUE DU CANADA		
50b	Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada – Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 200 000 \$ du crédit 1 (Agence du revenu du Canada), de 126 355 \$ du crédit 1 (Santé) et de 48 405 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	.....	16 722 742

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	CONSEIL PRIVÉ		
	MINISTÈRE		
1b	Conseil privé – Dépenses du Programme, y compris les dépenses de fonctionnement des commissions d'enquête non prévues ailleurs et le fonctionnement de la résidence du Premier ministre; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an .....	.....	10 081 146
	DÉFENSE NATIONALE		
	MINISTÈRE		
1b	Défense nationale – Dépenses de fonctionnement et autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 28 688 336 560 \$ à l'égard des crédits 1, 5 et 10 du Ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle sera effectué le paiement de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de 11 218 030 000 \$ deviendra payable dans les années à venir); autorisation d'effectuer des paiements, imputables à l'un ou l'autre de ces crédits, aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction exécutés par ces administrations; autorisation, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, de faire des dépenses ou des avances recouvrables aux termes de l'un ou l'autre de ces crédits, à l'égard du matériel fourni ou de services rendus au nom de particuliers, de sociétés, d'organismes extérieurs, d'autres ministères et organismes de l'État et d'autres administrations; et autorisation, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, d'affecter les recettes de l'exercice pour n'importe lequel de ces crédits et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 219 556 \$ du crédit 5 (Défense nationale), de 105 683 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) et de 80 000 \$ du crédit 75 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	.....	452 399 359
	COMMISSION D'EXAMEN DES PLAINTES CONCERNANT LA POLICE MILITAIRE		
20b	Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire – Dépenses du Programme .....	.....	1 203 831

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN		
1b	Diversification de l'économie de l'Ouest canadien – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	132 694	
5b	Diversification de l'économie de l'Ouest canadien – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	18 162 587	
			18 295 281
	ENVIRONNEMENT		
	MINISTÈRE		
1b	<p>Environnement – Dépenses de fonctionnement et :</p> <p><i>a</i>) dépenses recouvrables engagées à l'égard de la Commission des ressources en eau des provinces des Prairies, de la Commission d'étude du bassin de la rivière Qu'Appelle et de la Commission d'étude du bassin de la rivière Saint-Jean;</p> <p><i>b</i>) autorisation au ministre de l'Environnement d'engager des experts-conseils dont les commissions mentionnées à l'alinéa <i>a</i>) peuvent avoir besoin, au traitement que ces commissions peuvent déterminer;</p> <p><i>c</i>) dépenses recouvrables engagées à l'égard des recherches sur la planification régionale des ressources en eau et des inventaires des ressources en eau;</p> <p><i>d</i>) autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais de la régularisation du niveau du lac des Bois et du lac Seul que doivent assumer les provinces du Manitoba et de l'Ontario;</p> <p><i>e</i>) autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais des levés hydrométriques que doivent assumer les organismes provinciaux et les organismes de l'extérieur;</p> <p><i>f</i>) aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, autorisation de dépenser au cours du présent exercice les recettes de l'exercice générées par les activités du Ministère financées à même ce crédit;</p> <p><i>g</i>) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i>, rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 153 333 \$ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de</p>	23 623 476	

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	ENVIRONNEMENT <i>(suite et fin)</i>		
	MINISTÈRE <i>(suite et fin)</i>		
5b	Environnement – Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations; et autorisation de consentir des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral – Pour autoriser le virement au présent crédit de 315 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	4 513 140	
10b	Environnement – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, contributions aux pays en développement conformément au Fonds multilatéral du Protocole de Montréal sous forme de paiements comptants ou de fourniture de biens, équipement ou services – Pour autoriser le virement au présent crédit de 664 021 \$ du crédit 1 (Environnement) et de 67 763 \$ du crédit 10 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	1 980 000	
			30 116 616
	FINANCES		
	MINISTÈRE		
1b	Finances – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an et autorisation de dépenser les recettes de l'exercice	15 000 000	
5b	Finances – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions.....	234 400 000	
			249 400 000

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	INDUSTRIE		
	MINISTÈRE		
1b	Industrie – Dépenses de fonctionnement et autorisation d'affecter les recettes, perçues au cours d'un exercice, qui ont trait à la recherche sur les communications, aux faillites et aux corporations et celles qui découlent des services et des processus de réglementation, prévus en vertu de la <i>Loi sur la concurrence</i> : dépôt d'un avis préalable à une fusion, certificats de décisions préalables, avis consultatifs et photocopies et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 905 200 \$ du crédit 10 (Industrie) et de 325 000 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	33 418 170	
5b	Industrie – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 526 500 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>	1	
10b	Industrie – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions.....	52 987 317	
			86 405 488
	AGENCE SPATIALE CANADIENNE		
35b	Agence spatiale canadienne – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 600 000 \$ du crédit 25 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>		1
	TRIBUNAL DE LA CONCURRENCE		
45b	Tribunal de la concurrence – Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 300 000 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>		1
	CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES DU CANADA		
55b	Conseil national de recherches du Canada – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 123 500 \$ du crédit 20 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de ..	10 509 312	
60b	Conseil national de recherches du Canada – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 995 000 \$ du crédit 55 (Industrie) et de 6 906 988 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	175 000	
65b	Conseil national de recherches du Canada – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 375 000 \$ du crédit 10 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>	1	
			10 684 313

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	INDUSTRIE <i>(suite et fin)</i>		
	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES NATURELLES ET EN GÉNIE		
70b	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie – Dépenses de fonctionnement	258 007	
75b	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie – Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 000 000 \$ du crédit 5 (Ressources naturelles) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	480 000	738 007
	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES		
80b	Conseil de recherches en sciences humaines – Dépenses de fonctionnement	1 520 057	
85b	Conseil de recherches en sciences humaines – Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 297 528 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	750 000	2 270 057
	JUSTICE		
	MINISTÈRE		
1b	Justice – Dépenses de fonctionnement, et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter au cours d'un exercice les recettes, et de compenser les dépenses engagées au cours du même exercice, qui découlent de la prestation de services juridiques fournis de manière obligatoire aux ministères et organismes fédéraux et de manière facultative à des sociétés d'État, à des organisations non fédérales et internationales, à condition que ces services soient conformes au mandat du Ministère et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	9 262 349	
5b	Justice – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	16 000 000	25 262 349
	SERVICE ADMINISTRATIF DES TRIBUNAUX JUDICIAIRES		
30b	Service administratif des tribunaux judiciaires – Dépenses du Programme .....	.....	1 349 175

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	JUSTICE <i>(suite et fin)</i>		
	COMMISSARIATS À L'INFORMATION ET À LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE DU CANADA		
45b	Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada – Commissariat à la protection de la vie privée du Canada – Dépenses du Programme		3 071 389
	PARLEMENT		
	CHAMBRE DES COMMUNES		
5b	Chambre des communes – Dépenses du Programme, y compris une indemnité de logement au lieu d'une résidence pour le président de la Chambre des communes et au lieu d'un appartement pour le vice-président, les versements pour le fonctionnement des bureaux de circonscription des députés, les contributions et l'autorisation de dépenser les recettes de l'exercice provenant des activités de la Chambre des communes – Pour autoriser le virement au présent crédit de 8 093 000 \$ du crédit 10 (Parlement) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>		2 578 712
	PATRIMOINE CANADIEN		
	MINISTÈRE		
1b	Patrimoine canadien – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes générées au cours de l'exercice par l'Institut canadien de conservation, le Réseau canadien d'information sur le patrimoine, le Service de transport des expositions et le Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 25 583 \$ du crédit 10 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>	1	
5b	Patrimoine canadien – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 104 929 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) et de 80 000 \$ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	29 177 000	
			29 177 001

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	PATRIMOINE CANADIEN <i>(suite)</i>		
	CONSEIL DES ARTS DU CANADA		
10b	Paiements au Conseil des Arts du Canada, aux termes de l'article 18 de la <i>Loi sur le Conseil des Arts du Canada</i> , devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de cette loi – Pour autoriser le virement au présent crédit de 27 500 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>		1
	SOCIÉTÉ RADIO-CANADA		
15b	Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 000 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>		1
	MUSÉE CANADIEN DES DROITS DE LA PERSONNE		
27b	Paiements au Musée canadien des droits de la personne à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....		5 000 000
	MUSÉE CANADIEN DES CIVILISATIONS		
30b	Paiements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 093 093 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		3 600 000
	MUSÉE CANADIEN DE LA NATURE		
35b	Paiements au Musée canadien de la nature à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....		3 040 000
	BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES DU CANADA		
45b	Bibliothèque et Archives du Canada – Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes produites pour compenser les dépenses connexes engagées durant l'exercice et attribuables à l'accès à la collection et à sa reproduction – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 129 036 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		600 000

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	PATRIMOINE CANADIEN <i>(suite)</i>		
	SOCIÉTÉ DU CENTRE NATIONAL DES ARTS		
50b	Paiements à la Société du Centre national des Arts – Pour autoriser le virement au présent crédit de 450 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) et de 250 000 \$ du crédit 5 (Diversification de l'économie de l'Ouest canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>		1
	COMMISSION DES CHAMPS DE BATAILLE NATIONAUX		
55b	Commission des champs de bataille nationaux – Dépenses du Programme		400 000
	MUSÉE DES BEAUX-ARTS DU CANADA		
65b	Paiements au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital		1 830 000
	MUSÉE NATIONAL DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE		
75b	Paiements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital		2 730 000
	COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE		
80b	Commission de la fonction publique – Dépenses du Programme et, conformément au paragraphe 29.1 (2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter au cours du même exercice les revenus et de compenser les dépenses engagées au cours du même exercice par la prestation des produits et services d'évaluation et de counseling		1 248 792
	COMMISSION DES RELATIONS DE TRAVAIL DANS LA FONCTION PUBLIQUE		
85b	Commission des relations de travail dans la fonction publique – Dépenses du Programme		5 401 410
	CONDITION FÉMININE – BUREAU DE LA COORDONNATRICE		
105b	Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 300 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....		2 900 000

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	PATRIMOINE CANADIEN (<i>fin</i>)		
	TÉLÉFILM CANADA		
110b	Paiements à Téléfilm Canada devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i> – Pour autoriser le virement au présent crédit de 75 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>		1
	PÊCHES ET OCÉANS		
1b	Pêches et Océans – Dépenses de fonctionnement et : <i>a)</i> participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches, autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches, autorisation de consentir des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés; <i>b)</i> autorisation de consentir des avances recouvrables à l'égard des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis pour le compte de particuliers, d'organismes indépendants et d'autres gouvernements au cours de l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et la navigation maritime; <i>c)</i> autorisation de dépenser les recettes produites dans l'exercice au cours des activités ou par suite des activités de la Garde côtière canadienne; <i>d)</i> le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 546 173 \$ du crédit 10 (Pêches et Océans), de 1 305 000 \$ du crédit 1 (Transports), de 549 800 \$ du crédit 1 (Environnement), de 42 500 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) et de 15 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		
5b	Pêches et Océans – Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces, aux municipalités, à des autorités locales ou à des entrepreneurs privés à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations, et autorisation d'acheter et de vendre des bateaux de pêche commerciale	33 273 217	
10b	Pêches et Océans – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 722 500 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) et de 34 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	12 954 945	
		4 843 100	
			51 071 262

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES		
	MINISTÈRE		
1b	Ressources humaines et Développement des compétences – Dépenses de fonctionnement et : <i>a) autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada et du Compte d'assurance-emploi;</i> <i>b) en vertu du paragraphe 29.1(2) de la Loi sur la gestion des finances publiques, le pouvoir de dépenser les recettes reçues au cours de l'exercice qui proviennent des services du Secteur des programmes d'accès public et des services visant à aider les provinces à administrer les programmes provinciaux financés aux termes des Ententes sur le développement du marché du travail en vue de compenser les dépenses connexes encourues au cours de l'exercice;</i> <i>c) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la Loi sur les traitements, rajusté en vertu de la Loi sur le Parlement du Canada et au prorata, pour toute période inférieure à un an.....</i>	20 925 721	
5b	Ressources humaines et Développement des compétences – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 617 328 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de ..	37 357 758	
			58 283 479
	SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT		
15b	Rembourser à la Société canadienne d'hypothèques et de logement les remises accordées sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées et les dépenses contractées, ainsi que les pertes subies et les frais et débours engagés en vertu des dispositions de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> ou à l'égard des pouvoirs que la Société exerce ou des tâches et des fonctions qu'elle exécute, en conformité avec le pouvoir de toute loi du Parlement du Canada, autre que la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> , au titre du pouvoir qui lui est conféré par la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>		11 100 000

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	RESSOURCES NATURELLES		
	MINISTÈRE		
1b	Ressources naturelles – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes reçues pendant l'exercice par suite de la vente de produits d'information et de produits forestiers, et de la perception de frais pour les services de recherche, de consultation, d'évaluation, d'analyse et d'administration dans le cadre des activités du Ministère et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 497 333 \$ du crédit 55 (Industrie) et de 195 500 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	17 364 274	
5b	Ressources naturelles – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 125 000 \$ du crédit 5 (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec) et de 50 000 \$ du crédit 10 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	4 250 000	
			21 614 274
	COMMISSION CANADIENNE DE SÛRETÉ NUCLÉAIRE		
15b	Commission canadienne de sûreté nucléaire – Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions.....		3 699 268
	OFFICE NATIONAL DE L'ÉNERGIE		
25b	Office national de l'énergie – Dépenses du Programme.....		267 000

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	SANTÉ		
	MINISTÈRE		
1b	Santé – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé, aux activités de réglementation et aux services médicaux et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 984 000 \$ du crédit 10 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	19 675 817	
5b	Santé – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 008 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>	1	
			19 675 818
	INSTITUTS DE RECHERCHE EN SANTÉ DU CANADA		
20b	Instituts de recherche en santé du Canada – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 54 000 \$ du crédit 40 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	258 007	
25b	Instituts de recherche en santé du Canada – Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 900 000 \$ du crédit 45 (Santé), de 559 071 \$ du crédit 10 (Santé), de 75 000 \$ du crédit 15 (Santé) et de 35 000 \$ du crédit 40 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	270 000	
			528 007
	CONSEIL D'EXAMEN DU PRIX DES MÉDICAMENTS BREVETÉS		
35b	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés – Dépenses du Programme .....	.....	4 700 013

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	SANTÉ <i>(suite et fin)</i>		
	AGENCE DE LA SANTÉ PUBLIQUE DU CANADA		
40b	Agence de la santé publique du Canada – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la vente de produits – Pour autoriser le virement au présent crédit de 48 600 \$ du crédit 1 (Santé) et de 460 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	326 536	
45b	Agence de la santé publique du Canada – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 330 000 \$ du crédit 10 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>	1	
			326 537
	SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE		
	MINISTÈRE		
1b	Sécurité publique et Protection civile – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 837 500 \$ du crédit 50 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	17 803 737	
5b	Sécurité publique et Protection civile – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 50 000 \$ du crédit 50 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	9 528 968	
			27 332 705
	SERVICE CANADIEN DU RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ		
20b	Service canadien du renseignement de sécurité – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 151 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) et de 52 600 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	.....	3 730 544

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE <i>(suite et fin)</i>		
	SERVICE CORRECTIONNEL		
30b	Service correctionnel – Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et <i>a)</i> autorisation de verser à la Caisse de bienfaisance des détenus les revenus tirés, au cours de l'année, des activités des détenus financées par cette caisse; <i>b)</i> autorisation d'exploiter des cantines dans les établissements fédéraux et de déposer les revenus provenant des ventes dans la Caisse de bienfaisance des détenus; <i>c)</i> paiements, selon les conditions prescrites par le gouverneur en conseil, aux détenus élargis ou pour le compte des détenus élargis qui ont été frappés d'incapacité physique lors de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux, et aux personnes à charge de détenus et d'ex-détenus décédés à la suite de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux; <i>d)</i> autorisation au ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, de conclure une entente avec le gouvernement de l'une ou l'autre des provinces en vue de l'incarcération, dans les établissements de cette province, de toutes les personnes condamnées ou envoyées dans un pénitencier, de l'indemnisation pour l'entretien de ces personnes et du paiement des frais de construction et d'autres frais connexes de ces établissements.....	.....	12 473 257
	COMMISSION NATIONALE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES		
40b	Commission nationale des libérations conditionnelles – Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 315 000 \$ du crédit 30 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	.....	1 006 944
	GENDARMERIE ROYALE DU CANADA		
50b	Gendarmerie royale du Canada – Dépenses de fonctionnement et autorisation d'affecter les recettes de l'exercice – Pour autoriser le virement au présent crédit de 39 981 069 \$ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile), de 88 481 \$ du crédit 5 (Défense nationale) et de 50 000 \$ du crédit 40 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	36 548 515	
55b	Gendarmerie royale du Canada – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 641 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	78 005 718	
60b	Gendarmerie royale du Canada – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 801 500 \$ du crédit 50 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>	1	
		.....	114 554 234

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	TRANSPORTS		
	MINISTÈRE		
1b	Transports – Dépenses de fonctionnement et a) autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux pendant l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière d'aéronautique; b) autorisation de faire des paiements de commissions pour le recouvrement de revenus conformément à la <i>Loi sur l'aéronautique</i> ; c) autorisation de dépenser les recettes de l'exercice; d) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 157 032 \$ du crédit 55 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	3 102 008	
5b	Transports – Dépenses en capital, y compris les contributions pour les travaux de construction exécutés par des provinces ou des municipalités, des autorités locales ou des entrepreneurs privés.....	3 663 000	
10b	Transports – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions.....	48 956 206	
			55 721 214
	ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN		
20b	Paiements à l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital.....		156 202 000
	SOCIÉTÉ DES PONTS FÉDÉRAUX LIMITÉE		
30b	Paiements à la Société des ponts fédéraux Limitée.....		500 000
	MARINE ATLANTIQUE S.C.C.		
35b	Paiements à Marine Atlantique S.C.C. relativement : a) aux frais de la direction de cette société; paiements à des fins d'immobilisations et paiements pour des activités de transport, y compris les services de transport maritime suivants conformément à des marchés conclus avec Sa Majesté : traversiers et terminus de Terre-Neuve; b) aux paiements à l'égard des frais engagés par la société pour assurer des prestations de retraite anticipée, des prestations de cessation d'emploi et d'autres prestations à ses employés lorsque ces frais sont engagés par suite de la réduction du personnel ou de l'interruption ou de la diminution d'un service.....		4 122 000

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	TRANSPORTS <i>(suite et fin)</i>		
	COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE		
40b	Paiements à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses de fonctionnement	5 432 000	
45b	Paiements à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses en capital	10 000 000	
			15 432 000
	BUREAU DE L'INFRASTRUCTURE DU CANADA		
55b	Bureau de l'infrastructure du Canada – Contributions		443 221 123
	TRIBUNAL D'APPEL DES TRANSPORTS DU CANADA		
70b	Tribunal d'appel des transports du Canada – Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 400 000 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>		1
	TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX		
1b	Travaux publics et Services gouvernementaux – Dépenses de fonctionnement pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux, y compris les dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> , de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> et de la <i>Loi sur l'administration des biens saisis</i> , et autorisation de dépenser les recettes de l'exercice découlant des services de gestion des locaux et des services communs et centraux et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 768 452 \$ du crédit 5 (Travaux publics et Services gouvernementaux) et de 2 883 523 \$ du crédit 50 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	93 040 224	
5b	Travaux publics et Services gouvernementaux – Dépenses en capital, y compris les dépenses relatives à des ouvrages autres que des biens fédéraux et autorisation de rembourser les locataires d'immeubles fédéraux à l'égard d'améliorations autorisées par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 513 723 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	16 805 000	
			109 845 224
			2 744 636 241

Annexe 2 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009, peuvent être imputés à l'exercice suivant se terminant le 31 mars 2010)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AGENCE DU REVENU DU CANADA		
1b	Agence du revenu du Canada – Dépenses du Programme et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 225 000 \$ du crédit 40 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de ..		29 000 685
	ENVIRONNEMENT		
	AGENCE PARCS CANADA		
25b	Agence Parcs Canada – Dépenses du Programme, y compris les dépenses en capital, les subventions inscrites au Budget des dépenses et les contributions, dont les dépenses engagées sur des propriétés autres que celles du fédéral, et les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions au coût des engagements réalisés par ces dernières – Pour autoriser le virement au présent crédit de 270 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) et de 122 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de ..	12 518 327	
30b	Paiements au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques en vue de l'établissement de nouveaux parcs nationaux, lieux historiques nationaux et autres aires patrimoniales connexes aux fins énoncées à l'article 21 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i> – Pour autoriser le virement au présent crédit de 12 000 000 \$ du crédit 25 (Environnement) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> ...	1	12 518 328
	SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE		
	AGENCE DES SERVICES FRONTALIERS DU CANADA		
10b	Agence des services frontaliers du Canada – Dépenses de fonctionnement, contributions et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser durant l'année en cours les recettes perçues pendant l'exercice qui se rapportent aux activités à la frontière de l'Agence des services frontaliers du Canada : droits pour la prestation d'un service ou pour l'utilisation d'une installation ou pour un produit, droit ou privilège; et paiements reçus en vertu de contrats conclus par l'Agence – Pour autoriser le virement au présent crédit de 234 000 \$ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>	1	
15b	Agence des services frontaliers du Canada – Dépenses en capital.....	30 000	30 001
			41 549 014

Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère ou organisme	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)
AGENCE DU REVENU DU CANADA	
Paiements aux provinces en vertu de la <i>Loi sur les droits d'exportation de produits de bois d'œuvre</i>	419 000 000
Paiements en vertu de la <i>Loi sur les mesures d'aide liées aux coûts de l'énergie</i>	1 210 000
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE	
Ministère	
Paiements relatifs à la <i>Loi sur les programmes de commercialisation agricole</i> (L.C., 1997, ch. C-34)	14 580 000
Subventions à l'appui du Programme de réforme des porcs reproducteurs	12 000 000
FINANCES	
Ministère	
Fiducie pour l'infrastructure du transport en commun (<i>Loi d'exécution du budget de 2008</i>)	500 000 000
Fonds de recrutement de policiers (<i>Loi d'exécution du budget de 2008</i>)	400 000 000
Fiducie pour les projets de démonstration de captage et de stockage du carbone de la Saskatchewan (<i>Loi d'exécution du budget de 2008</i>)	240 000 000
Incitatif pour l'élimination des impôts provinciaux sur le capital (<i>Loi d'exécution du budget de 2007</i>)	49 000 000
Paiement transitoire à la Saskatchewan au titre du Transfert canadien en matière de programmes sociaux (<i>Loi d'exécution du budget de 2008</i>)	31 204 000
Paiement à la Nouvelle-Écosse pour le stockage du carbone (<i>Loi d'exécution du budget de 2008</i>)	5 000 000
Paiement transitoire au Nunavut au titre du Transfert canadien en matière de programmes sociaux (<i>Loi d'exécution du budget de 2008</i>)	705 000
Frais d'intérêt et autres coûts	(2 174 000 000)
INDUSTRIE	
Ministère	
Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i> (L.C., 1998, ch. 36)	23 300 000

Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère ou organisme	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)
PARLEMENT	
Chambre des communes	
Députés – Traitements et indemnités des agents supérieurs et des députés de la Chambre des communes en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires	1 403 200
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES	
Ministère	
Paiements en vertu du Programme de protection des salariés aux personnes admissibles pour les salaires et les indemnités de vacances qui sont dus par les employeurs en faillite ou mis sous séquestre, de même que les paiements aux syndicats et aux séquestres qui fourniront les renseignements nécessaires pour déterminer l'admissibilité	31 200 000
Total	(445 397 800)

Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

Ministère ou organisme (en milliers de dollars)	Numéro du crédit	Montant brut	Moins : Autorisations de dépenser disponibles	Montant net
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL				
Ministère.....	1b	14 177	.....	14 177
	5b	29 013	.....	29 013
	10b	85 555	.....	85 555
	11b	13 516	.....	13 516
	12b	.....	.....	.....
Agence canadienne de développement international.....	25b	300 299	292 299	8 000
Centre de recherches pour le développement international.....	35b	12 000	.....	12 000
Commission mixte internationale.....	40b	217	.....	217
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN				
Ministère.....	1b	50 511	5 000	45 511
	7b	.....	.....	.....
	10b	66 473	295	66 178
	15b	10 000	.....	10 000
	20b	3 834	.....	3 834
	25b	8 000	.....	8 000
	L30b	14 000	.....	14 000
Secrétariat de la Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens.....	47b	58 373	.....	58 373
Commission des revendications particulières des Indiens.....	50b	3 957	.....	3 957
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones.....	55b	.....	.....	.....
	60b	.....	.....	.....
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC				
	1b	65	.....	65
	5b	2 850	.....	2 850
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE				
Ministère.....	1b	29	.....	29
	5b	11 220	.....	11 220
AGENCE DU REVENU DU CANADA				
	1b	29 001	.....	29 001
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE				
Ministère.....	1b	12 673	.....	12 673
	5b	20 272	.....	20 272
	10b	36 550	2 700	33 850
Agence canadienne d'inspection des aliments.....	30b	2 023	2 023	.....
ANCIENS COMBATTANTS				
	1b	1 700	.....	1 700
	10b	.....	.....	.....
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION				
Ministère.....	1b	26 096	3 925	22 171
	5b	.....	.....	.....
CONSEIL DU TRÉSOR				
Secrétariat.....	1b	12 949	.....	12 949
	15b	170 671	.....	170 671
	20b	1 944	.....	1 944
	30b	.....	.....	.....
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada.....	50b	16 722	.....	16 722
CONSEIL PRIVÉ				
Ministère.....	1b	10 081	.....	10 081

Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

Ministère ou organisme (en milliers de dollars)	Numéro du crédit	Montant brut	Moins : Autorisations de dépenser disponibles	Montant net
DÉFENSE NATIONALE				
Ministère.....	1b	452 619	220	452 399
	5b	66 302	66 302	.....
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	20b	1 204	.....	1 204
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN				
	1b	133	.....	133
	5b	18 162	.....	18 162
ENVIRONNEMENT				
Ministère.....	1b	23 624	.....	23 624
	5b	4 513	.....	4 513
	10b	1 980	.....	1 980
Agence Parcs Canada.....	25b	19 481	6 962	12 519
	30b	.....	.....	.....
FINANCES				
Ministère.....	1b	15 000	.....	15 000
	5b	234 400	.....	234 400
INDUSTRIE				
Ministère.....	1b	33 419	.....	33 419
	5b	.....	.....	.....
	10b	52 987	.....	52 987
Agence spatiale canadienne	25b	.....	.....	.....
	35b	.....	.....	.....
Tribunal de la concurrence	45b	.....	.....	.....
Conseil national de recherches du Canada.....	55b	10 510	.....	10 510
	60b	175	.....	175
	65b	.....	.....	.....
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie.....	70b	258	.....	258
	75b	480	.....	480
Conseil de recherches en sciences humaines	80b	1 520	.....	1 520
	85b	750	.....	750
JUSTICE				
Ministère.....	1b	9 262	.....	9 262
	5b	16 000	.....	16 000
Service administratif des tribunaux judiciaires.....	30b	1 349	.....	1 349
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	45b	3 071	.....	3 071
PARLEMENT				
Chambre des communes	5b	2 579	.....	2 579
	10b	.....	.....	.....
PATRIMOINE CANADIEN				
Ministère.....	1b	.....	.....	.....
	5b	30 077	900	29 177
Conseil des Arts du Canada	10b	.....	.....	.....
Société Radio-Canada.....	15b	.....	.....	.....
Musée canadien des droits de la personne	27b	5 000	.....	5 000
Musée canadien des civilisations.....	30b	3 600	.....	3 600
Musée canadien de la nature.....	35b	3 040	.....	3 040
Bibliothèque et Archives du Canada	45b	604	4	600
Société du Centre national des Arts.....	50b	.....	.....	.....
Commission des champs de bataille nationaux.....	55b	400	.....	400
Musée des beaux-arts du Canada.....	65b	1 830	.....	1 830
Musée national des sciences et de la technologie	75b	2 730	.....	2 730
Commission de la fonction publique.....	80b	1 249	.....	1 249
Commission des relations de travail dans la fonction publique	85b	5 401	.....	5 401
Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice	105b	2 900	.....	2 900
Téléfilm Canada	110b	.....	.....	.....

Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

Ministère ou organisme (en milliers de dollars)	Numéro du crédit	Montant brut	Moins : Autorisations de dépenser disponibles	Montant net
PÊCHES ET OCÉANS	1b	33 273	.....	33 273
	5b	12 955	.....	12 955
	10b	4 843	.....	4 843
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES				
Ministère.....	1b	20 926	.....	20 926
	5b	37 358	.....	37 358
Société canadienne d'hypothèques et de logement.....	15b	11 100	.....	11 100
RESSOURCES NATURELLES				
Ministère.....	1b	17 364	.....	17 364
	5b	24 250	20 000	4 250
Commission canadienne de sûreté nucléaire.....	15b	3 699	.....	3 699
Office national de l'énergie	25b	267	.....	267
SANTÉ				
Ministère.....	1b	27 176	7 500	19 676
	5b	.....	.....	.....
	10b	.....	.....	.....
Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée	15b	.....	.....	.....
Instituts de recherche en santé du Canada.....	20b	258	.....	258
	25b	270	.....	270
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	35b	4 700	.....	4 700
Agence de la santé publique du Canada.....	40b	327	.....	327
	45b	.....	.....	.....
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE				
Ministère.....	1b	17 804	.....	17 804
	5b	9 529	.....	9 529
Agence des services frontaliers du Canada	10b	816	816	.....
	15b	30	.....	30
Service canadien du renseignement de sécurité.....	20b	3 731	.....	3 731
Service correctionnel.....	30b	12 595	122	12 473
Commission nationale des libérations conditionnelles.....	40b	1 007	.....	1 007
Gendarmerie royale du Canada.....	50b	36 549	.....	36 549
	55b	78 006	.....	78 006
	60b	.....	.....	.....
TRANSPORTS				
Ministère.....	1b	3 102	.....	3 102
	5b	3 663	.....	3 663
	10b	48 957	.....	48 957
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien.....	20b	156 202	.....	156 202
Société des ponts fédéraux limitée	30b	500	.....	500
Marine Atlantique S.C.C.....	35b	4 122	.....	4 122
Commission de la capitale nationale	40b	5 432	.....	5 432
	45b	10 000	.....	10 000
Bureau de l'infrastructure du Canada.....	55b	443 221	.....	443 221
Tribunal d'appel des transports du Canada	70b	.....	.....	.....
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX	1b	97 517	4 477	93 040
	5b	16 805	.....	16 805
Total		3 199 734	413 545	2 786 189

Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Ministère ou organisme	Personnel	Transports et communications	Information	Services professionnels et spéciaux	Location
(en milliers de dollars)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Affaires étrangères et Commerce international					
Ministère	3 854	1 996	318	1 837	2 142
Agence canadienne de développement international	.....	.....	.....	.....	.....
Centre de recherches pour le développement international	.....	.....	.....	.....	.....
Commission mixte internationale	.....	40	.....	177	.....
Affaires indiennes et du Nord canadien					
Ministère	51 932	27 987	3 727	169 648	7 155
Secrétariat de la Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens	1 900	6 762	398	46 395	398
Commission des revendications particulières des Indiens	.....	100	699	.....	.....
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones	(46 507)	(7 441)	(620)	(50 229)	(620)
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	61	.....	.....	4	.....
Agence de promotion économique du Canada atlantique					
Ministère	24	4	.....	.....	.....
Agence du revenu du Canada	8 481	2 775	7 225	5 000	2 800
Agriculture et Agroalimentaire					
Ministère	2 243	1 048	219	3 720	197
Agence canadienne d'inspection des aliments	.....	192	2 017	1 633	105
Anciens combattants	.....	.....	1 100	.....	.....
Citoyenneté et Immigration					
Ministère	10 875	492	2 026	13 501	25
Conseil du Trésor					
Secrétariat	174 263	1 073	313	10 064	190
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	7 481	250	45	8 206	34
Conseil privé					
Ministère	3 952	556	660	3 598	319
Défense nationale					
Ministère	99 715	51 500	16 772	35 176	26 328
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	67	76	20	825	6
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	87	17	10	18	.....

Achat de services de réparation et d'entretien	Services publics, fournitures et approvisionnements	Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages	Acquisition de machines et de matériel	Paiements de transfert	Service de la dette publique	Autres subventions et paiements	Moins : Fonds disponibles	Total des dépenses nettes*
(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)		
28	68	25 647	16 971	95 930	.....	.....	.....	148 791
.....	.....	.....	.....	297 349	.....	.....	292 299	5 050
.....	.....	.....	.....	.....	.....	14 700	.....	14 700
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	217
7 454	8 762	.....	.....	81 830	.....	57 962	5 295	411 162
398	2 122	.....	.....	.....	.....	.....	.....	58 373
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	799
(620)	(2 480)	.....	.....	(9 767)	.....	(156 657)	.....	(274 941)
.....	.....	.....	.....	2 025	.....	.....	.....	2 090
.....	1	.....	.....	11 220	.....	.....	.....	11 249
2 000	500	.....	1 000	420 210	.....	.....	.....	449 991
766	1 394	6 653	13 619	63 130	.....	437	2 700	90 726
.....	145	.....	.....	.....	.....	.....	2 023	2 069
.....	.....	.....	600	100	.....	.....	.....	1 800
102	700	.....	1 375	(3 000)	.....	.....	3 925	22 171
363	320	.....	.....	.....	.....	158	.....	186 744
48	844	.....	.....	.....	.....	190	.....	17 098
559	39	.....	268	130	.....	.....	.....	10 081
51 240	23 600	.....	193 424	.....	.....	9 479	66 522	440 712
.....	189	.....	21	.....	.....	.....	.....	1 204
.....	.....	.....	.....	17 913	.....	.....	.....	18 045

* Voir la note au bas de la page 73.

Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Ministère ou organisme	Personnel	Transports et communications	Information	Services professionnels et spéciaux	Location
(en milliers de dollars)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Environnement					
Ministère	9 337	2 740	455	5 564	1 433
Agence Parcs Canada	1 137	2 838	592	(1 265)	5 480
Finances					
Ministère	.....	5	14 977	.....	.....
Industrie					
Ministère	3 740	8 642	842	14 372	544
Agence spatiale canadienne	.....	.....	.....	(600)	.....
Tribunal de la concurrence	.....	60	.....	240	.....
Conseil national de recherches du Canada	6 113	600	4	(1 528)	143
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	203	19	5	25	2
Conseil de recherches en sciences humaines	633	243	87	445	26
Justice					
Ministère	4 880	935	271	1 889	97
Service administratif des tribunaux judiciaires	.....	.....	.....	136	.....
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	1 233	292	.....	1 261	.....
Parlement					
Chambre des communes	3 013	107	.....	857	3
Patrimoine canadien					
Ministère	.....	(1 126)	(807)	(2 820)	(152)
Conseil des Arts du Canada	.....	.....	.....	.....	.....
Société Radio-Canada	.....	.....	.....	.....	.....
Musée canadien des droits de la personne	.....	.....	.....	.....	.....
Musée canadien des civilisations	.....	.....	.....	.....	.....
Musée canadien de la nature	.....	.....	.....	.....	.....
Bibliothèque et Archives du Canada	.....	25	10	1 644	.....
Société du Centre national des Arts	.....	.....	.....	.....	.....
Commission des champs de bataille nationaux	.....	.....	.....	.....	.....
Musée des beaux-arts du Canada	.....	.....	.....	.....	.....
Musée national des sciences et de la technologie	.....	.....	.....	.....	.....
Commission de la fonction publique	138	.....	.....	1 111	.....
Commission des relations de travail dans la fonction publique	2 723	509	134	1 152	241
Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice	.....	.....	.....	.....	.....
Téléfilm Canada	.....	.....	.....	.....	.....
Pêches et Océans	2 873	1 007	250	1 511	274
Ressources humaines et Développement des compétences					
Ministère	5 186	139	6 323	2 656	87
Société canadienne d'hypothèques et de logement	.....	.....	.....	.....	.....

Achat de services de réparation et d'entretien	Services publics, fournitures et approvisionnements	Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages	Acquisition de machines et de matériel	Paiements de transfert	Service de la dette publique	Autres subventions et paiements	Moins : Fonds disponibles	Total des dépenses nettes*
(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)		
680	2 066	630	4 198	2 712	.....	288	.....	30 103
.....	2 276	(5 210)	1 874	150	.....	12 000	6 962	12 910
.....	18	.....	.....	1 458 309	(2 174 000)	.....	.....	(700 691)
1 556	1 853	.....	3 527	74 007	.....	224	.....	109 307
.....	.....	.....	.....	600	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	300
200	3 027	6 907	1 170	375	.....	56	.....	17 067
2	2	.....	.....	1 400	.....	.....	.....	1 658
52	34	.....	.....	1 048	.....	.....	.....	2 568
170	271	157	509	16 000	.....	83	.....	25 262
896	.....	.....	317	.....	.....	.....	.....	1 349
.....	.....	.....	285	.....	.....	.....	.....	3 071
2	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	3 982
(197)	(280)	.....	(595)	29 291	.....	(967)	900	21 447
.....	.....	.....	.....	.....	.....	2	.....	2
.....	.....	.....	.....	.....	.....	2 000	.....	2 000
.....	.....	.....	.....	.....	.....	5 000	.....	5 000
.....	.....	.....	.....	.....	.....	5 693	.....	5 693
.....	.....	.....	.....	.....	.....	3 040	.....	3 040
.....	30	.....	.....	1 024	.....	.....	4	2 729
.....	.....	.....	.....	.....	.....	700	.....	700
.....	.....	.....	.....	.....	.....	400	.....	400
.....	.....	.....	.....	.....	.....	1 830	.....	1 830
.....	.....	.....	.....	.....	.....	2 730	.....	2 730
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	1 249
80	187	.....	375	.....	.....	.....	.....	5 401
.....	.....	.....	.....	3 200	.....	.....	.....	3 200
.....	.....	.....	.....	.....	.....	75	.....	75
3 221	25 848	.....	12 955	4 986	.....	.....	.....	52 925
346	30	.....	.....	69 175	.....	6 159	.....	90 101
.....	.....	.....	.....	.....	.....	11 100	.....	11 100

* Voir la note au bas de la page 73.

Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Ministère ou organisme	Personnel	Transports et communications	Information	Services professionnels et spéciaux	Location
(en milliers de dollars)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Ressources naturelles					
Ministère	1 463	1 439	354	11 303	809
Commission canadienne de sûreté nucléaire	1 783	362	.....	1 194	25
Office national de l'énergie	.....	.....	120	147	.....
Santé					
Ministère	11 891	3 082	465	7 037	279
Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée	.....	.....	.....	(75)	.....
Instituts de recherche en santé du Canada	196	47	6	(14)	(23)
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	1 812	290	120	1 874	25
Agence de la santé publique du Canada	41	(1 177)	.....	147	.....
Sécurité publique et Protection civile					
Ministère	8 865	1 072	611	4 771	2 759
Agence des services frontaliers du Canada	288	(32)	(1)	(115)	(3)
Service canadien du renseignement de sécurité	317	.....	.....	.....	.....
Service correctionnel	2 800	.....	.....	9 358	.....
Commission nationale des libérations conditionnelles	.....	100	.....	1 222	.....
Gendarmerie royale du Canada	14 595	12 289	1 139	14 366	4 987
Transports					
Ministère	586	74	.....	690	.....
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	.....	.....	.....	.....	.....
Société des ponts fédéraux limitée	.....	.....	.....	.....	.....
Marine Atlantique S.C.C.	.....	.....	.....	.....	.....
Commission de la capitale nationale	.....	.....	.....	.....	.....
Bureau de l'infrastructure du Canada	.....	.....	.....	.....	.....
Tribunal d'appel des transports du Canada	.....	.....	.....	.....	.....
Travaux publics et Services gouvernementaux	(753)	906	.....	8 476	44 590
Total pour tous les ministères et organismes	403 521	122 914	60 886	336 604	100 705
Comptes à des fins déterminées consolidés	.....	.....	.....	.....	.....
Total du Budget supplémentaire des dépenses de 2008-2009	403 521	122 914	60 886	336 604	100 705

Achat de services de réparation et d'entretien	Services publics, fournitures et approvisionnements	Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages	Acquisition de machines et de matériel	Paiements de transfert	Service de la dette publique	Autres subventions et paiements	Moins : Fonds disponibles	Total des dépenses nettes*
(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)		
98	664	.....	748	23 425	.....	854	20 000	21 157
.....	335	.....	.....	.....	.....	.....	.....	3 699
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	267
650	6 982	.....	1 008	(4 873)	.....	74	7 500	19 095
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	(75)
.....	4	.....	(27)	1 839	.....	.....	.....	2 028
505	31	.....	28	.....	.....	15	.....	4 700
.....	.....	.....	460	(570)	.....	.....	.....	(1 099)
120	178	.....	628	(30 282)	.....	.....	.....	(11 278)
(14)	(11)	.....	30	.....	.....	(3)	816	(677)
.....	.....	.....	.....	.....	.....	3 617	.....	3 934
.....	.....	.....	.....	122	.....	.....	122	12 158
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	1 322
5 675	7 283	30 468	54 993	1 802	.....	3 888	.....	151 485
14	43	3 607	.....	48 906	.....	.....	.....	53 920
.....	.....	.....	.....	.....	.....	156 202	.....	156 202
.....	.....	.....	.....	.....	.....	500	.....	500
.....	.....	.....	.....	.....	.....	4 122	.....	4 122
.....	.....	.....	.....	.....	.....	15 432	.....	15 432
.....	.....	.....	.....	443 064	.....	.....	.....	443 064
.....	.....	.....	.....	.....	.....	400	.....	400
26 573	5 435	16 550	.....	.....	.....	14 494	4 477	111 794
102 967	92 510	85 409	309 761	3 122 780	(2 174 000)	176 277	413 545	2 326 789
.....
102 967	92 510	85 409	309 761	3 122 780	(2 174 000)	176 277	413 545	2 326 789

*Certains montants ne concordent pas nécessairement aux montants totaux du tableau « Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses » à cause de l'arrondissement.

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Crédit 5 – Éventualités du gouvernement

126 850 000 \$

Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, ce crédit s'ajoute à d'autres crédits afin d'assurer au gouvernement une marge de manœuvre suffisante pour faire face à des dépenses urgentes ou imprévues lorsqu'il existe un besoin de trésorerie valable compte tenu du moment où un paiement doit être effectué ou lorsqu'une autorisation précise s'impose pour effectuer un paiement par exemple dans le cas des subventions qui ne sont pas inscrites au budget des dépenses. Cette autorisation de suppléer à d'autres crédits demeure jusqu'à l'obtention de l'approbation du Parlement et dans la mesure où les dépenses s'inscrivent dans le cadre du mandat de droit de l'organisation. Les affectations temporaires sont remboursées au crédit 5 du Conseil du Trésor une fois que la sanction royale a été reçue pour une loi de crédits.

Ministère ou organisme

(dollars)

Finances

Paiement à la province de la Nouvelle-Écosse concernant le paiement de rajustement de la part de la Couronne pour des montants accordés au cours des années antérieures jusqu'au 31 mars 2008

125 400 000

Le 13 juillet 2008, les gouvernements du Canada et de la Nouvelle-Écosse ont signé et annoncé publiquement un accord pour la mise en œuvre des recommandations du Groupe d'experts sur les paiements de rajustement à l'égard de la part de la Couronne. Le gouvernement du Canada s'est également engagé à négocier avec la Nouvelle-Écosse afin de mettre en œuvre les détails précisés dans le rapport du groupe d'experts concernant les paiements pour les années à venir. Le ministère devait obtenir l'autorisation de verser un paiement à la province à ce moment afin d'atténuer les risques associés aux négociations continues et délicates.

Commission des relations de travail dans la fonction publique

Fonds pour remplir le mandat élargi de la Commission des relations de travail dans la fonction publique en vertu de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*

1 450 000

La Commission des relations de travail dans la fonction publique (CRTFP) est un petit organisme qui reçoit un crédit de 6,8 millions de dollars destiné à son mandat seulement comme convenu dans l'ancienne *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*. Le mandat de la Commission a été élargi dans le cadre de la nouvelle *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique* et, depuis 2002-2003, la CRTFP a reçu des fonds supplémentaires qui ont été annoncés dans les budgets fédéraux successifs. Puisque le crédit actuel de la CRTFP devait être écoulé avant qu'elle ne reçoive une augmentation de l'autorisation de dépenser dans le cadre du budget supplémentaire des dépenses, une affectation du crédit 5 du Conseil du Trésor lui a permis de remplir son mandat élargi.

Total des affectations

126 850 000

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Crédit 10 – Initiatives pangouvernementales

0 \$

Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, ce crédit s'ajoute à d'autres crédits pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives de gestion stratégique entreprises dans la fonction publique du Canada. Les ministères et les organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 10.

Aucune affectation n'a été attribuée à partir du crédit 10 du Conseil du Trésor.

Crédit 25 – Report du budget de fonctionnement

1 099 683 843 \$

Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, ce crédit s'ajoute à d'autres crédits en autorisant un report des fonds non utilisés de l'exercice précédent, jusqu'à concurrence de 5 p. 100 du budget de fonctionnement inscrit au budget principal des dépenses de l'exercice précédent d'un ministère ou d'un organisme. Les ministères et les organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 25.

Ministères ou organismes	Crédit	(dollars)
Affaires étrangères et Commerce international		
Ministère	1	48 445 027
Agence canadienne de développement international	20	10 360 700
Commission mixte internationale	40	263 050
Secrétariat de l'ALENA – section canadienne	45	109 100
Affaires indiennes et du Nord canadien		
Ministère	1	47 489 899
Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits	20	466 800
Commission canadienne des affaires polaires	40	34 449
Commission sur les revendications particulières des Indiens	50	306 800
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	1	2 117 850
Agence de promotion économique du Canada atlantique	1	3 613 857
Agriculture et Agroalimentaire		
Ministère	1	32 119 456
Agence canadienne d'inspection des aliments	30	24 311 201
Agence canadienne d'inspection des aliments	35	4 170 952
Commission canadienne des grains	40	154 310
Anciens Combattants		
Ministère	1	9 990 025
Ministère – Tribunal des anciens combattants (révision et appel)	15	182 651
Citoyenneté et Immigration		
Ministère	1	5 553 747
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	10	4 429 300

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministères ou organismes	Crédit	(dollars)
Conseil du Trésor		
Secrétariat	1	8 227 620
École de la fonction publique du Canada	35	2 722 727
Commissariat à l'intégrité du secteur public	40	71 271
Commissariat au lobbying	45	151 300
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	50	2 953 029
Conseil privé		
Ministère	1	5 427 450
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	5	302 800
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	10	1 270 750
Directeur général des élections	15	1 088 300
Commissariat aux langues officielles	20	854 250
Secrétariat de la Commission des nominations publiques	25	47 249
Comité de surveillance des activités de renseignements de sécurité	30	131 000
Défense nationale		
Ministère	1	120 882 595
Ministère	5	77 996 495
Ministère	10	1 120 910
Comité des griefs des Forces canadiennes	15	291 500
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	20	156 950
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	1	2 126 350
Environnement		
Ministère	1	36 616 900
Agence canadienne d'évaluation environnementale	15	795 100
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	20	235 200
Finances		
Ministère	1	4 487 150
Vérificateur général	15	3 572 050
Tribunal canadien du commerce extérieur	20	465 300
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	25	1 830 052
Gouverneur général	1	537 347

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministères ou organismes	Crédit	(dollars)
Industrie		
Ministère	1	19 640 841
Agence spatiale canadienne	25	9 273 200
Tribunal de la concurrence	45	76 800
Commission du droit d'auteur	50	114 750
Conseil national de recherches du Canada	55	18 284 049
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	70	1 826 850
Conseil de recherches en sciences humaines	80	999 650
Statistique Canada	95	25 908 250
Justice		
Ministère	1	21 954 650
Commission canadienne des droits de la personne	10	521 158
Tribunal canadien des droits de la personne	15	190 794
Commissaire à la magistrature fédérale	20	382 150
Commissaire à la magistrature fédérale – Conseil canadien de la magistrature	25	79 700
Service administratif des tribunaux judiciaires	30	2 544 999
Bureau du directeur des poursuites pénales	35	3 574 907
Commissariats à l'information du Canada	40	302 260
Commissariats à la protection de la vie privée du Canada	45	788 100
Cour suprême du Canada	50	1 043 850
Parlement		
Sénat*	1	2 798 445
Chambre des communes*	5	10 286 489
Bibliothèque du Parlement*	15	1 339 819
Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique*	20	228 850
Conseiller sénatorial en éthique*	25	24 908
Patrimoine canadien		
Ministère	1	12 865 750
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	40	980 366
Bibliothèque et Archives du Canada	45	3 668 597
Commission des champs de bataille nationaux	55	351 539
Office national du film	60	748 942

* Crédits approuvés mais pas encore affectés.

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministères ou organismes	Crédit	(dollars)
Commission de la fonction publique	80	4 770 350
Commission des relations de travail dans la fonction publique	85	530 850
Tribunal de la dotation de la fonction publique	90	222 550
Greffe du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles	95	82 180
Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice	100	347 900
Pêches et Océans	1	49 240 964
Ressources humaines et Développement des compétences		
Ministère	1	17 130 604
Conseil canadien des relations industrielles	10	536 650
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs	20	88 500
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	25	368 103
Ressources naturelles		
Ministère	1	30 042 465
Commission canadienne de sûreté nucléaire	15	3 249 875
Office national de l'énergie	25	1 647 577
Administration du pipe-line du Nord	30	12 200
Santé		
Ministère	1	41 130 057
Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée	15	641 700
Instituts de recherche en santé du Canada	20	1 876 407
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	30	151 200
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	35	352 104
Agence de santé publique du Canada	40	21 652 000
Sécurité publique et Protection civile		
Ministère	1	5 771 600
Service canadien du renseignement de sécurité	20	15 552 050
Service correctionnel	30	76 384 350
Commission nationale des libérations conditionnelles	40	1 886 890
Bureau de l'enquêteur correctionnel	45	138 650
Gendarmerie royale du Canada	50	150 028 900
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	65	52 200
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	70	252 550

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministères ou organismes	Crédit	(dollars)
Transports		
Ministère	1	32 083 100
Office des transports du Canada	25	1 130 550
Bureau de l'infrastructure du Canada	50	1 368 100
Tribunal d'appel des transports du Canada	70	60 044
Travaux publics et Services gouvernementaux	1	31 619 141
<i>Total des affectations approuvées</i>		<i>1 099 683 843</i>

Crédit 30 – Besoins en matière de rémunération

0 \$

Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, ce crédit s'ajoute à d'autres crédits en assurant au gouvernement les fonds nécessaires pour respecter ses exigences juridiques d'employeur, notamment les congés parentaux et de maternité, les indemnités versées lors d'une cessation d'emploi, ainsi que les rajustements aux conditions d'emploi ou aux emplois à la fonction publique. Les ministères et organismes peuvent obtenir ce crédit tout au long de l'exercice financier.

Aucune affectation n'a été attribuée à partir du crédit 30 du Conseil du Trésor.

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Financement consacré au Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique à des fins d'investissements dans des projets d'infrastructures publiques conçus pour améliorer la qualité de vie dans les communautés urbaines et rurales

(Ces fonds aideront à financer de nouveaux projets d'infrastructure publique (routes, systèmes d'acheminement de l'eau et des eaux usées) dans le cadre de la construction d'une voie de contournement à Torbay dans la région de St. John's, de la construction d'une usine de filtration d'eau dans la ville de Corner Brook, de la construction et de la rénovation d'installations de traitement et d'acheminement de l'eau dans une région rurale de la Saskatchewan, de la rénovation des systèmes d'assainissement, de traitement et d'acheminement des eaux usées dans le port de Hamilton et dans les villes de Brockville et de Sarnia et de la livraison et de l'installation d'infrastructures de communication par satellite afin d'offrir des services Internet large bande dans des collectivités des Premières nations dans des régions éloignées de la Colombie-Britannique.)

Agence de promotion économique du Canada atlantique	29
Bureau de l'infrastructure du Canada	34 623
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	77
Industrie	59
Transports	33
Total	34 821

Fonds consacrés à la coordination de l'ensemble des politiques et des opérations gouvernementales liées au projet gazier Mackenzie

(Ces fonds fourniront des ressources permettant de coordonner l'ensemble des politiques et des opérations gouvernementales liées au projet gazier Mackenzie en 2008-2009. Les fonds seront utilisés pour coordonner et formuler la réponse du gouvernement aux recommandations de l'évaluation environnementale qui devrait être effectuée au début de 2009, pour établir le plan de réglementation, pour répondre à la proposition des promoteurs demandant à obtenir de l'aide financière et pour aider les organisations autochtones à se préparer aux prochaines phases de développement du projet.)

Affaires indiennes et du Nord canadien	1 880
Industrie	5 219
Total	7 099

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale

(Les fonds appuieront des campagnes et des initiatives de publicité ayant pour but de fournir de l'information aux Canadiens à propos d'une variété de programmes et de services gouvernementaux. Plus particulièrement, ces fonds aideront à mettre en œuvre 12 campagnes de publicité : « Avantage Canada », « Compte d'épargne libre d'impôt », « Recrutement des Forces canadiennes », « Période de production des déclarations de 2008 », « Campagne de sensibilisation des voyageurs à la biosécurité », « Système d'immigration mieux adapté », « Capsule commémorative du jour du Souvenir », « Financement des études postsecondaires – parents », « Études postsecondaires – étudiants », « Services aux nouveaux arrivants », « Recrutement national de la Gendarmerie royale du Canada » et « Prix d'excellence de la fonction publique ».)

Agence canadienne d'inspection des aliments	2 000
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	120
Agence du revenu du Canada	6 000
Anciens combattants	1 100
Citoyenneté et Immigration	2 000
Défense nationale	10 000
Finances	15 000
Gendarmerie royale du Canada	1 000
Ressources humaines et Développement des compétences	5 470
Total	42 690

Fonds pour appuyer les processus bilatéraux et tripartites ainsi que les activités en cours dans le cadre de l'initiative Beyond Powley : Gestion des droits autochtones des Métis

(Ces fonds aideront à poursuivre les activités d'élaborer la réponse à la décision au jugement Powley, de créer et de renforcer des systèmes d'adhésion et d'identification pour améliorer les capacités et la gouvernance, de maintenir un dialogue continu avec d'autres administrations dans le but de mettre au point des approches qui sont uniformes et favorisent la coopération dans le contexte de la gestion des droits autochtones des Métis et de coordonner les efforts au sein du gouvernement fédéral en ce qui concerne la gestion des ressources et les activités de sensibilisation ayant trait à la gestion de la faune, à la durabilité environnementale et aux services de police adaptés aux différences culturelles.)

Affaires indiennes et du Nord canadien	11 834
Agence Parcs Canada	1 096
Environnement	941
Gendarmerie royale du Canada	660
Total	14 531

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds pour fournir un appui continu afin de satisfaire aux revendications territoriales globales à l'extérieur de la Colombie-Britannique

(Ces fonds serviront à appuyer : prêts consentis à des demandeurs autochtones pour qu'ils puissent entreprendre des négociations, opérations fédérales requises pour poursuivre les négociations liées aux revendications territoriales globales, coûts d'acquisition et de possession de biens immobiliers fédéraux excédentaires dans le contexte des négociations de revendications territoriales globales, capacités et expertise dont ont besoin les groupes autochtones pour gérer les terres et les ressources après le règlement des revendications et mise en œuvre continue des accords provisoires conclus avec les Premières nations Dehcho, y compris l'accord ayant trait à la réserve du parc national Nahanni.)

Affaires indiennes et du Nord canadien	25 919
Agence Parcs Canada	233
Total	26 152

Fonds pour l'Enquête interne sur les actions des responsables canadiens relativement à Abdullah Almalki, Ahmad Abou-Elmaati et Muayyed Nureddin et ressources nécessaires pour permettre aux ministères de mener l'enquête

(Ces fonds aideront à poursuivre les activités jusqu'à la présentation du rapport de l'enquête interne à l'automne 2008. Plus particulièrement, des ressources supplémentaires sont nécessaires pour financer des activités consistant notamment à préparer les témoins aux éventuels entretiens de suivi, à répondre aux avis émis en vertu de l'article 13 de la Loi sur les enquêtes et à réunir des éléments de preuve dans ce contexte, à répondre aux descriptions des faits communiqués au public, à examiner les questions de confidentialité dans le contexte de la sûreté nationale et à entreprendre la rédaction de longs textes renfermant de l'information délicate s'y rapportant, à élaborer des observations finales et à formuler des réponses proactives à des constatations anticipées dans le rapport final.)

Affaires étrangères et Commerce international	583
Conseil privé	2 944
Gendarmerie royale du Canada	975
Justice	1 381
Service canadien du renseignement de sécurité	371
Total	6 254

Fonds pour l'établissement d'un centre des opérations de sécurité maritime – Grands lacs-Voie maritime du Saint-Laurent afin d'améliorer les capacités en matière de sécurité dans la région en repérant et en réagissant aux menaces à la sécurité nationale

(Ces fonds aideront à renforcer la sécurité du Centre provisoire des opérations de sécurité maritime – Grands lacs en augmentant le nombre de ses heures de fonctionnement et en amenant tous les ministères participants à affecter du personnel au centre. Ainsi, on pourra réagir plus rapidement et de façon mieux coordonnée à des menaces à la sûreté nationale dans la région des Grands lacs et de la Voie maritime du Saint-Laurent. Les fonds serviront aussi à financer une analyse juridique portant sur les capacités inter organismes de partager l'information. L'accroissement des opérations à l'installation provisoire et l'analyse juridique aideront à savoir comment procéder pour établir un centre permanent, tel que annoncé dans le budget fédéral de 2008.)

Agence des services frontaliers du Canada	705
Pêches et Océans	328
Sécurité publique et Protection civile	345
Transports	328
Total	1 706

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds pour l'établissement de bourses qui seront octroyées aux meilleurs étudiants au doctorat canadiens et étrangers, pour l'établissement d'une nouvelle allocation pour études internationales, et pour renforcer la capacité des universités canadiennes d'attirer et de garder les plus grands scientifiques du monde (*poste horizontal*)

(Ces fonds aideront à respecter l'engagement pris dans le budget fédéral de 2008 d'investir dans les personnes par le renforcement ou l'établissement de trois programmes. Le premier, le Programme de bourses de études supérieures du Canada Vanier, a pour but de créer une capacité de recherche de calibre mondial et de favoriser l'excellence en recherche en attirant les meilleurs candidats au doctorat et en les encourageant à rester au Canada. Le deuxième, le Programme canadien d'allocations pour des études à l'étranger, vise à établir des liens et des réseaux internationaux en offrant aux bénéficiaires des Bourses d'études canadiennes la possibilité de vivre des expériences exceptionnelles dans le domaine de la recherche dans des établissements d'enseignement à l'extérieur du Canada. Le troisième, le programme de Chaires de recherche d'excellence mondiale du Canada, sera créé pour cibler les meilleurs chercheurs de classe mondiale dans quatre secteurs prioritaires : la science et les technologies environnementales, les ressources naturelles et l'énergie, la santé et les sciences de la vie et technologies connexes et les technologies de l'information et des communications.)

Conseil de recherches en sciences humaines	2 270
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	738
Instituts de recherche en santé du Canada	528
Total	3 536

Fonds pour l'établissement, le développement et la gestion des zones protégées fédérales dans les Territoires du Nord-Ouest

(Ces fonds aideront à créer et à administrer six nouvelles réserves nationales de faune, à aménager et à administrer le lieu historique national Sahoyue-Ehdacho, à effectuer une évaluation de faisabilité en vue de la création d'un parc national situé dans le bras Est du Grand lac des Esclaves et à promouvoir et à coordonner les efforts d'identification, d'aménagement et d'utilisation en toute sécurité des régions protégées dans le cadre de la mise en œuvre continue de la Stratégie des zones protégées dans les Territoires du Nord-Ouest.)

Affaires indiennes et du Nord canadien	1 029
Agence Parcs Canada	1 820
Environnement	1 135
Total	3 984

Fonds pour la mise en œuvre de l'Initiative fédérale de lutte contre les mauvais traitements envers les aînés afin d'assurer la dignité et la sécurité de ces derniers

(Ces fonds permettront de respecter un engagement pris dans le budget fédéral de 2008 d'aider les aînés, leurs familles et les groupes professionnels à reconnaître les signes et les symptômes des mauvais traitements envers les aînés et de fournir de l'information à propos du soutien disponible par l'intermédiaire de l'Initiative fédérale de lutte contre les mauvais traitements envers les aînés. Les activités globales prévues à l'appui de cette initiative incluent par exemple une campagne nationale de sensibilisation du public et la préparation d'information, de ressources et d'outils appropriés concernant les mauvais traitements envers les aînés pour les travailleurs de première ligne dans les domaines de la santé, de la médecine, des services juridiques, de la police et des finances.)

Agence de la santé publique du Canada	187
Justice	694
Ressources humaines et Développement des compétences	3 322
Total	4 203

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds pour le fonctionnement du Programme de protection des salariés qui restitue les salaires et les indemnités de vacances qui sont dus aux travailleurs dont les employeurs ont déclaré faillite ou ont été mis sous séquestre dans le cadre de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité

(Ces fonds permettront de défrayer les coûts d'administration du Programme de protection des salariés qui incluent les coûts des éléments suivants : développement des systèmes, personnel de centres d'appels, traitement des demandes et versement des paiements, élaboration de sites Internet/intranet et mise au point et prestation de formation par l'entremise des différents modes de prestation des services. Le programme vise à combler un grave écart dans le système d'administration des faillites et de l'insolvabilité, puisque le système en place n'a pas de mécanismes efficaces pour assurer le paiement rapide des salaires non payés et de la paye de vacances accumulée mais non utilisée aux travailleurs dont les employeurs font faillite ou qui font l'objet d'une mise sous séquestre.)

Agence du revenu du Canada	316
Ressources humaines et Développement des compétences	34 025
Total	34 341

Fonds pour la mise en œuvre de l'initiative fédérale de lutte contre les mauvais traitements envers les aînés afin d'assurer la dignité et la sécurité de ces derniers

(Ces fonds permettront de respecter un engagement pris dans le budget fédéral de 2008 d'aider les aînés, leurs familles et les groupes professionnels à reconnaître les signes et les symptômes des mauvais traitements envers les aînés et de fournir de l'information à propos du soutien disponible par l'intermédiaire de l'Initiative fédérale de lutte contre les mauvais traitements envers les aînés. Les activités globales prévues à l'appui de cette initiative incluent par exemple une campagne nationale de sensibilisation du public et la préparation d'information, de ressources et d'outils appropriés concernant les mauvais traitements envers les aînés pour les travailleurs de première ligne dans les domaines de la santé, de la médecine, des services juridiques, de la police et des finances.)

Justice	694
Ressources humaines et Développement des compétences	3 322
Total	4 016

Fonds pour les activités de planification et de préparation liées aux services de police et à la sécurité des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010

(Ces fonds aideront à appuyer des services de police et de sécurité en prévision des Jeux olympiques en finançant des activités de planification, notamment : communication de conseils stratégiques indépendants au gouvernement, participation au processus de négociation en vue de la conclusion des ententes nécessaires et établissement des mécanismes requis pour l'exécution des opérations de sécurité et des tâches de coordination, de facilitation et de liaison entre les intervenants fédéraux clés dans le domaine de la sécurité et les collaborateurs aux Jeux de 2010, préparatifs en vue de fournir de l'expertise et des effectifs pour aider à créer un système de surveillance de la santé publique, formation sur l'intervention en cas d'urgence et prestation de services de laboratoire aux intervenants fédéraux et provinciaux et aux autorités de santé locale et expansion de l'infrastructure pour faciliter la collecte et l'analyse de renseignements de sécurité et la diffusion des évaluations des menaces.)

Agence de la santé publique du Canada	140
Gendarmerie royale du Canada	30 249
Sécurité publique et Protection civile	700
Service canadien du renseignement de sécurité	500
Total	31 589

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds pour renouveler l'Initiative de recherche et développement en génomique

(Ces fonds serviront à effectuer de la recherche dans des domaines précis visant notamment à apporter des améliorations aux cultures de canola, à améliorer la qualité des cultures utilisées à des fins multiples et à établir des stratégies durables du point de vue environnemental dans les secteurs suivants : lutte contre les animaux nuisibles et les germes, utilisation d'information génétique humaine et d'applications génomiques dans le contexte des maladies, lutte antiparasitaire génomique dans les forêts canadiennes, applications génomiques dans le domaine de la toxicologie aquatique, terrestre et faunique et dactyloscopie génétique des ressources aquatiques.)

Agriculture et Agroalimentaire	5 640
Conseil national de recherches du Canada	5 367
Environnement	1 000
Ressources naturelles	1 948
Santé	4 000
Total	17 955

Fonds pour terminer la cartographie détaillée des fonds marins canadiens des océans Arctique et Atlantique et pour préparer la soumission du Canada à la Commission des limites du plateau continental dans le cadre de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer

(Ces fonds serviront à respecter un engagement pris dans le budget fédéral de 2008 de fournir un soutien supplémentaire pour réunir l'information nécessaire en vue de la préparation d'une soumission complète et crédible à présenter à la Commission des limites du plateau continental des Nations Unies d'ici la fin de 2013. Les ressources seront utilisées pour dresser des cartes sismiques et bathymétriques dans les océans Atlantique et Arctique, pour fournir un soutien logistique et permettre la collecte de données et pour effectuer les travaux juridiques initiaux à l'appui de la soumission du Canada.)

Affaires étrangères et Commerce international	296
Pêches et Océans	968
Ressources naturelles	1 631
Total	2 895

Transfert de Patrimoine canadien – À l'appui des activités visant à promouvoir la création de contenu culturel et sa mise en ligne et les autres projets de numérisation (Programme Culture canadienne en ligne)

(Ces fonds serviront, entre autres, à appuyer des projets de numérisation qui protégeront et préserveront des objets revêtant une importance historique comme des enregistrements radiophoniques et télévisuels, collections d'affiches et de dépliants grand format, des journaux canadiens français de 1808 à 1919, des enregistrements de poèmes et d'autres renseignements biographiques concernant des poètes canadiens, des images archivées, des artefacts et des vêtements portés par les Canadiens de 1840 à 1890 et des jeux, surtout du milieu du XX^e siècle, des conceptions de décors d'anciennes productions théâtrales, des gravures inuites de la région de Cape Dorset sur l'île de Baffin au Nunavut et des témoignages de personnes et de familles qui ensemble forment l'histoire de la marine canadienne, à l'occasion de son 100^e anniversaire.)

Bibliothèque et Archives du Canada	2 129
Musée canadien des civilisations	2 093
Société du Centre national des Arts	450
Société Radio-Canada	2 000
Total	6 672

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Transfert de Patrimoine canadien – Pour le développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle)

(Ce financement fournira un soutien financier pour des initiatives consistant notamment à renforcer les capacités de gestion des autorités portuaires de langue anglaise au Québec, à mener un projet dans le cadre duquel des membres des communautés de langue anglaise et des dirigeants francophones d'organisations de pêcheurs seront appariés, à renforcer les qualités de dirigeant et les compétences d'établissement de partenariats d'organisations de pêcheurs de langue anglaise dans la région du Québec, à faciliter la transition à de nouvelles activités économiques et la rationalisation des flottilles de pêche des pêcheurs de langue anglaise de la Basse-Côte-Nord du Québec, à mener une étude des connaissances traditionnelles et des pratiques actuelles des pêcheurs aux Îles-de-la-Madeleine, à créer une exposition relatant l'histoire des pionniers de langue anglaise et de langue française à Gaspé, à mener des projets devant aider à la création de communautés durables et à encourager la pleine participation des femmes appartenant à des communautés de langue officielle en situation minoritaire à la vie économique, culturelle et sociale du Canada.)

Agence Parcs Canada	122
Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice	300
Pêches et Océans	77
Total	499
GRAND TOTAL	238 972

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Les organisations demandent souvent de transférer des fonds entre eux à diverses fins. Le tableau présente un résumé de ces transactions. Des montants positifs indiquent les fonds reçus par des organisations, tandis que des montants négatifs désignent des réductions pour les organisations qui transfèrent des fonds.

Le tableau ci-dessous indique les transferts qui apparaissent dans le présent budget supplémentaire des dépenses.

Ministère/Organisme	Crédit	Dollars
---------------------	--------	---------

À l'appui des activités visant à promouvoir la création de contenu culturel et sa mise en ligne et les autres projets de numérisation (Programme Culture canadienne en ligne)

Bibliothèque et Archives du Canada	Crédit 45 (Dépenses du Programme)	2 129 036
Musée canadien des civilisations	Crédit 30 (Paiements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital)	2 093 093
Société Radio-Canada	Crédit 15 (Paiements à la Société Radio Canada pour les dépenses de fonctionnement)	2 000 000
Société du Centre national des Arts	Crédit 50 (Paiements à la Société du Centre national des Arts)	450 000
Patrimoine Canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(6 672 124)

En raison de l'intégration du Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien

Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	265 174 248
	Crédit 10 (Subventions et contributions)	9 767 027
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones	Crédit 55 (Dépenses de fonctionnement)	(265 174 248)
	Crédit 60 (Subventions et contributions)	(9 767 027)

Pour appuyer des projets permettant l'accès à des produits culturels dans les deux langues officielles

Téléfilm Canada	Crédit 110 (Paiements à Téléfilm Canada devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i>)	75 000
Patrimoine canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(75 000)

Pour appuyer des recherches particulières dans le domaine de la procréation assistée et des techniques de reproduction

Instituts de recherche en santé du Canada	Crédit 25 (Subventions)	75 000
Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée	Crédit 15 (Dépenses du Programme)	(75 000)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère/Organisme	Crédit	Dollars
---------------------	--------	---------

Pour appuyer et coordonner la réponse du gouvernement à l'évaluation environnementale du projet gazier Mackenzie

Industrie	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	325 000
Ressources naturelles	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(325 000)

Pour appuyer l'Association du port de Digby aux fins des réparations au Fishermen's Wharf de Digby, Nouvelle-Écosse

Pêches et Océans	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	1 305 000
Transports	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(1 305 000)

Pour appuyer l'élaboration et la mise en œuvre d'un site Web PubMed Central international

Conseil national de recherches du Canada	Crédit 55 (Dépenses de fonctionnement)	123 500
Instituts de recherche en santé du Canada	Crédit 20 (Dépenses de fonctionnement)	(123 500)

Pour appuyer l'élaboration et les négociations d'accords à plus long termes sur les analyses de l'ADN et les analyses biologiques avec les provinces et territoires

Sécurité publique et Protection civile	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	337 500
Gendarmerie royale du Canada	Crédit 50 (Dépenses de fonctionnement)	(337 500)

Pour appuyer l'Institut du Chrysotile dans le but de favoriser l'implantation à l'échelle internationale de l'utilisation sécuritaire et responsable du chrysotile

Ressources naturelles	Crédit 5 (Subventions et contributions)	125 000
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(125 000)

Pour appuyer la Chaire de recherche appliquée sur les services de santé dans le domaine des ressources humaines en santé

Instituts de recherche en santé du Canada	Crédit 25 (Subventions)	92 500
Santé	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(92 500)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère/Organisme	Crédit	Dollars
---------------------	--------	---------

Pour appuyer la participation des Autochtones dans les activités visant à protéger les espèces terrestres en péril dans le cadre de la *Loi sur les espèces en péril*

Environnement	Crédit 10 (Subventions et contributions)	67 763
Pêches et Océans	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(67 763)

Pour appuyer la recherche et des programmes de formation interdisciplinaires pour les spécialistes du domaine de l'hépatite C

Instituts de recherche en santé du Canada	Crédit 20 (Dépenses de fonctionnement)	54 000
	Crédit 25 (Subventions)	900 000
Agence de la santé publique du Canada	Crédit 40 (Dépenses de fonctionnement)	(54 000)
	Crédit 45 (Subventions et contributions)	(900 000)

Pour appuyer la recherche sur la prévention du suicide chez les jeunes Autochtones

Instituts de recherche en santé du Canada	Crédit 25 (Subventions)	100 000
Santé	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(100 000)

Pour appuyer la Toronto Region Research Alliance

Conseil national de recherches du Canada	Crédit 65 (Subventions et contributions)	375 000
Industrie	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(375 000)

Pour appuyer le Conseil national autochtone sur le VIH/sida et également d'autres activités connexes comme la Semaine de sensibilisation au sida chez les Autochtones de même que la prévention, l'éducation et la sensibilisation en matière de VIH/sida auprès des Inuits

Agence de la santé publique du Canada	Crédit 40 (Dépenses de fonctionnement)	48 600
	Crédit 45 (Subventions et contributions)	330 000
Santé	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(48 600)
	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(330 000)

Pour appuyer le nouveau mécanisme de gestion de la dette des pays pauvres de la Banque mondiale

Agence canadienne de développement international	Crédit 25 (Subventions et contributions)	2 000 000
Finances	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(2 000 000)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère/Organisme	Crédit	Dollars
---------------------	--------	---------

Pour appuyer le Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité

Agence des services frontaliers du Canada	Crédit 10 (Dépenses de fonctionnement et contributions)	234 000
Sécurité publique et Protection civile	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(234 000)

Pour appuyer le Programme des technologies énergétiques de quatrième génération qui porte principalement sur la recherche et le développement du réacteur refroidi à l'eau supercritique

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	Crédit 75 (Subventions)	1 000 000
Ressources naturelles	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(1 000 000)

Pour appuyer le programme Subvention de fonctionnement : Partenariats pour l'établissement d'indicateurs de la santé des enfants et des adolescents

Instituts de recherche en santé du Canada	Crédit 25 (Subventions)	35 000
Agence de la santé publique du Canada	Crédit 40 (Dépenses de fonctionnement)	(35 000)

Pour appuyer le Projet Mémoire de l'Institut du Dominion afin de sensibiliser les jeunes Canadiens à l'importance de perpétuer le souvenir

Anciens Combattants	Crédit 10 (Subventions et contributions)	100 000
Patrimoine canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(100 000)

Pour appuyer les activités de recherche au Collège militaire royal du Canada (Programme d'appui aux professeurs universitaires)

Défense nationale	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	80 000
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	Crédit 75 (Subventions)	(80 000)

Pour appuyer les activités de recherche entourant l'Année polaire internationale

Environnement	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	153 333
Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(153 333)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère/Organisme	Crédit	Dollars
---------------------	--------	---------

Pour assurer la continuité des programmes pendant la mise en œuvre du cadre stratégique Cultivons l'avenir

Agence canadienne d'inspection des aliments	Crédit 30 (Dépenses de fonctionnement et contributions)	2 400 000
Agriculture et Agroalimentaire	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(2 400 000)

Pour combler les déficits au chapitre des salaires et les dépenses liées à la publication des décisions du Tribunal d'appel des transports du Canada sur son site Web

Tribunal d'appel des transports du Canada	Crédit 70 (Dépenses du Programme)	400 000
Transports	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(400 000)

Pour des fonds de fonctionnement supplémentaires afin de traiter des causes

Tribunal de la concurrence	Crédit 45 (Dépenses du Programme)	300 000
Industrie	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(300 000)

Pour des initiatives de sécurité publique liées à l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire

Pêches et Océans	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	15 000
Services canadien du renseignement de sécurité	Crédit 20 (Dépenses de fonctionnement)	151 000
Ressources naturelles	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	195 500
Environnement	Crédit 5 (Dépenses en capital)	315 000
Agence de la santé publique du Canada	Crédit 40 (Dépenses de fonctionnement)	460 000
Santé	Crédit 5 (Dépenses en capital)	1 008 000
Gendarmerie royale du Canada	Crédit 55 (Dépenses en capital)	1 641 000
Défense nationale	Crédit 5 (Dépenses en capital)	(3 785 500)

Pour des investissements dans des initiatives de coordination des opérations de recherche et de sauvetage partout au Canada

Gendarmerie royale du Canada	Crédit 50 (Dépenses de fonctionnement)	88 481
Défense nationale	Crédit 5 (Dépenses en capital)	(88 481)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère/Organisme	Crédit	Dollars
Pour des projets de recherche sur l'élaboration de politiques concernant la participation sportive		
Conseil de recherches en sciences humaines	Crédit 85 (Subventions)	297 528
Patrimoine canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(297 528)
Pour financer des projets visant à combattre la traite des personnes		
Sécurité publique et Protection civile	Crédit 5 (Subventions et contributions)	50 000
Gendarmerie royale du Canada	Crédit 50 (Dépenses de fonctionnement)	(50 000)
Pour financer la campagne de publicité liée au crédit d'impôt pour la condition physique des enfants		
Agence du revenu du Canada	Crédit 1 (Dépenses du Programme)	1 225 000
Agence de la santé publique du Canada	Crédit 40 (Dépenses de fonctionnement)	(1 225 000)
Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger		
Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	3,103,500
	Crédit 5 (Dépenses en capital)	2,285,400
Agriculture et Agroalimentaire	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(248 800)
Agence canadienne d'inspection des aliments	Crédit 30 (Dépenses de fonctionnement et contributions)	(831 400)
Agence des services frontaliers du Canada	Crédit 10 (Dépenses de fonctionnement et contributions)	(941 700)
Transports	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(147 700)
	Crédit 5 (Dépenses en capital)	(56 000)
Sécurité publique et Protection civile	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(182 700)
Gendarmerie royale du Canada	Crédit 50 (Dépenses de fonctionnement)	(58 900)
Agence canadienne de développement international	Crédit 25 (Subventions et contributions)	(2 250 000)
Défense nationale	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(671 700)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère/Organisme	Crédit	Dollars
---------------------	--------	---------

Pour l'accord de contribution destiné au concours du véhicule étudiant EcoCAR

Ressources naturelles	Crédit 5 (Subventions et contributions)	50 000
Transports	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(50 000)

Pour l'Administration régionale Kativik afin de simplifier l'exécution des programmes pour les jeunes

Ressources humaines et Développement des compétences	Crédit 5 (Subventions et contributions)	617 328
Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(617 328)

Pour l'élaboration de Scène Colombie-Britannique à Ottawa, un festival qui mettra à l'honneur la communauté artistique de la province, ouvrira des portes à l'étranger pour les artistes et favorisera le tourisme culturel

Société du Centre national des Arts	Crédit 50 (Paiements à la Société du Centre national des Arts)	250 000
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(250 000)

Pour l'élaboration des politiques relativement aux policiers de première ligne et aux services de police nationaux

Sécurité publique et Protection civile	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	1 500 000
Gendarmerie royale du Canada	Crédit 50 (Dépenses de fonctionnement)	(1 500 000)

Pour la mise à jour 2008 de l'étude nationale sur la rémunération du personnel de gestion et d'administration dans les organismes artistiques à but non lucratif

Conseil des Arts du Canada	Crédit 10 (Paiements au Conseil des Arts du Canada, aux termes de l'article 18 de la <i>Loi sur le Conseil des Arts du Canada</i> , devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de cette loi)	27 500
Patrimoine canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(27 500)

Pour la mise en œuvre du programme de transformation qui vise à améliorer les établissements carcéraux et les établissements correctionnels communautaires

Commission nationale des libérations conditionnelles	Crédit 40 (Dépenses du Programme)	315 000
Service correctionnel	Crédit 30 (Dépenses de fonctionnement)	(315 000)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère/Organisme	Crédit	Dollars
---------------------	--------	---------

Pour le Bureau de gestion du changement

Secrétariat du Conseil du Trésor	Crédit 1 (Dépenses du Programme)	934 800
Travaux publics et Services gouvernementaux	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(934 800)

Pour le coût de l'application des modifications règlementaires proposées relativement à l'amélioration de l'étiquetage des allergènes

Agence canadienne d'inspection des aliments	Crédit 30 (Dépenses de fonctionnement et contributions)	500 000
Santé	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(500 000)

Pour le développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariats interministériels avec les communautés de langue officielle)

Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice	Crédit 105 (Subventions et contributions)	300 000
Agence Parcs Canada	Crédit 25 (Dépenses du Programme)	122 000
Pêches et Océans	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement) Crédit 10 (Subventions et contributions)	42 500 34 000
Patrimoine canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(498 500)

Pour le programme de l'Institut pour la connectivité dans les Amériques qui favorise l'utilisation équitable des technologies de l'information et des communications en vue d'améliorer la gouvernance démocratique et de promouvoir le développement socioéconomique dans la région des Amériques

Centre de recherches pour le développement international	Crédit 35 (Paiements au Centre de recherches pour le développement international)	2 700 000
Agence canadienne de développement international	Crédit 25 (Subventions et contributions)	(2 700 000)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère/Organisme	Crédit	Dollars
---------------------	--------	---------

Pour le programme de formation scientifique dans le Nord

Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 10 (Subventions et contributions)	100 000
Conseil national de recherches du Canada	Crédit 55 (Dépenses de fonctionnement)	(25 000)
Défense nationale	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(25 000)
Pêches et Océans	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(25 000)
Santé	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(25 000)

Pour le Programme national de reconnaissance historique afin de présenter l'histoire des opérations d'internement pendant la Première Guerre mondiale

Agence Parcs Canada	Crédit 25 (Dépenses du Programme)	270 000
Patrimoine canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(270 000)

Pour le rajustement des montants versés auparavant pour la sécurité des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010

Gendarmerie royale du Canada	Crédit 50 (Dépenses de fonctionnement)	250 000
Sécurité publique et Protection civile	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(200 000)
Agence de la santé publique du Canada	Crédit 40 (Dépenses de fonctionnement)	(50 000)

Pour le rajustement des montants versés auparavant pour le personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger

Services canadien du renseignement de sécurité	Crédit 20 (Dépenses de fonctionnement)	52 600
Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(52 600)

Pour le transfert de 36 hectares de terre à Ottawa

Conseil national de recherches du Canada	Crédit 60 (Dépenses en capital)	6 906 988
Défense nationale	Crédit 5 (Dépenses en capital)	(6 906 988)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère/Organisme	Crédit	Dollars
Pour les coûts associés aux réunions fédérales-provinciales-territoriales du Conseil de sécurité publique afin de combattre le crime organisé		
Gendarmerie royale du Canada	Crédit 50 (Dépenses de fonctionnement)	20 000
Sécurité publique et Protection civile	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(20 000)
Pour les coûts de gestion assumés par les Premières nations relativement à l'assainissement des sites contaminés par des munitions explosives non explosées		
Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 10 (Subventions et contributions)	395 600
Défense nationale	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(395 600)
Pour les ententes de transferts de programmes et de services liées aux langues autochtones		
Patrimoine canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	104 929
Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(104 929)
Pour les services de police communautaire des Premières nations		
Gendarmerie royale du Canada	Crédit 50 (Dépenses de fonctionnement)	39 761 069
Sécurité publique et Protection civile	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(39 761 069)
Pour mener des recherches sur la prévention et le traitement de l'obésité chez les enfants		
Instituts de recherche en santé du Canada	Crédit 25 (Subventions)	366 571
Santé	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(366 571)
Pour partager les dépenses liées à la production de rapports statistiques sur les arts au Canada		
Patrimoine canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	25 583
Conseil des Arts du Canada	Crédit 10 (Paiements au Conseil des Arts du Canada, aux termes de l'article 18 de la <i>Loi sur le Conseil des Arts du Canada</i> , devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de cette loi)	(25 583)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère/Organisme	Crédit	Dollars
---------------------	--------	---------

Pour poursuivre la restauration des principaux secteurs aquatiques préoccupants mentionnés dans l'Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs conclu entre le Canada et les États-Unis

Pêches et Océans	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	549 800
Environnement	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(549 800)

Pour rembourser une avance de fonds qui a permis à la Commission sur les revendications particulières des Indiens de poursuivre ses activités depuis le 1^{er} avril 2008

Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	3 158 015
Commission des revendications particulières des Indiens	Crédit 50 (Dépenses du Programme)	(3 158 015)

Pour sensibiliser le public et promouvoir la participation de la communauté aux activités de la Journée nationale des Autochtones

Patrimoine canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	80 000
Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(80 000)

Pour soutenir la collectivité nationale des gestionnaires

Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	Crédit 50 (Dépenses du Programme)	374 760
Agence du revenu du Canada	Crédit 1 (Dépenses du Programme)	(200 000)
Santé	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(126 355)
Industrie	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(48 405)

Pour soutenir la dernière étape de la rédaction des descriptions d'emplois génériques et la mise en œuvre des nouvelles descriptions d'emploi dans tous les ministères par le Conseil des ressources humaines

Défense nationale	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	105 683
Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(105 683)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère/Organisme	Crédit	Dollars
---------------------	--------	---------

Pour soutenir le Partenariat du Programme de la plate-forme nord-américaine

Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	1 200 000
Conseil national de recherches du Canada	Crédit 55 (Dépenses de fonctionnement)	(500 000)
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(700 000)

Pour soutenir les activités essentielles afin de poursuivre la mise en œuvre de la Loi sur la modernisation de la fonction publique

Secrétariat du Conseil du Trésor	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	245 000
Agence du revenu du Canada	Crédit 1 (Dépenses du programme)	(245 000)

Pour une contribution conjointe à la Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues (CIDAD) et pour fournir de la formation aux organisations hémisphériques d'application de la loi des techniques d'enquêtes spécialisées relativement à d'importantes affaires de drogues

Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 10 (Subventions et contributions)	100 000
Sécurité publique et Protection civile	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(100 000)

Remboursement des fonds pour la mise à jour du Code modèle national de l'énergie pour les bâtiments – Canada

Ressources naturelles	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	497 333
Conseil national de recherches du Canada	Crédit 55 (Dépenses de fonctionnement)	(497 333)

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Une organisation peut, au moyen du budget supplémentaire des dépenses, demander des modifications à diverses autorisations de dépenser obtenues à l'origine à la suite de l'approbation par le Parlement de projets de loi de crédits pour un budget principal des dépenses ou un budget supplémentaire des dépenses. Ces modifications peuvent comprendre des demandes de financement supplémentaire se rapportant à un transfert de fonds d'une autre organisation, à la réaffectation ou à la modification des autorisations de dépenser existantes ou à l'ajout de nouvelles autorisations.

On obtient l'approbation du Parlement pour de telles modifications en recourant au projet de loi de crédits habilitant. Toutefois, pour que ce poste soit inclus dans le projet de loi des crédits, il doit avoir une valeur pécuniaire. Cela ne pose pas de problème lorsqu'un ministère demande également un rajustement de ses affectations. Cependant, en l'absence de toute augmentation du crédit, un montant théorique de « 1 \$ » permet d'inclure le poste au projet de loi de crédits.

Les autorisations associées à chacun des postes de 1 \$ peuvent se rapporter à :

1. *L'approbation de subventions* – Le libellé utilisé dans le budget des dépenses pour décrire une subvention est à caractère législatif de sorte que toute nouvelle subvention ou augmentation à une subvention existante doit d'abord être approuvée par le Parlement avant qu'un paiement ne puisse être versé aux bénéficiaires admissibles. Un poste de 1 \$ est inclus lorsque des affectations supplémentaires ne sont pas requises puisque la nouvelle subvention ou l'augmentation d'une subvention existante est financée au moyen de ressources existantes ou d'un transfert de fonds d'une autre organisation.
2. *Le virement de crédits au sein d'une organisation* – La loi de crédits peut conférer à une organisation des autorisations de dépenser pour plus d'un crédit (p. ex. crédit pour dépenses de fonctionnement, crédit pour dépenses en capital). Tout au long d'un exercice, et pour diverses raisons, l'organisation peut devoir réaligner le financement approuvé à la suite de modifications apportées aux mécanismes de prestation en tenant compte des priorités organisationnelles.
3. *Le virement entre organisations* – Les virements entre organisations sont utilisés à différentes fins, comme pour réaffecter les fonds d'une organisation à une autre, afin de gérer ou de mettre en œuvre une initiative ou un projet de façon plus efficiente et/ou de refléter les nouvelles responsabilités de l'organisation.
4. *La modification de l'autorisation intégrée au libellé d'un crédit* – Le budget supplémentaire des dépenses peut être utilisé pour modifier une autorisation existante intégrée au libellé d'un crédit d'une organisation. La plupart de ces autorisations se retrouvent dans le libellé des crédits non budgétaires des organisations et se rapportent aux limites ou plafonds des prêts et des investissements. Ces crédits non budgétaires sont précédés de la lettre « L ».

Le tableau qui suit illustre, pour chacune des catégories susmentionnées, les cas où un poste d'un montant de 1 \$ est requis dans le présent budget supplémentaire des dépenses. Un certain nombre de ces opérations peuvent être décrites dans le libellé d'un crédit d'un ministère, mais nécessiteront qu'un poste de 1 \$. C'est pourquoi, puisque le tableau suivant est présenté par catégories, certains crédits ministériels pourraient être indiqués plus d'une fois malgré le fait qu'ils ne se rapportent qu'à un seul poste de 1 \$.

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

1. L'approbation de subventions

Organisation	N° du crédit	Explication
Industrie – Agence spatiale canadienne	35b	Pour l'augmentation de 600 000 \$ de la subvention « Programme global de subvention à l'appui de la sensibilisation, de la recherche et de la formation en sciences et technologies spatiales.»
Sécurité publique et Protection civile – Gendarmerie royale du Canada	60b	Pour l'augmentation de 1 386 500 \$ de la subvention « Indemnisation des membres de la Gendarmerie royale du Canada pour des blessures reçues dans l'exercice de leurs fonctions » et pour l'augmentation de 415 500 \$ de la subvention. « Plan de prestations des survivants de la GRC »

2. Le virement de crédits au sein d'une organisation

Organisation	N° du crédit	Explication
Environnement – Agence Parcs Canada	30b	Pour autoriser le virement de 12 000 000 \$ du crédit 25 (Environnement) pour les coûts en capital supplémentaires liés aux nouveaux parcs.
Industrie – Ministère	5b	Pour autoriser le virement de 3 526 500 \$ du crédit 1 (Industrie) pour appuyer des investissements dans divers projets d'immobilisation.
Industrie – Agence spatiale canadienne	35b	Pour autoriser le virement de 600 000 \$ du crédit 25 (Industrie) pour le financement de subventions aux universités pour la recherche sur la nanotechnologie.
Transports – Tribunal d'appel des transports du Canada	70b	Pour autoriser le virement de 400 000 \$ du crédit 1 (Transports) pour combler les déficits au chapitre des salaires et les dépenses liées à la publication des décisions du Tribunal d'appel des transports du Canada sur son site Web.

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

3. Le virement entre organisations

Organisation	N° du crédit	Explication
Agriculture et Agroalimentaire – Agence canadienne d’inspection des aliments	30b	Pour autoriser le virement de 2 400 000 \$ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire) pour assurer la continuité des programmes pendant la mise en œuvre du cadre stratégique Cultivons l’avenir et de 500 000 \$ du crédit 1 (Santé) pour les coûts de l’application des modifications réglementaires proposées relativement à l’amélioration de l’étiquetage des allergènes.
Anciens Combattants – Ministère	10b	Pour autoriser le virement de 100 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) pour appuyer le projet Mémoire de l’Institut du Dominion afin de sensibiliser les jeunes Canadiens à l’importance de perpétuer le souvenir.
Industrie – Tribunal de la concurrence	45b	Pour autoriser le virement de 300 000 \$ du crédit 1 (Industrie) pour des fonds supplémentaires afin de traiter les causes.
Industrie – Conseil national de recherches du Canada	65b	Pour autoriser le virement de 375 000 \$ du crédit 10 (Industrie) pour appuyer la Toronto Region Research Alliance.
Patrimoine canadien – Ministère	1b	Pour autoriser le virement au présent crédit de 25 583 \$ du crédit 10 (Patrimoine canadien) pour partager les dépenses liées à la production de rapports statistiques sur les arts au Canada.
Patrimoine canadien – Conseil des Arts du Canada	10b	Pour autoriser le virement au présent crédit de 27 500 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) pour la mise à jour 2008 de l’étude nationale sur la rémunération du personnel de gestion et d’administration dans les organismes artistiques à but non lucratif.
Patrimoine canadien – Société Radio-Canada	15b	Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 000 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) à l’appui des activités visant à promouvoir la création de contenu culturel et sa mise en ligne et les autres projets de numérisation (Programme Culture canadienne en ligne).

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Organisation	N° du crédit	Explication
Patrimoine canadien – Société du Centre national des Arts	50b	Pour autoriser le virement au présent crédit de 450 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) à l'appui des activités visant à promouvoir la création de contenu culturel et sa mise en ligne et les autres projets de numérisation (Programme Culture canadienne en ligne) et de 250 000 \$ du crédit 5 (Diversification de l'économie de l'Ouest canadien) pour l'élaboration de Scène Colombie-Britannique à Ottawa, un festival qui mettra à l'honneur la communauté artistique de la province, ouvrira des portes à l'étranger pour les artistes et favorisera le tourisme culturel.
Patrimoine canadien – Téléfilm Canada	110b	Pour autoriser le virement au présent crédit de 75 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) pour appuyer des projets permettant l'accès à des produits culturels dans les deux langues officielles.
Santé – Ministère	5b	Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 008 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) pour des initiatives de sécurité publique liées à l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire.
Santé – Agence de la Santé publique du Canada	45b	Pour autoriser le virement au présent crédit de 330 000 \$ du crédit 10 (Santé) pour appuyer le Conseil national autochtone sur le VIH/SIDA et également d'activités connexes comme la Semaine de sensibilisation au SIDA chez les Autochtones de même que la prévention, l'éducation et la sensibilisation en matière de VIH/SIDA auprès des Inuits
Sécurité publique et Protection civile – Agence des services frontaliers du Canada	10b	Pour autoriser le virement au présent crédit de 234 000 \$ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile) afin d'appuyer le Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité.

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

4. La modification de l'autorisation intégrée au libellé d'un crédit

Organisation	N° du crédit	Explication
Affaires étrangères et Commerce international – Ministère	12b	Pour l'augmentation, en vertu du paragraphe 10(3.1) de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> , du passif éventuel d'Exportation et développement Canada de 30 000 000 000 \$ à 33 000 000 000 \$.
Affaires indiennes et du Nord canadien – Ministère	7b	Pour porter de 1 700 000 000 \$ à 2 200 000 000 \$ le montant des prêts que le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien peut garantir selon le crédit 5 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédit n° 3, 1972</i> .
Sécurité publique et Protection civile – Gendarmerie royale du Canada	60b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor.
Conseil du Trésor – Secrétariat	30b	Besoin en matière de rémunération – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits pour des besoins relatifs aux prestations parentales et de maternité, aux versements liés à la cessation de service ou d'emploi, aux rajustements apportés aux modalités de service ou d'emploi dans l'administration publique fédérale , y compris pour les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, qui n'ont pas été pourvus par le crédit 15, Rajustements à la rémunération

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1b	<p>Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par ces organismes; autorisation au gouverneur en conseil de nommer et de fixer les salaires des hauts-commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, membres des commissions internationales, le personnel de ces diplomates et d'autres personnes pour représenter le Canada dans un autre pays; dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale; dépenses recouvrables aux fins d'aide aux citoyens canadiens et personnes domiciliées au Canada, y compris les personnes à leur charge, qui sont dans le besoin à l'étranger et rapatriement de ces personnes; programmes de relations culturelles et d'échanges universitaires avec d'autres pays; et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice pour : des services de formation offerts par l'Institut canadien du service extérieur; les foires et les missions commerciales et d'autres services de développement du commerce international; des services de développement des investissements; des services de télécommunication internationale; des publications ministérielles; d'autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, à des organismes, à des sociétés d'État et à d'autres organisations non fédérales; des services consulaires spécialisés; et des programmes internationaux d'échanges pour l'emploi des jeunes et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i>, rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 100 000 \$ du crédit 5 (Affaires étrangères et Commerce international), de 398 700 \$ du crédit 25 (Affaires étrangères et Commerce international), de 831 400 \$ du crédit 30 (Agriculture et Agroalimentaire), de 700 000 \$ du crédit 5 (Agence de développement économique du Canada pour les</p>			

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
régions du Québec), de 671 700 \$ du crédit 1 (Défense nationale), de 507 600 \$ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile), de 500 000 \$ du crédit 55 (Industrie), de 248 800 \$ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire), de 182 700 \$ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile), de 147 700 \$ du crédit 1 (Transports), de 58 900 \$ du crédit 50 (Sécurité publique et Protection civile) et de 56 000 \$ du crédit 5 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	1 292 650 632	(3 694 783)	14 176 681	1 303 132 530
5b Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 851 300 \$ du crédit 25 (Affaires étrangères et Commerce international) et de 434 100 \$ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	132 860 200	(149 600)	29 012 619	161 723 219
10b Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions, qui peuvent comprendre : dans le cadre du Programme de partenariat mondial du Canada (aux termes du <i>Partenariat mondial du G8</i>), des versements en espèces ou des biens, de l'équipement et des services en vue de fournir une aide aux pays de l'ancienne Union soviétique; dans le cadre du Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes du Canada, des versements en espèces ou des produits, des services, de l'équipement ou des technologies fournis aux fins de l'aide antiterroriste aux pays et entités gouvernementales; et, dans le cadre du Programme pour la paix et la sécurité mondiales, du Programme d'opérations mondiales de soutien de la paix, et du <i>Programme Glyn Berry</i> des versements en espèces ou des produits, des services, de l'équipement ou des technologies fournis aux fins de la paix globale et de l'aide à la sécurité; autorisation de contracter durant l'exercice en cours des engagements ne dépassant pas 30 000 000 \$, aux fins de contributions à des personnes, groupes de personnes, conseils et associations, en vue de favoriser l'augmentation des exportations canadiennes; autorisation de payer des cotisations selon les montants établis, en devises des pays où elles sont prélevées; et autorisation de faire d'autres paiements précisés, en devises des pays indiqués, même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens établi en octobre 2007 – Pour autoriser le virement au présent crédit de 9 940 000 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international), de 335 000 \$ du crédit 5 (Affaires étrangères et Commerce international) et de 100 000 \$ du crédit 5 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	682 338 000	10 375 000	85 555 000	778 268 000

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
11b Passeport Canada – Dépenses en capital .....	.....	.....	13 515 583	13 515 583
12b Augmenter, en vertu du paragraphe 10(3.1) de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> , le passif éventuel d'Exportation et développement Canada, mentionné à l'alinéa 10(3)b) de cette loi, de 30 000 000 000 \$ à 33 000 000 000 \$.....	.....	.....	1	1
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	78 400 000	.....	.....	78 400 000
(L) Ministre des Affaires étrangères – Traitement et allocation pour automobile	76 422	.....	.....	76 422
(L) Ministre du Commerce international et ministre de la porte d'entrée du Pacifique et des Olympiques de Vancouver-Whistler – Traitement et allocation pour automobile	76 422	.....	.....	76 422
(L) Versements à Exportation et développement Canada pour acquitter ses obligations encourues en vertu de l'article 23 de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> (Compte du Canada) afin de faciliter et d'accroître les échanges commerciaux entre le Canada et les autres pays (L.C., 2001, ch. 33).....	4 200 000	.....	.....	4 200 000
(L) Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension spéciale du service diplomatique</i> (S.R. 1985, ch. D-2).....	250 000	.....	.....	250 000
(L) Fonds renouvelable du Bureau des passeports (<i>Loi sur les fonds renouvelables</i> S.R. 1985, ch. R-8).....	.....	.....	.....	.....
Total des dépenses budgétaires.....	2 190 851 676	6 530 617	142 259 884	2 339 642 177
(L) Versements à Exportation et développement Canada pour acquitter ses obligations encourues en vertu de l'article 23 de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> (Compte du Canada) afin de faciliter et d'accroître les échanges commerciaux entre le Canada et les autres pays (L.C., 2001, ch. 33) (non budgétaire).....	88 200 000	.....	.....	88 200 000
Total des dépenses non budgétaires.....	88 200 000	.....	.....	88 200 000
Total du Ministère.....	2 279 051 676	6 530 617	142 259 884	2 427 842 177
Corporation commerciale canadienne				
15 Versements à la Corporation commerciale canadienne.....	15 185 000	.....	.....	15 185 000
Total de l'organisme	15 185 000	.....	.....	15 185 000

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Agence canadienne de développement international				
20	Dépenses de fonctionnement et autorisation :			
	a) d'engager des personnes qui travailleront dans les pays en développement et dans les pays en transition;			
	b) de dispenser instruction ou formation à des personnes des pays en développement et des pays en transition, conformément au <i>Règlement sur l'assistance technique</i> , pris par le décret C.P. 1986-993 du 24 avril 1986 (et portant le numéro d'enregistrement DORS/86-475), y compris ses modifications ou tout autre règlement que peut prendre le gouverneur en conseil en ce qui concerne :			
	i) la rémunération payable aux personnes travaillant dans les pays en développement et dans les pays en transition, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard,			
	ii) le soutien de personnes des pays en développement et des pays en transition en période d'instruction ou de formation, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard,			
	iii) le remboursement des dépenses extraordinaires liées directement ou indirectement au travail des personnes dans les pays en développement et dans les pays en transition, ou à l'instruction ou à la formation de personnes des pays en développement et des pays en transition.....			
	235 034 700	.....	.....	235 034 700
25b	Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et paiements aux institutions financières internationales conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , aux fins d'aide au développement international et d'assistance humanitaire internationale et à d'autres fins précisées, sous forme de paiements comptants et de fourniture de biens, denrées ou services – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 000 000 \$ du crédit 5 (Finances) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....			
	2 762 915 000	(2 950 000)	8 000 000	2 767 965 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés			
	25 784 000	.....	.....	25 784 000
(L)	Ministre de la Coopération internationale – Traitement et allocation pour automobile			
	76 422	.....	.....	76 422
(L)	Encaissement de billets délivrés aux fonds d'aide des institutions financières internationales conformément à la <i>Loi sur l'aide au développement international (institutions financières)</i>			
	257 861 000	.....	.....	257 861 000
	3 281 671 122	(2 950 000)	8 000 000	3 286 721 122

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
L30a Émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 227 032 000 \$ (215 032 000 \$ + 12 000 000 \$), conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à titre de contributions aux comptes du fonds d'institutions financières internationales	2	.....	.....	2
(L) Paiements aux institutions financières internationales – Souscriptions au capital (non budgétaire).....	8 004 000	.....	.....	8 004 000
Total des dépenses non budgétaires.....	8 004 002	.....	.....	8 004 002
Total de l'organisme	3 289 675 124	(2 950 000)	8 000 000	3 294 725 124
Centre de recherches pour le développement international				
35b Versements au Centre de recherches pour le développement international – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 700 000 \$ du crédit 25 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	149 995 000	2 700 000	12 000 000	164 695 000
Total de l'organisme	149 995 000	2 700 000	12 000 000	164 695 000
Commission mixte internationale				
40b Dépenses du Programme – Traitements et dépenses de la section canadienne; dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés exécutés par la Commission en vertu du mandat international qui lui est confié et dépenses faites par la Commission en vertu de l'accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs	8 188 050	.....	216 503	8 404 553
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	548 000	.....	.....	548 000
Total de l'organisme	8 736 050	.....	216 503	8 952 553
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne				
45 Dépenses du Programme.....	2 923 100	.....	.....	2 923 100
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	190 000	.....	.....	190 000
Total de l'organisme	3 113 100	.....	.....	3 113 100
Total du portefeuille.....	5 745 755 950	6 280 617	162 476 387	5 914 512 954

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Affaires étrangères et Commerce international demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds destinés aux activités menées dans le cadre de la phase III du Programme de partenariat mondial, dont la destruction d'armes chimiques, le démantèlement de sous-marins nucléaires désarmés, l'amélioration de la sécurité en matière de matériaux nucléaires et radiologiques, la réorientation d'anciens scientifiques du secteur de l'armement et la promotion de la non-prolifération d'armes biologiques.....	13 298	75	55 555	68 928
Pour fournir un appui transitoire aux opérations de soutien de la paix, à la mission des Nations Unies et de l'Union africaine au Darfour à l'appui des priorités du Canada en matière de paix et de sécurité mondiales.....	.....	.....	30 000	30 000
Réinvestissement des recettes provenant de la vente ou du transfert de biens immobiliers à l'étranger.....	.....	24 085	.....	24 085
Fonds pour l'achat de générateurs et d'équipement pour l'édifice Lester B. Pearson à Ottawa.....	.....	2 000	.....	2 000
Fonds pour l'aménagement de bureaux et/ou le logement du personnel pour ce qui est des postes régionaux au Canada ainsi que des postes à l'étranger qui ont été établis en respectant les priorités énoncées dans la Stratégie commerciale mondiale.....	.....	1 443	.....	1 443
Fonds pour l'acquisition de résidences pour les employés de Londres, Angleterre.....	.....	1 410	.....	1 410
Fonds pour l'Enquête interne sur les actions des responsables canadiens relativement à Abdullah Almalki, Ahmad Abou-Elmaati et Muayyed Nureddin et ressources nécessaires pour permettre aux ministères de mener l'enquête (poste horizontal).....	583	.....	.....	583
Fonds pour terminer la cartographie détaillée des fonds marins canadiens des océans Arctique et Atlantique et pour préparer la soumission du Canada à la Commission des limites du plateau continental dans le cadre de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (poste horizontal).....	296	.....	.....	296
Total des crédits à adopter	14 177	29 013	85 555	128 745
Transferts				
Transfert de l'Agence canadienne de développement international (2 250 \$), de l'Agence des services frontaliers du Canada (941 \$), de l'Agence canadienne d'inspection des aliments (831 \$), de la Défense nationale (672 \$), d'Agriculture et Agroalimentaire (249 \$), de Transport (204 \$), de Sécurité publique et Protection civile (183 \$) et de la Gendarmerie royale du Canada (59 \$) – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger.....	3 104	2 285	.....	5 389
Transfert de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec (700 \$) et du Conseil national de recherches du Canada (500 \$) – Pour soutenir le Partenariat du Programme de la plate-forme nord-américaine.....	1 200	.....	.....	1 200
Transfert de Sécurité publique et Protection civile – Pour une contribution conjointe à la Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues (CICAD) et pour fournir de la formation aux organisations hémisphériques d'application de la loi des techniques d'enquêtes spécialisées relativement à d'importantes affaires de drogues.....	.....	.....	100	100

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour poursuivre les initiatives en cours et mettre en œuvre de nouvelles initiatives dans le cadre du Programme de partenariat mondial pour la destruction, l'élimination ou la mise en sûreté des armes et des matières de destruction massive et l'expertise connexe	(3 100)	.....	3 100	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Fonds pour poursuivre les initiatives en cours et mettre en œuvre de nouvelles initiatives afin de faire progresser les priorités du Canada en matière de paix et de sécurité mondiales	(6 000)	(335)	6 335	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour réviser les besoins en matière de financement quant au Programme d'aide dans le domaine des relations avec les universités.....	(840)	.....	840	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour le transfert de l'excédent des fonds en capital afin de satisfaire aux besoins opérationnels à court terme en Afghanistan.....	2 100	(2 100)	.....	.....
Transfert au Service canadien du renseignement de sécurité – Pour le rajustement des montants versés auparavant pour le personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger	(53)	.....	.....	(53)
Transfert à la Défense nationale – Pour soutenir la dernière étape de la rédaction des descriptions d'emploi génériques et la mise en œuvre des nouvelles descriptions d'emploi dans tous les ministères par le Conseil des ressources humaines.....	(106)	.....	.....	(106)
Total des transferts	(3 695)	(150)	10 375	6 530
Présent budget supplémentaire des dépenses	10 482	28 863	95 930	.....

Crédits à adopter	Crédit 11	Crédit 12	Total
Fonds consacrés à la stratégie de Passeport Canada visant à faire face à l'accroissement de la demande de passeports	13 516	.....	13 516
Pour l'augmentation, en vertu du paragraphe 10(3.1) de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> , du passif éventuel d'Exportation et développement Canada de 30 000 000 000 \$ à 33 000 000 000 \$ .....	.....	.....	.....
Présent budget supplémentaire des dépenses	13 516	.....	148 791

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Contributions		
Contribution en vertu du Programme de partenariat mondial pour la destruction, l'élimination ou la mise en sûreté des armes et des matières de destruction massive et l'expertise connexe.....	58 655 000	.....
Fonds pour la paix mondiale et la sécurité.....	36 335 000	.....
Contributions dans le domaine des relations avec les universités.....	840 000	.....
Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues	100 000	.....
Total des paiements de transfert	95 930 000	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Agence canadienne de développement international

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence canadienne de développement international demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 25
Fonds pour des subventions supplémentaires à des organisations internationales pour l'aide au développement des programmes de lutte contre la faim, la malnutrition et la maladie ainsi que l'aide humanitaire internationale.....	292 299
Fonds pour l'Initiative mondiale pour l'éradication de la poliomyélite en Afghanistan.....	8 000
Montant brut des crédits à adopter	<u>300 299</u>
Fonds disponibles	
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	292 299
Total des crédits à adopter	<u>8 000</u>
Transferts	
Transfert de Finances – Pour appuyer le nouveau mécanisme de gestion de la dette des pays pauvres de la Banque mondiale.....	2 000
Transfert à Affaires étrangères et commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger	(2 250)
Transfert au Centre de recherches pour le développement international – Pour le programme de l'Institut pour la connectivité dans les Amériques qui favorise l'utilisation équitable des technologies de l'information et des communications en vue d'améliorer la gouvernance démocratique et de promouvoir le développement socio-économique dans la région des Amériques.....	(2 700)
Total des transferts	<u>(2 950)</u>
Présent budget supplémentaire des dépenses	<u>5 050</u>

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 25 : Des fonds autorisés de 292 299 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de la conversion des contributions en subventions liées à l'aide internationale.

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Subventions		
Subventions pour la programmation multilatérale – Subventions pour l'aide au développement, l'assistance humanitaire ou la planification préalable aux catastrophes, incluant la consolidation de la paix, à l'égard d'opérations, de programmes, de projets, d'activités et d'appels mondiaux; de même qu'à l'appui de programmes de lutte contre la faim, la malnutrition et la maladie au profit des pays ou territoires en développement ou des pays en transition.....	302 299 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	302 299 000	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	<i>292 299 000</i>	<i>.....</i>
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>4 950 000</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	5 050 000	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Centre de recherches pour le développement international

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Centre de recherches pour le développement international demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 35
Fonds pour respecter l'engagement du Canada auprès du G8 à doubler l'aide à l'Afrique; pour améliorer les programmes dans les secteurs de l'environnement, la croissance économique et la santé en mettant l'accent sur les Amériques (6 millions de dollars) et les technologies de l'information dans les domaines du développement, de la croissance économique, de la stabilité et de l'environnement (6 millions de dollars)	12 000
Transferts	
Transfert de l'Agence canadienne de développement international – Pour le programme de l'Institut pour la connectivité des Amériques qui favorise l'utilisation équitable des technologies de l'information et des communications en vue d'améliorer la gouvernance démocratique et de promouvoir le développement socioéconomique dans la région des Amériques	2 700
Présent budget supplémentaire des dépenses	14 700

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Commission mixte internationale

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission mixte internationale demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 40
Financement pour l'Étude des Grands Lacs d'amont et l'exécution des activités prioritaires du gouvernement du Canada concernant la gestion des eaux limitrophes et transfrontalières et les relations canado-américaines.....	217

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1b	Dépenses de fonctionnement et			
	a) dépenses ayant trait aux ouvrages, bâtiments et matériel, et dépenses et dépenses recouvrables relativement aux services fournis et aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral;			
	b) autorisation d'affecter des fonds, dans le cadre des activités de progrès économique des Indiens et des Inuits, pour assurer le développement de la capacité des Indiens et des Inuits, et pour l'approvisionnement en matériaux et en matériel;			
	c) autorisation de vendre l'électricité aux consommateurs particuliers qui vivent dans des centres éloignés et qui ne peuvent pas compter sur les sources locales d'approvisionnement, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil;			
	d) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 265 174 248 \$ du crédit 55 (Affaires indiennes et du Nord canadien), de 3 158 015 \$ du crédit 50 (Affaires indiennes et du Nord canadien), de 3 000 000 \$ du crédit 20 (Affaires indiennes et du Nord canadien), de 2 000 000 \$ du crédit 25 (Affaires indiennes et du Nord canadien) et de 183 333 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....			
	887 740 614	264 782 263	45 510 835	1 198 033 712
5	Dépenses en capital et			
	a) dépenses ayant trait aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être cédés soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil, soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, tant à titre collectif que particulier, à la discrétion du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, ainsi que de telles dépenses engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral;			
	b) autorisation d'engager des dépenses recouvrables selon des montants ne dépassant pas la part des frais assumés par les gouvernements provinciaux, pour des routes et ouvrages connexes.....			
	22 739 000	.....	.....	22 739 000
7b	Pour porter de 1 700 000 000 \$ à 2 200 000 000 \$ le montant des prêts que le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien peut garantir selon le crédit 5 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi n° 3 de 1972 portant affectation de crédits</i>			
	.....	.....	1	1

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
10b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 9 767 027 \$ du crédit 60 (Affaires indiennes et du Nord canadien), de 420 600 \$ du crédit 1 (Défense nationale), de 25 000 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans), de 25 000 \$ du crédit 1 (Santé) et de 25 000 \$ du crédit 55 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	5 618 086 204	9 357 037	66 177 945	5 693 621 186
15b Paiements à la Société canadienne des postes conformément à l'entente entre le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien et la Société canadienne des postes dans le but de fournir le Service aérien omnibus de colis destinés au Nord – Pour autoriser le virement au présent crédit de 8 500 000 \$ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	27 600 000	8 500 000	10 000 000	46 100 000
20b Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits – Dépenses de fonctionnement	8 734 801	(3 000 000)	3 833 850	9 568 651
25b Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits – Contributions	23 444 001	(2 000 000)	8 000 000	29 444 001
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	52 356 000	.....	.....	52 356 000
(L) Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien – Traitement et allocation pour automobile	76 422	.....	.....	76 422
(L) Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des lois sur le règlement des revendications territoriales globales	74 316 000	.....	.....	74 316 000
(L) Subvention au gouvernement du Nunatsiavut pour la mise en œuvre de l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador en vertu de la <i>Loi sur l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador</i>	17 987 000	.....	.....	17 987 000
(L) Obligations relatives aux garanties de prêts accordés aux Indiens pour le logement et le développement économique	2 000 000	.....	.....	2 000 000
(L) Paiements d'indemnités aux bénéficiaires des revendications territoriales globales pour des redevances sur les ressources	1 472 000	.....	.....	1 472 000
(L) Rentes versées aux Indiens – Paiements en vertu de traités	1 400 000	.....	.....	1 400 000
(L) Comité chargé des cas d'invalidité dus au mercure dans les bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington	15 000	.....	.....	15 000
Total des dépenses budgétaires	6 737 967 042	277 639 300	133 522 631	7 149 128 973

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
L30b Prêts à des revendicateurs autochtones, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour le paiement des frais de recherche, d'élaboration et de négociation concernant les revendications	25 903 000	.....	14 000 000	39 903 000
L35 Prêts aux Premières nations de la Colombie-Britannique pour les aider à participer au processus de la Commission des traités de la Colombie-Britannique	34 600 000	.....	.....	34 600 000
Total des dépenses non budgétaires	60 503 000	.....	14 000 000	74 503 000
Total du Ministère	6 798 470 042	277 639 300	147 522 631	7 223 631 973
Commission canadienne des affaires polaires				
40 Dépenses du Programme et contributions	953 449	.....	.....	953 449
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	71 000	.....	.....	71 000
Total de l'organisme	1 024 449	.....	.....	1 024 449
Institut de la statistique des Premières nations				
45 Paiements versés à l'Institut de la statistique des Premières nations pour les dépenses de fonctionnement	4 300 000	.....	.....	4 300 000
Total de l'organisme	4 300 000	.....	.....	4 300 000
Secrétariat de la Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens				
47b Dépenses de fonctionnement .....	.....	.....	58 373 000	58 373 000
Total de l'organisme .....	.....	.....	58 373 000	58 373 000
Commission des revendications particulières des Indiens				
50b Dépenses du Programme	4 173 800	(3 158 015)	3 957 498	4 973 283
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	362 000	.....	.....	362 000
Total de l'organisme	4 535 800	(3 158 015)	3 957 498	5 335 283
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones				
55b Dépenses de fonctionnement	275 726 000	(265 174 248)	.....	10 551 752
60b Contributions	10 000 000	(9 767 027)	.....	232 973
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8 969 000	.....	.....	8 969 000
Total de l'organisme	294 695 000	(274 941 275)	.....	19 753 725
Total du portefeuille	7 103 025 291	(459 990)	209 853 129	7 312 418 430

Nota :

En vertu du décret 2008-0793, la Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens est constituée, son mandat spécifié, à compter du 1^{er} juin 2008.

En vertu du décret C.P. 2008-0805, le Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones est intégré au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien sous l'autorité du ministre et du sous-ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien à compter du 1^{er} juin 2008.

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Affaires indiennes et du Nord canadien demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 7	Crédit 10	Crédit 15	Total
Financement pour règlements extrajudiciaires	39 462	.....	.....	.....	39 462
Fonds pour une approche de prévention rehaussée pour le Programme des services à l'enfance et à la famille des Premières nations en Nouvelle-Écosse et en Saskatchewan afin d'assurer un milieu familial plus sécuritaire et stable pour les enfants dans les réserves .....	.....	.....	21 000	.....	21 000
Fonds pour améliorer l'accès au financement pour les entreprises autochtones par la mise en œuvre d'une réserve de prêts et des investissements pour le développement des ressources et de l'énergie dans le cadre du Programme de développement des entreprises autochtones	1 126	.....	18 700	.....	19 826
Fonds pour appuyer la mise en œuvre des nouvelles initiatives de responsabilité et de partenariat tripartite en matière d'éducation des Premières nations.....	2 841	.....	13 814	.....	16 655
Fonds pour fournir un appui continu afin de satisfaire aux revendications territoriales globales à l'extérieur de la Colombie-Britannique (<i>poste horizontal</i>).....	4 389	.....	7 530	.....	11 919
Fonds pour compenser l'accroissement des coûts liés au Programme d'approvisionnement alimentaire par la poste du Service aérien omnibus afin de livrer des aliments sains aux collectivités éloignées .....	.....	.....	.....	10 000	10 000
Fonds accordés dans le cadre du Fonds d'infrastructure des Premières nations afin d'améliorer la qualité de vie et l'environnement des membres des Premières nations .....	.....	.....	3 498	.....	3 498
Fonds consacrés à la coordination de l'ensemble des politiques et des opérations gouvernementales liées au projet gazier Mackenzie (<i>poste horizontal</i>)	1 380	.....	500	.....	1 880
Fonds pour la mise en œuvre de l'entente entre le Canada et la Fédération des Indiens de Terre-Neuve pour inscrire les Mi'kmaq de Terre-Neuve admissibles et les établir comme une bande sans réserve et pour mettre en œuvre les programmes qui commenceront avec l'établissement de la bande.....	471	.....	829	.....	1 300
Fonds pour l'établissement, le développement et la gestion des zones protégées fédérales dans les Territoires du Nord-Ouest (<i>poste horizontal</i>).....	842	.....	187	.....	1 029
Fonds pour l'augmentation de la subvention pour l'éducation des Mi'kmaq de la Nouvelle-Écosse en raison de la hausse des coûts de fonctionnement et d'entretien des écoles nouvellement construites .....	.....	.....	295	.....	295

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 7	Crédit 10	Crédit 15	Total
Fonds pour appuyer les négociations de la Commission des traités de la Colombie-Britannique .....	.....	.....	120	.....	120
Pour porter de 1 700 000 000 \$ à 2 200 000 000 \$ le montant des prêts que le Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien peut garantir selon le crédit 5 de la <i>Loi n° 3 de 1972</i> portant affectation de crédits du Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien.....	.....	.....	.....	.....	.....
Montant brut des crédits à adopter	50 511	.....	66 473	10 000	126 984
Fonds disponibles					
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	5 000	.....	295	.....	5 295
Total des crédits à adopter	45 511	.....	66 178	10 000	121 689
Transferts					
Transfert du Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones – En raison de l'intégration du Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien.....	265 174	.....	9 767	.....	274 941
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour le remboursement d'un prêt temporaire fourni afin d'appuyer les activités menées dans le cadre de la Gestion efficace des droits des peuples Autochtones Métis qui s'ajoutent aux activités amorcées dans le cadre de l'initiative Beyond Powley : Gestion des droits autochtones des Métis.....	5 000	.....	.....	.....	5 000
Transfert de la Commission sur les revendications particulières – Pour rembourser une avance de fonds qui a permis à la Commission des revendications particulières des Indiens de poursuivre ses activités depuis le 1 ^{er} avril 2008	3 158	.....	.....	.....	3 158
Transfert de la Défense Nationale – Pour les coûts de gestion assumés par les Premières nations relativement à l'assainissement des sites contaminés par des munitions explosives non explosées.....	.....	.....	396	.....	396
Transfert de la Défense Nationale (25 \$), de Pêches et Océans (25 \$), du Conseil national des recherches du Canada (25 \$) et de la Santé (25 \$) – Pour le Programme de formation scientifique dans le Nord .....	.....	.....	100	.....	100
Réaffectation des ressources à l'interne – Fonds pour compenser l'accroissement des coûts liés au Programme d'approvisionnement alimentaire par la poste du Service aérien omnibus.....	(8 500)	.....	.....	8 500	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour la mise en œuvre de l'accord sur les droits fonciers issus du traité de la Première nation de Peguis.....	183	.....	(183)	.....	.....

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 1	Crédit 7	Crédit 10	Crédit 15	Total
Transfert à Patrimoine canadien – Pour sensibiliser le public et promouvoir la participation de la communauté aux activités de la Journée nationale des Autochtones	(80)	.....	.....	.....	(80)
Transfert à Patrimoine canadien – Pour les ententes de transfert de programmes et de services liées aux langues autochtones .....	.....	.....	(105)	.....	(105)
Transfert à Environnement – Pour appuyer les activités de recherche entourant l'Année polaire internationale	(153)	.....	.....	.....	(153)
Transfert à Ressources humaines et Développement des compétences – Pour l'Administration régionale Kativik afin de simplifier l'exécution des programmes pour les jeunes .....	.....	.....	(617)	.....	(617)
Total des transferts	264 782	.....	9 358	8 500	282 640
Présent budget supplémentaire des dépenses	310 293	.....	75 535	18 500	.....

Crédits à adopter

	Crédit 20	Crédit 25	Crédit L30	Total
Fonds pour fournir un appui continu afin de satisfaire aux revendications territoriales globales à l'extérieur de la Colombie-Britannique (<i>poste horizontal</i>) .....	.....	.....	14 000	14 000
Fonds pour appuyer les processus bilatéraux et tripartites ainsi que les activités en cours dans le cadre de l'initiative Beyond Powley : Gestion des droits autochtones des Métis (<i>poste horizontal</i>)	3 834	8 000	.....	11 834
Total des crédits à adopter	3 834	8 000	14 000	25 834

Transferts

Réaffectation des ressources à l'interne – Pour le remboursement d'un prêt temporaire fourni aux fins de la gestion de la trésorerie afin d'appuyer les activités menées dans le cadre de la Gestion efficace des droits des peuples Autochtones Métis qui s'ajoutent aux activités amorcées dans le cadre de l'initiative Beyond Powley : Gestion des droits autochtones des Métis	(3 000)	(2 000)	.....	(5 000)
Présent budget supplémentaire des dépenses	834	6 000	14 000	425 163

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 5 000 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des fonds inutilisés ayant été affectés à des règlements extrajudiciaires.

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 294 903 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une diminution des besoins en contributions liés à des infrastructures communautaires afin d'augmenter des subventions pour l'éducation des Mi'kmaq de la Nouvelle-Écosse.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
Subventions		
Subvention pour l'éducation des Mi'kmaq de la Nouvelle-Écosse.....	294 903	.....
Subvention pour le perfectionnement des connaissances scientifiques sur le Nord.....	100 000	.....
Montant total brut des subventions	394 903	.....
Contributions		
Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans le domaine du développement social.....	21 000 000	.....
Contributions en vertu du programme Entreprise autochtone Canada.....	18 700 000	.....
Contributions aux programmes et services d'éducation primaire et secondaire destinés aux Indiens vivant dans les réserves et aux Inuits.....	13 813 770	.....
Programme de contributions de l'Interlocuteur fédéral.....	8 000 000	.....
Contributions pour appuyer le processus de négociation visant les revendications globales, particulières et spéciales ainsi que les initiatives d'autonomie gouvernementale.....	5 620 000	.....
Contributions aux anciens élèves, à leurs familles, à leurs collectivités et aux groupes dans le but de faciliter les projets de commémoration régionaux ou nationaux qui portent sur l'expérience dans les pensionnats indiens et qui permettent aux familles et aux collectivités de partager l'initiative.....	5 000 000	.....
Contributions aux Autochtones ou autres bénéficiaires admissibles dans le but de faciliter la sensibilisation et l'information du public sur diverses questions liées à la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens.....	3 788 182	.....
Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans les domaines des immobilisations et de l'entretien.....	3 498 117	.....
Contributions aux Premières nations, à leurs organismes, aux provinces et aux tiers pour les mesures provisoires et les mesures couvertes par un traité de la Colombie-Britannique.....	2 030 000	.....
Contributions aux groupes de survivants des pensionnats indiens qui souhaitent régler leur réclamation de façon collective dans le cadre du processus d'évaluation indépendant.....	978 845	.....
Contributions aux bandes indiennes pour l'administration de l'inscription.....	828 558	.....
Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans le domaine du développement économique.....	500 000	.....
Contributions versées aux Premières nations pour la gestion de sites contaminés.....	395 600	.....
Contribution pour promouvoir l'utilisation sécuritaire, le développement, la conservation et la protection des ressources naturelles du Nord.....	187 500	.....
Montant total brut des contributions	84 340 572	.....
Montant total brut des paiements de transfert	84 735 475	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit.....</i>	<i>294 903</i>	<i>.....</i>
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit.....</i>	<i>2 905 590</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	81 534 982	.....

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN
Secrétariat de la Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Secrétariat de la Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 47
Fonds à l'appui de la mise en œuvre et des activités du Secrétariat de la Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens	58 373

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Commission des revendications particulières des Indiens

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission des revendications particulières des Indiens demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 50
Fonds requis pour remplir le mandat de la Commission	3 632
Fonds pour les besoins de fonctionnement supplémentaires afin de pallier à l'augmentation de la charge de travail liée à l'élaboration de rapports d'enquêtes	325
Total des crédits à adopter	3 957

Transferts

Transfert à Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour rembourser une avance de fonds qui a permis à la Commission des revendications particulières des Indiens de poursuivre ses activités depuis le 1 ^{er} avril 2008	(3 158)
---	---------

Présent budget supplémentaire des dépenses	799
---	------------

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones –
Aucuns fonds supplémentaires ne sont demandés

Transferts	Crédit 55	Crédit 60	Total
Transfert à Affaires indiennes et du Nord canadien – En raison de l'intégration du Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien.....	(265 174)	(9 767)	(274 941)

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
1b Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	46 302 415	.....	65 214	46 367 629
5b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	238 259 000	(825 000)	2 850 000	240 284 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 324 000	.....	.....	5 324 000
Total du portefeuille.....	289 885 415	(825 000)	2 915 214	291 975 629

AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds consacrés à des projets pilotes devant accroître les capacités des petites et moyennes entreprises et fournir un soutien financier à ces entreprises dans un contexte d'économie sociale.....	.....	2 850	2 850
Fonds à l'appui de la planification et de l'aménagement du Quartier des spectacles à Montréal dans le cadre du Fonds Chantiers Canada.....	65	.....	65
Total des crédits à adopter	65	2 850	2 915
Transferts			
Transfert à Ressources naturelles – Pour appuyer l'Institut du Chrysotile dans le but de favoriser l'implantation à l'échelle internationale de l'utilisation sécuritaire et responsable du chrysotile.....	.....	(125)	(125)
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour soutenir le partenariat du Programme de la plate-forme nord-américaine.....	.....	(700)	(700)
Total des transferts	.....	(825)	(825)
Présent budget supplémentaire des dépenses	65	2 025	2 090

Paiements de transfert (dollars)

<u>Contributions</u>	Crédit	Législatif
Contributions en vertu du Programme de diversification des collectivités.....	2 850 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	2 850 000	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit.....</i>	825 000	.....
Montant net des paiements de transfert	2 025 000	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1b Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	85 581 942	.....	29 158	85 611 100
5b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	237 596 000	.....	11 220 104	248 816 104
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8 017 000	.....	.....	8 017 000
Total du Ministère.....	331 194 942	.....	11 249 262	342 444 204
Société d'expansion du Cap-Breton				
10 Paiements à la Société d'expansion du Cap-Breton en vertu de la <i>Loi sur la Société d'expansion du Cap-Breton</i>	8 650 000	.....	.....	8 650 000
Total de l'organisme	8 650 000	.....	.....	8 650 000
Total du portefeuille.....	339 844 942	.....	11 249 262	351 094 204

AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE
Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence de promotion économique du Canada atlantique demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour fournir un soutien accru relativement aux activités visant à favoriser la création d'institutions et d'entreprises, et ce, surtout celles de petite et de moyenne taille.....	.....	11 220	11 220
Financement consacré au Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique à des fins d'investissements dans des projets d'infrastructures publiques conçus pour améliorer la qualité de vie dans les communautés urbaines et rurales (<i>poste horizontal</i>).....	29	.....	29
Présent budget supplémentaire des dépenses	29	11 220	11 249

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
Contributions en vertu du Programme de développement des entreprises	11 220 104	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AGENCE DU REVENU DU CANADA

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
1b Dépenses du Programme et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 225 000 \$ du crédit 40 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	3 187 934 677	780 000	29 000 685	3 217 715 362
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	400 644 000	.....	.....	400 644 000
(L) Ministre du Revenu national – Traitement et allocation pour automobile	76 422	.....	.....	76 422
(L) Versements d'allocations spéciales pour enfants.....	219 000 000	.....	.....	219 000 000
(L) Dépense des recettes résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 60 de la <i>Loi sur l'Agence du revenu du Canada</i>	161 263 000	.....	.....	161 263 000
(L) Paiements aux agences privées de recouvrement en vertu de l'article 17.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	23 316 000	.....	.....	23 316 000
(L) Paiements aux provinces en vertu de la <i>Loi sur les droits d'exportation de produits de bois d'œuvre</i>.....	.....	.....	419 000 000	419 000 000
(L) Paiements en vertu de la <i>Loi sur les mesures d'aide liées aux coûts de l'énergie</i>.....	.....	.....	1 210 000	1 210 000
Total du portefeuille.....	3 992 234 099	780 000	449 210 685	4 442 224 784

Nota : La rubrique « Autorisations à ce jour » de l'Agence du revenu du Canada comprend un montant de 134 870 964 \$ au crédit 1 qui a été voté en 2007-2008 et qui sera dépensé en 2008-2009.

AGENCE DU REVENU DU CANADA

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence du revenu du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Législatif	Total
Fonds pour des initiatives comme la Déclaration de l'impôt dans une monnaie fonctionnelle et le Compte d'épargne libre d'impôt annoncées dans les budgets fédéraux de 2007 et de 2008	22 685	.....	22 685
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	6 000	.....	6 000
Fonds pour le fonctionnement du Programme de protection des salariés qui restitue les salaires et les indemnités de vacances qui sont dus aux travailleurs dont les employeurs ont déclaré faillite ou ont été mis sous séquestre dans le cadre de la <i>Loi sur la faillite et l'insolvabilité (poste horizontal)</i>	316	.....	316
Total des crédits à adopter	29 001	.....	29 001
Crédits législatifs			
Paiements aux provinces en vertu de la <i>Loi sur les droits d'exportation de produits de bois d'œuvre</i>.....	.....	419 000	419 000
Paiements en vertu de la <i>Loi sur les mesures d'aide liées au coûts de l'énergie</i> .....	.....	1 210	1 210
Total des crédits législatifs	.....	420 210	420 210
Total des rajustements des crédits			449 211
Transferts			
Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada – Pour financer la campagne de publicité liée au crédit d'impôt pour la condition physique des enfants.....	1 225	.....	1 225
Transfert à l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada – Pour soutenir la collectivité nationale des gestionnaires	(200)	.....	(200)
Transfert au Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada – Pour soutenir les activités essentielles afin de poursuivre la mise en œuvre de la <i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i>	(245)	.....	(245)
Total des transferts	780	.....	780
Présent budget supplémentaire des dépenses	29 781	420 210	449 991

Paiements de transfert (dollars)

Autres paiements de transfert	Crédit	Législatif
(L) Paiements aux provinces en vertu de la <i>Loi sur les droits d'exportation de produits de bois d'œuvre</i>	419 000 000
(L) Paiements en vertu de la <i>Loi sur les mesures d'aide liées aux coûts de l'énergie</i>	1 210 000
Total des paiements de transfert	420 210 000

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1b	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes provenant des ententes de recherche concertée et des services de recherche, des activités de pâturage et de reproduction du Programme de pâturages communautaires, et de l'administration du Programme Agri-stabilité, et de compenser les dépenses engagées durant l'exercice; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	695 561 963	(2 648 800)	12 673 501	705 586 664
5b	Dépenses en capital.....	32 882 000	.....	20 271 874	53 153 874
10b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	536 490 232	.....	33 849 600	570 339 832
15	Aux termes de l'article 29 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation au ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, au nom de Sa Majesté du chef du Canada et conformément aux conditions approuvées par le ministre des Finances, à garantir le paiement d'un montant ne dépassant pas en totalité et en tout temps, la somme de 1 500 000 000 \$ payable sous la forme d'avances de fonds fournies par les organismes de producteurs, la Commission canadienne du blé et autres prêteurs en vertu du Programme des avances de crédit printanières et de 1 500 000 000 \$ payable sous la forme d'avances de fonds fournies par les organismes de producteurs, la Commission canadienne du blé et autres prêteurs en vertu du Programme d'avances printanières bonifié. ...	1	.....	.....	1
20	Aux termes de l'article 29 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation au ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, au nom de Sa Majesté du chef du Canada et conformément aux conditions approuvées par le ministre des Finances, de garantir le paiement des montants ne dépassant pas en totalité et en tout temps la somme de 140 000 000 \$ payable à l'égard des Accords de ligne de crédit à être engagés par Financement agricole Canada pour les besoins du Programme national renouvelé (2003) sur l'éthanol de la biomasse	1	.....	.....	1
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	69 236 000	.....	.....	69 236 000
(L)	Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire – Traitement et allocation pour automobile.....	76 422	.....	.....	76 422
(L)	Paievements de contributions pour le Programme Agri-stabilité	655 200 000	.....	.....	655 200 000

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
(L) Paiements de contributions pour le Programme Agri-protection.....	388 700 000	.....	.....	388 700 000
(L) Paiements de contributions pour le Programme Agri-investissement	159 489 000	.....	.....	159 489 000
(L) Paiements relatifs à la <i>Loi sur les programmes de commercialisation agricole</i> (L.C., 1997, ch. C-34).....	137 500 000	.....	14 580 000	152 080 000
(L) Paiements de contributions pour le Programme d'aide en cas de catastrophe agricole – Agri-relance.....	108 400 000	.....	.....	108 400 000
(L) Contributions à l'appui du Programme Agri-investissement pour l'élément de coûts de production	100 000 000	.....	.....	100 000 000
(L) Fonds pour l'avenir de la Canadian Cattlemen's Association.....	5 000 000	.....	.....	5 000 000
(L) Prêts garantis en vertu de la <i>Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative</i> (L.R., 1985, ch. 25 [3 ^e suppl.])	4 000 000	.....	.....	4 000 000
(L) Subventions aux offices établis conformément à la <i>Loi sur les offices des produits agricoles</i> (L.R., 1985, ch. F-4).....	200 000	.....	.....	200 000
(L) Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel .....	.....	.....	.....	.....
(L) Subventions à l'appui du Programme de réforme des porcs reproducteurs.....	.....	.....	12 000 000	12 000 000
Total du Ministère.....	2 892 735 619	(2 648 800)	93 374 975	2 983 461 794
Commission canadienne du lait				
25 Dépenses du Programme.....	3 672 000	.....	.....	3 672 000
Total de l'organisme	3 672 000	.....	.....	3 672 000
Agence canadienne d'inspection des aliments				
30b Dépenses de fonctionnement et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 400 000 \$ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire) et de 500 000 \$ du crédit 1 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>	533 688 318	2 068 600	1	535 756 919
35a Dépenses en capital.....	44 395 952	.....	.....	44 395 952
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	67 475 000	.....	.....	67 475 000
(L) Paiements d'indemnisation conformes aux exigences prévues par les règlements pris en application de la <i>Loi sur la santé des animaux</i> et de la <i>Loi sur la protection des végétaux</i> et autorisés en vertu de la <i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i> (L.C., 1997, ch. 6).....	1 500 000	.....	.....	1 500 000
Total de l'organisme	647 059 270	2 068 600	1	649 127 871
Commission canadienne des grains				
40a Dépenses du Programme.....	31 410 310	.....	.....	31 410 310
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	577 000	.....	.....	577 000
(L) Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains.....	(120 000)	.....	.....	(120 000)
Total de l'organisme	31 867 310	.....	.....	31 867 310
Total du portefeuille.....	3 575 334 199	(580 200)	93 374 976	3 668 128 975

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Agriculture et Agroalimentaire demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds pour la biosécurité et les pratiques de gestion exemplaires, la recherche et des solutions à long terme en matière de gestion des risques qui contribueront à la prospérité et à la stabilité du secteur (Initiative de lutte contre les maladies dans l'industrie porcine – phase 2).....	260	.....	22 750	23 010
Fonds pour poursuivre le renouvellement des immobilisations et maintenir l'entretien des installations agricoles partout au Canada.....	.....	18 772	.....	18 772
Fonds pour des programmes de salubrité et de qualité des aliments pour assurer la continuité des programmes pendant la mise en œuvre du cadre stratégique Cultivons l'avenir.....	413	.....	11 100	11 513
Réinvestissement des redevances et des frais des licences de la propriété intellectuelle.....	6 177	.....	.....	6 177
Fonds pour renouveler l'Initiative de recherche et développement en génomique (<i>poste horizontal</i>).....	5 640	.....	.....	5 640
Augmentation des subventions à des organisations afin de faciliter le développement rural et l'adaptation dans le cadre du Programme pour l'avancement du secteur canadien de l'agriculture et de l'agroalimentaire.....	.....	.....	2 700	2 700
Fonds pour appuyer la Prestation intégrée de services – système de paiement direct.....	.....	1 500	.....	1 500
Réinvestissement des revenus provenant des ventes et de la prestation de services relatifs à la recherche, aux installations et à l'équipement.....	183	.....	.....	183
Montant brut des crédits à adopter	12 673	20 272	36 550	69 495
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	.....	2 700	2 700
Total des crédits à adopter	12 673	20 272	33 850	66 795
Crédits législatifs				
Fonds pour les modifications apportées au Programme de paiements anticipés.....				14 580
Fonds pour le Programme de réforme des porcs reproducteurs (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>).....				12 000
Total des crédits législatifs				26 580
Total des rajustements des crédits				93 375
Transferts				
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger.....	(249)	.....	.....	(249)
Transfert à l'Agence canadienne d'inspection des aliments – Pour assurer la continuité des programmes pendant la mise en œuvre du cadre stratégique Cultivons l'avenir.....	(2 400)	.....	.....	(2 400)
Total des transferts	(2 649)	.....	.....	(2 649)
Présent budget supplémentaire des dépenses	10 024	20 272	33 850	90 726

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 10 : Des fonds autorisés de 2 700 000 \$ sont disponibles à même le crédit à partir des paiements de contributions pour l'Initiative pour un investissement écoagricole dans les biocarburants afin de faciliter le développement rural et l'adaptation du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
Subventions		
Subventions aux organisations afin de faciliter le développement rural et l'adaptation du secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire	2 700 000	.....
(L) Subventions à l'appui du Programme de réforme des porcs reproducteurs (<i>Loi sur la protection du revenu agricole</i>) .....	.....	12 000 000
Montant total brut des subventions	2 700 000	12 000 000
Contributions		
Paiements de contributions pour la lutte contre les maladies dans l'industrie porcine – phase 2	22 749 600	.....
(L) Paiements relatifs à la <i>Loi sur les programmes de commercialisation agricole</i> .....	.....	14 580 000
Contributions pour venir en aide au secteur agricole et agroalimentaire – Salubrité et qualité des aliments	11 100 000	.....
Montant total brut des contributions	33 849 600	14 580 000
Montant total brut des paiements de transfert	36 549 600	26 580 000
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	2 700 000	.....
Montant net des paiements de transfert	33 849 600	26 580 000

Agence canadienne d'inspection des aliments

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence canadienne d'inspection des aliments demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 30
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>)	2 000
Fonds pour fournir un soutien accru aux agents de la Couronne partout au Canada	23
Montant brut des crédits à adopter	2 023
Fonds disponibles	
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	2 023
Total des crédits à adopter	.....
Transferts	
Transfert d'Agriculture et Agroalimentaire – Pour assurer la continuité des programmes pendant la mise en œuvre du cadre stratégique Cultivons l'avenir	2 400
Transfert de Santé – Pour le coût de l'application des modifications réglementaires proposées relativement à l'amélioration de l'étiquetage des allergènes	500
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger	(831)
Total des transferts	2 069
Présent budget supplémentaire des dépenses	2 069

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 30 : Des fonds autorisés de 2 023 231 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du remboursement des fonds versés pour la reclassification des postes d'inspecteur de viandes.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

ANCIENS COMBATTANTS

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
1b Dépenses de fonctionnement; entretien de propriétés, y compris les dépenses afférentes à des travaux de génie et de recherche technique qui n'ajoutent aucune valeur tangible à la propriété immobilière, aux taxes, à l'assurance et au maintien des services publics; autorisation, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, d'effectuer des travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et vendues conformément à la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> (S.R.C. 1970, ch. V-4), afin de corriger des défauts dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables ainsi que tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder l'intérêt que le directeur y possède et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	978 443 025	.....	1 700 000	980 143 025
5 Dépenses en capital.....	22 862 000	.....	.....	22 862 000
10b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor – Pour autoriser le virement au présent crédit de 100 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>	2 383 019 000	100 000	1	2 383 119 001
15a Tribunal des anciens combattants (révision et appel) – Dépenses de fonctionnement	11 755 652	.....	.....	11 755 652
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	40 696 000	.....	.....	40 696 000
(L) Ministre des Anciens Combattants – Traitement et allocation pour automobile	76 422	.....	.....	76 422
(L) Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants	175 000	.....	.....	175 000
(L) Remboursements, en vertu de l'article 15 de la <i>Loi sur les indemnités de services de guerre</i> , de redressements de compensation effectués en conformité avec la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> (S.R.C., 1970, ch. V-4).....	10 000	.....	.....	10 000
(L) Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays.....	10 000	.....	.....	10 000
(L) Crédits de réadaptation en vertu de l'article 8 de la <i>Loi sur les indemnités de services de guerre</i> (S.R.C., 1970, ch. W-4)	2 000	.....	.....	2 000
Total du portefeuille.....	3 437 049 099	100 000	1 700 001	3 438 849 100

ANCIENS COMBATTANTS

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Anciens Combattants demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 10	Total
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	1 100	.....	1 100
Réinvestissement des revenus provenant de la vente ou du transfert de biens immobiliers	600	.....	600
Total des crédits à adopter	1 700	.....	1 700
Transferts			
Transfert de Patrimoine canadien – Pour appuyer le Projet Mémoire de l’Institut du Dominion afin de sensibiliser les jeunes Canadiens à l’importance de perpétuer le souvenir.....	.....	100	100
Présent budget supplémentaire des dépenses	1 700	100	1 800

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
Contributions, en vertu du Programme des contributions aux partenaires, aux organisations, institutions et autres ordres de gouvernement, à l’appui des projets afférents à la santé et au mieux-être des anciens combattants, et des activités et événements commémoratifs.....	100 000	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu’ils ont été arrondis.

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1b Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 000 000 \$ du crédit 5 (Citoyenneté et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	422 905 420	3 000 000	22 170 811	448 076 231
5b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	884 648 355	(3 000 000)	.....	881 648 355
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	38 621 001	.....	.....	38 621 001
(L) Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration – Traitement et allocation pour automobile	76 422	.....	.....	76 422
Total des dépenses budgétaires.....	1 346 251 198	.....	22 170 811	1 368 422 009
(L) Prêts aux immigrants et aux réfugiés afin de faciliter l'arrivée des nouveaux venus en vertu de l'article 88 de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> (2001, c. 27)	1	.....	.....	1
Total des dépenses non budgétaires.....	1	.....	.....	1
Total du Ministère.....	1 346 251 199	.....	22 170 811	1 368 422 010
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada				
10 Dépenses du Programme.....	104 969 300	.....	.....	104 969 300
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	12 837 000	.....	.....	12 837 000
Total de l'organisme	117 806 300	.....	.....	117 806 300
Total du portefeuille.....	1 464 057 499	.....	22 170 811	1 486 228 310

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Citoyenneté et Immigration demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour intégrer des données relatives au traitement de cas grâce à la technologie de l'information (Système mondial de gestion des cas)	24 096	.....	24 096
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	2 000	.....	2 000
Montant brut des crédits à adopter	26 096	.....	26 096
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	3 925	.....	3 925
Total des crédits à adopter	22 171	.....	22 171
Transferts			
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour appuyer l'élaboration des politiques et des programmes, les exigences en matière de prestation et de la reddition de comptes liées aux services d'établissement et aux cours de langue dans le cadre de l'Accord Canada-Ontario sur l'immigration.....	3 000	(3 000)	.....
Présent budget supplémentaire des dépenses	25 171	(3 000)	22 171

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 3 925 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une diminution des besoins liés à la levée de l'obligation de visa pour les ressortissants de la Hongrie, de la Lituanie, de la Pologne et de la Slovaquie.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

CONSEIL DU TRÉSOR

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Secrétariat					
1b	Dépenses du Programme et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an et autorisation de dépenser les recettes produites durant l'exercice provenant des activités du Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour autoriser le virement au présent crédit de 934 800 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) et de 245 000 \$ du crédit 1 (Agence du revenu du Canada) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	173 464 620	1 179 800	12 948 558	187 592 978
5	Éventualités du gouvernement – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits relativement à la feuille de paye et à d'autres besoins et pour payer des dépenses diverses, urgentes ou imprévues qui n'ont pas autrement été pourvues, y compris les subventions et les contributions qui ne sont pas énumérées dans le budget des dépenses et l'augmentation du montant des subventions qui y sont énumérées quand ces dépenses s'inscrivent dans le mandat légal d'une organisation gouvernementale et autorisation de réemployer les sommes affectées à des besoins autres que ceux de la feuille de paye, tirées d'autres crédits et versées au présent crédit	750 000 000	.....	.....	750 000 000
10	Initiatives pangouvernementales – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives de gestion stratégique entreprises dans la fonction publique du Canada	7 141 000	.....	.....	7 141 000
15b	Rajustements à la rémunération – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour augmenter d'autres crédits qui peuvent nécessiter un financement partiel ou intégral par suite de rajustements effectués aux modalités de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale, y compris les membres de la Gendarmerie royale du Canada et les Forces canadiennes, les personnes nommées par le gouverneur en conseil et les sociétés d'État au sens de l'article 83 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> .....	.....	.....	170 671 485	170 671 485

CONSEIL DU TRÉSOR

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
20b Assurances de la fonction publique – Paiements à l'égard de programmes d'assurance, de pension, d'avantages sociaux ou autres, ou applicables à l'administration de ces programmes ou autres, notamment des primes, des contributions, des avantages sociaux, des frais et autres dépenses faites en faveur de la fonction publique ou d'une partie de celle-ci et pour toutes autres personnes, déterminées par le Conseil du Trésor, et autorisation de dépenser tous revenus ou toutes autres sommes perçues à l'égard de ces programmes ou autres pour compenser toutes dépenses découlant de ces programmes ou autres et pour pourvoir au remboursement à certains employés de leur part de la réduction des primes conformément au paragraphe 96(3) de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	1 861 000 000	.....	1 943 839	1 862 943 839
25 Report du budget de fonctionnement – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits en raison du report du budget de fonctionnement de l'exercice précédent	110 514 160	.....	.....	110 514 160
30b Besoin en matière de rémunération – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits pour des besoins relatifs aux prestations parentales et de maternité, aux versements liés à la cessation de service ou d'emploi, aux rajustements apportés aux modalités de service ou d'emploi dans l' <u>administration publique fédérale</u> , y compris pour les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, qui n'ont pas été pourvus par le crédit 15, Rajustements à la <u>rémunération</u>	500 000 000	.....	1	500 000 001
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	20 472 000	.....	.....	20 472 000
(L) Président du Conseil du Trésor – Traitement et allocation pour automobile	76 422	.....	.....	76 422
(L) Versements en vertu de la <i>Loi sur la mise au point des pensions du service public</i> (S.R., 1970, ch. P-33)	20 000	.....	.....	20 000
Total du Secrétariat	3 422 688 202	1 179 800	185 563 883	3 609 431 885
École de la fonction publique du Canada				
35 Dépenses du Programme.....	61 251 727	.....	.....	61 251 727
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 072 000	.....	.....	6 072 000
(L) Dépense des recettes conformément au paragraphe 18(2) de la <i>Loi sur l'École de la fonction publique du Canada</i>	32 000 000	.....	.....	32 000 000
Total de l'organisme	99 323 727	.....	.....	99 323 727
Commissariat à l'intégrité du secteur public				
40 Dépenses du Programme.....	6 104 271	.....	.....	6 104 271
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	520 000	.....	.....	520 000
Total de l'organisme	6 624 271	.....	.....	6 624 271

CONSEIL DU TRÉSOR

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Commissariat au lobbying					
45	Dépenses du Programme.....	4 248 300	.....	.....	4 248 300
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	416 000	.....	.....	416 000
	Total de l'organisme	4 664 300	.....	.....	4 664 300
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada					
50b	Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 200 000 \$ du crédit 1 (Agence du revenu du Canada), de 126 355 \$ du crédit 1 (Santé) et de 48 405 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	70 460 133	374 760	16 722 742	87 557 635
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8 364 000	.....	.....	8 364 000
	Total de l'organisme	78 824 133	374 760	16 722 742	95 921 635
	Total du portefeuille.....	3 612 124 633	1 554 560	202 286 625	3 815 965 818

Nota : En vertu du décret C.P. 2008-0768, le 2 juillet 2008 a été fixé comme la date d'entrée en vigueur des articles 90, 91, 97 et 98 de la *Loi fédérale sur la responsabilité*, soit le chapitre 9 des Lois du Canada (2006). Le Bureau du directeur des lobbyistes a été remplacé par le Commissariat au lobbying.

CONSEIL DU TRÉSOR

Secrétariat

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Secrétariat du Conseil du Trésor demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 15	Crédit 20	Crédit 30	Total
Fonds consacrés au litige de la parité salariale	6 572	.....	.....	.....	6 572
Fonds pour améliorer les procédés administratifs de base et intégrer l'information sur la gestion des dépenses.....	3 974	.....	.....	.....	3 974
Fonds à l'appui d'un programme d'apprentissage élaboré conjointement avec l'Alliance de la Fonction publique du Canada, afin d'améliorer les relations patronales-syndicales ...	.....	.....	1 944	.....	1 944
Fonds consacrés au maintien de la capacité et de l'intégrité des relations de travail actuelles pour le reste de l'exercice 2008-2009.....	1 802	.....	.....	.....	1 802
Fonds pour la poursuite du programme de réforme de la classification.....	601	.....	.....	.....	601

Géré à l'échelle du ministère

Rajustements à la rémunération – Virements aux ministères et aux organismes pour les rajustements salariaux.....	.....	170 671	.....	.....	170 671
Besoin en matière de rémunération – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits pour des besoins relatifs aux prestations parentales et de maternité, aux versements liés à la cessation de service ou d'emploi, aux rajustements apportés aux modalités de service ou d'emploi dans l'administration publique fédérale, y compris pour les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, qui n'ont pas été pourvus par le crédit 15, Rajustements à la rémunération.....	.....	.....	.....	.....	.....
Total des crédits à adopter	12 949	170 671	1 944	.....	185 564

Transferts

Transfert de Travaux publics et Services gouvernementaux – Pour le Bureau de la gestion du changement.....	935	.....	.....	.....	935
Transfert de l'Agence du revenu du Canada – Pour soutenir les activités essentielles à la poursuite de la mise en œuvre de la <i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i>	245	.....	.....	.....	245
Total des transferts	1 180	.....	.....	.....	1 180
Présent budget supplémentaire des dépenses	14 129	170 671	1 944	.....	186 744

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

CONSEIL DU TRÉSOR

Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 50
Fonds pour permettre à l'Agence d'accomplir son mandat et de respecter ses engagements à l'égard du renouvellement de la fonction publique.....	12 466
Fonds pour le programme de réforme de la classification.....	2 983
Fonds pour le soutien à l'égard du litige relatif à la parité salariale.....	1 153
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	120
Total des crédits à adopter	16 722
Transferts	
Transfert de l'Agence du revenu du Canada (200 \$), Santé (126 \$) et Industrie (48 \$) – Pour soutenir la collectivité nationale des gestionnaires.....	374
Présent budget supplémentaire des dépenses	17 096

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

CONSEIL PRIVÉ

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1b	Dépenses du Programme, y compris les dépenses de fonctionnement des commissions d'enquête non prévues ailleurs et le fonctionnement de la résidence du Premier ministre; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an.....	117 589 450	.....	10 081 146	127 670 596
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	12 348 000	.....	.....	12 348 000
(L)	Premier ministre – Traitement et allocation pour automobile.....	157 422	.....	.....	157 422
(L)	Président du Conseil privé de la Reine pour le Canada, ministre des Affaires intergouvernementales et ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien – Traitement et allocation pour automobile.....	76 422	.....	.....	76 422
(L)	Leader du gouvernement au Sénat – Traitement et allocation pour automobile.....	76 422	.....	.....	76 422
(L)	Leader du gouvernement à la Chambre des communes et ministre de la réforme démocratique – Traitement et allocation pour automobile.....	76 422	.....	.....	76 422
	Total du Ministère.....	130 324 138	.....	10 081 146	140 405 284
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes					
5	Dépenses du Programme.....	6 377 800	.....	.....	6 377 800
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	439 000	.....	.....	439 000
	Total de l'organisme.....	6 816 800	.....	.....	6 816 800
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports					
10	Dépenses du Programme.....	26 859 750	.....	.....	26 859 750
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	3 394 000	.....	.....	3 394 000
	Total de l'organisme.....	30 253 750	.....	.....	30 253 750
Directeur général des élections					
15a	Dépenses du Programme.....	24 658 941	.....	.....	24 658 941
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	3 861 000	.....	.....	3 861 000
(L)	Dépenses d'élections.....	84 318 000	.....	.....	84 318 000
(L)	Traitement du directeur général des élections.....	259 500	.....	.....	259 500
	Total de l'organisme.....	113 097 441	.....	.....	113 097 441

CONSEIL PRIVÉ

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Commissaire aux langues officielles				
20 Dépenses du Programme.....	18 618 250	.....	.....	18 618 250
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 142 000	.....	.....	2 142 000
Total de l'organisme	20 760 250	.....	.....	20 760 250
Secrétariat de la Commission des nominations publiques				
25 Dépenses du Programme.....	992 249	.....	.....	992 249
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	122 000	.....	.....	122 000
Total de l'organisme	1 114 249	.....	.....	1 114 249
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité				
30 Dépenses du Programme.....	2 768 000	.....	.....	2 768 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	284 000	.....	.....	284 000
Total de l'organisme	3 052 000	.....	.....	3 052 000
Total du portefeuille.....	305 418 628	.....	10 081 146	315 499 774

CONSEIL PRIVÉ
Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil privé demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1
Fonds pour la création et le fonctionnement du Groupe de travail sur l'Afghanistan.....	4 742
Fonds pour l'Enquête interne sur les actions des responsables canadiens relativement à Abdullah Almalki, Ahmad Abou-Elmaati et Muayyed Nureddin et ressources nécessaires pour permettre aux ministères de mener l'enquête (<i>poste horizontal</i>).....	2 944
Fonds pour permettre à la Commission d'enquête relative aux mesures d'investigation prises à la suite de l'attentat à la bombe perpétré contre le vol 182 d'Air India de poursuivre ses activités.....	2 395
Présent budget supplémentaire des dépenses	10 081

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Contributions		
Enquête interne sur les actions des responsables canadiens relativement à Abdullah Almalki, Ahmad Abou-Elmaati et Muayyed Nureddin - Fonds destinés aux parties et aux intervenants.....	100 000	.....
Commission d'enquête relative aux mesures d'investigation prises à la suite de l'attentat à la bombe perpétré contre le vol 182 d'Air India - Fonds destinés aux familles, aux parties et aux intervenants.....	30 000	.....
Total des paiements de transfert	130 000	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

DÉFENSE NATIONALE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1b	Dépenses de fonctionnement et autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 28 688 336 560 \$ à l'égard des crédits 1, 5 et 10 du Ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle sera effectué le paiement de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de 11 218 030 000 \$ deviendra payable dans les années à venir); autorisation d'effectuer des paiements, imputables à l'un ou l'autre de ces crédits, aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction exécutés par ces administrations; autorisation, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, de faire des dépenses ou des avances recouvrables aux termes de l'un ou l'autre de ces crédits, à l'égard du matériel fourni ou de services rendus au nom de particuliers, de sociétés, d'organismes extérieurs, d'autres ministères et organismes de l'État et d'autres administrations; et autorisation, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, d'affecter les recettes de l'exercice pour n'importe lequel de ces crédits et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 219 556 \$ du crédit 5 (Défense nationale), de 105 683 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) et de 80 000 \$ du crédit 75 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	13 765 326 028	(687 061)	452 399 359	14 217 038 326
5b	Dépenses en capital.....	3 851 229 872	(11 000 525)	.....	3 840 229 347
10	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, lesquelles subventions et contributions peuvent comprendre des versements en espèces ou tenir lieu de paiement accordé à un bénéficiaire, des prestations de biens ou de services ou l'utilisation d'installations, et qui peuvent également comprendre les contributions pouvant être approuvées par le gouverneur en conseil, aux termes de l'article 3 de la <i>Loi de 1950 sur les crédits de défense</i> , pour l'acquisition ou le transfert d'équipement de défense, de services ou de fournitures ou d'installations aux fins de défense.....	193 516 470	.....	.....	193 516 470

DÉFENSE NATIONALE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	278 456 084	.....	.....	278 456 084
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés – Membres militaires	938 131 916	.....	.....	938 131 916
(L) Ministre de la Défense nationale – Traitement et allocation pour automobile	76 422	.....	.....	76 422
(L) Versements en vertu de la <i>Loi sur les prestations de retraite supplémentaires</i>	6 796 400	.....	.....	6 796 400
(L) Versements en vertu des parties I à IV de la <i>Loi sur la continuation de la pension des services de défense</i> (L.R., 1970, ch. D-3).....	1 492 700	.....	.....	1 492 700
(L) Versements aux ayants droit de certains membres de l'Aviation royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions alors qu'ils servaient à titre d'instructeurs dans le cadre du Plan d'entraînement des aviateurs du Commonwealth britannique (<i>Loi n° 4 de 1968 portant affectation de crédits</i>).....	82 340	.....	.....	82 340
Total du Ministère.....	19 035 108 232	(11 687 586)	452 399 359	19 475 820 005
Comité des griefs des Forces canadiennes				
15 Dépenses du Programme.....	6 155 500	.....	.....	6 155 500
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	572 000	.....	.....	572 000
Total de l'organisme	6 727 500	.....	.....	6 727 500
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire				
20b Dépenses du Programme.....	3 306 950	.....	1 203 831	4 510 781
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	281 000	.....	.....	281 000
Total de l'organisme	3 587 950	.....	1 203 831	4 791 781
Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications				
23a Dépenses du Programme.....	1 364 520	.....	.....	1 364 520
Total de l'organisme	1 364 520	.....	.....	1 364 520
Total du portefeuille.....	19 046 788 202	(11 687 586)	453 603 190	19 488 703 806

DÉFENSE NATIONALE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Défense nationale demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour la mission militaire du Canada en Afghanistan	331 062	.....	331 062
Augmentation des soldes et des indemnités versées aux membres des Forces canadiennes	90 400	.....	90 400
Fonds pour l'étape de mise en œuvre du projet de modernisation et de prolongation de la durée de vie des frégates de classe Halifax .....	.....	54 609	54 609
Fonds pour le Centre de la sécurité des télécommunications pour des investissements dans l'infrastructure technologique et pour le maintien des capacités opérationnelles essentielles	10 725	11 693	22 418
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>)	10 000	.....	10 000
Fonds pour le paiement à titre gracieux aux demandeurs admissibles du Programme de reconnaissance des anciens combattants exposés aux effets nucléaires	9 763	.....	9 763
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle	669	.....	669
Montant brut des crédits à adopter	452 619	66 302	518 921
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit .....	.....	66 302	66 302
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit	220	.....	220
Total des fonds disponibles	220	66 302	66 522
Total des crédits à adopter	452 399	.....	452 399
Transferts			
Transfert d'Affaires étrangères et Commerce international – Pour soutenir la dernière étape de la rédaction des descriptions d'emploi génériques et la mise en œuvre des nouvelles descriptions d'emploi dans tous les ministères par le Conseil des ressources humaines	106	.....	106
Transfert du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie – Pour appuyer les activités de recherche au Collège militaire royal du Canada (Programme d'appui aux professeurs universitaires)	80	.....	80
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis	220	(220)	.....
Transfert à Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour le programme de formation scientifique dans le Nord	(25)	.....	(25)
Transfert à la Gendarmerie royale du Canada – Pour des investissements dans des initiatives de coordination des opérations de recherche et de sauvetage partout au Canada .....	.....	(88)	(88)
Transfert à Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour les coûts de gestion assumés par les Premières nations relativement à l'assainissement des sites contaminés par des munitions explosives non explosées	(396)	.....	(396)
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel dans les missions à l'étranger	(672)	.....	(672)
Transfert à la Gendarmerie royale du Canada (1 641 \$), à Santé (1 008 \$), à l'Agence de la santé publique du Canada (460 \$), à Environnement (315 \$), à Ressources naturelles (196 \$), au Service canadien du renseignement de sécurité (151 \$) et à Pêches et Océans (15 \$) – Pour des initiatives de sécurité publique liées à l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire .....	.....	(3 786)	(3 786)
Transfert au Conseil national de recherches Canada – Pour le transfert de 36 hectares de terre à Ottawa .....	.....	(6 907)	(6 907)
Total des transferts	(687)	(11 001)	(11 688)
Présent budget supplémentaire des dépenses	451 712	(11 001)	440 711

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

DÉFENSE NATIONALE

Ministère

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 219 556 \$ sont disponibles du crédit 5 en raison de l'annulation du système de gestion des renseignements et d'échange de données maritimes.

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 66 301 501 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de délais de certains grands projets d'immobilisations (63 721 057 \$) et à l'annulation du système de gestion des renseignements et d'échange de données maritimes (2 580 444 \$).

Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter

	<u>Crédit 20</u>
Fonds pour l'audience d'intérêt public sur l'Afghanistan	1 204

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
1b Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	50 604 350	.....	132 694	50 737 044
5b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	214 521 000	(250 000)	18 162 587	232 433 587
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 322 000	.....	.....	5 322 000
Total du portefeuille.....	270 447 350	(250 000)	18 295 281	288 492 631

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Diversification de l'économie de l'Ouest canadien demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour des projets visant à améliorer la qualité de l'eau potable et le traitement des eaux usées dans l'Ouest canadien (Programme Infrastructures Canada) .....	.....	13 632	13 632
Fonds pour la mise en œuvre de l'Initiative de diversification économique des collectivités, qui fait partie de mesures prises par le gouvernement fédéral afin d'atténuer l'infestation par le dendroctone du pin en Colombie-Britannique .....	.....	2 838	2 838
Réinvestissement des recettes provenant des contributions remboursables afin d'accroître les activités liées au développement économique .....	.....	1 692	1 692
Financement consacré au Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique à des fins d'investissements dans des projets d'infrastructures publiques conçus pour améliorer la qualité de vie dans les communautés urbaines et rurales (<i>poste horizontal</i>)	77	.....	77
Fonds consacrés à la gestion des contributions versées dans le cadre du Fonds Chantiers Canada	56	.....	56
Total des crédits à adopter	133	18 162	18 295

Transferts

Transfert à la Société du Centre national des Arts – Pour l'élaboration de Scène Colombie-Britannique à Ottawa, un festival qui mettra à l'honneur la communauté artistique de la province, ouvrira des portes à l'étranger pour les artistes et favorisera le tourisme culturel .....	.....	(250)	(250)
Présent budget supplémentaire des dépenses	133	17 912	18 045

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
Contributions aux provinces de l'Ouest du Canada en vertu du Programme Infrastructures Canada	13 631 774	.....
Contributions prévues dans le cadre de programmes ou de projets qui favorisent ou mettent en valeur l'expansion et la diversification économiques de l'Ouest, y compris le lancement, le développement ou l'expansion d'entreprises, l'établissement de nouvelles entreprises, les activités de recherche et de développement, et la mise en valeur de l'infrastructure commerciale, et les contributions sélectives à d'autres programmes touchant le développement régional et économique dans l'Ouest	4 530 813	.....
Montant total brut des paiements de transfert	18 162 587	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	250 000	.....
Montant net des paiements de transfert	17 912 587	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

ENVIRONNEMENT

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1b	Dépenses de fonctionnement et :			
	a) dépenses recouvrables engagées à l'égard de la Commission des ressources en eau des provinces des Prairies, de la Commission d'étude du bassin de la rivière Qu'Appelle et de la Commission d'étude du bassin de la rivière Saint-Jean;			
	b) autorisation au ministre de l'Environnement d'engager des experts-conseils dont les commissions mentionnées à l'alinéa a) peuvent avoir besoin, au traitement que ces commissions peuvent déterminer;			
	c) dépenses recouvrables engagées à l'égard des recherches sur la planification régionale des ressources en eau et des inventaires des ressources en eau;			
	d) autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais de la régularisation du niveau du lac des Bois et du lac Seul que doivent assumer les provinces du Manitoba et de l'Ontario;			
	e) autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais des levés hydrométriques que doivent assumer les organismes provinciaux et les organismes de l'extérieur;			
	f) aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser au cours du présent exercice les recettes de l'exercice générées par les activités du Ministère financées à même ce crédit;			
	g) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 153 333 \$ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de			
	740 839 259	(1 060 488)	23 623 476	763 402 247
5b	Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations; et autorisation de consentir des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral – Pour autoriser le virement au présent crédit de 315 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de			
	46 301 000	315 000	4 513 140	51 129 140

ENVIRONNEMENT

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
10b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, contributions aux pays en développement conformément au Fonds multilatéral du Protocole de Montréal sous forme de paiements comptants ou de fourniture de biens, équipement ou services – Pour autoriser le virement au présent crédit de 664 021 \$ du crédit 1 (Environnement) et de 67 763 \$ du crédit 10 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	197 910 117	731 784	1 980 000	200 621 901
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	83 648 000	.....	.....	83 648 000
(L) Ministre de l'Environnement – Traitement et allocation pour automobile	76 422	.....	.....	76 422
Total du Ministère.....	1 068 774 798	(13 704)	30 116 616	1 098 877 710
Agence canadienne d'évaluation environnementale				
15 Dépenses du Programme, contributions et autorisation de dépenser les recettes de l'exercice générées par la prestation de services d'évaluation environnementale, y compris les examens des commissions, les études approfondies, les médiations, la formation et les publications d'information par l'Agence canadienne d'évaluation environnementale.....	32 309 100	.....	.....	32 309 100
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 942 000	.....	.....	2 942 000
Total de l'organisme	35 251 100	.....	.....	35 251 100
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie				
20 Dépenses du Programme.....	4 958 200	.....	.....	4 958 200
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	411 000	.....	.....	411 000
(L) Dépenses aux termes du paragraphe 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	20 000	.....	.....	20 000
Total de l'organisme	5 389 200	.....	.....	5 389 200

ENVIRONNEMENT

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Agence Parcs Canada				
25b Dépenses du Programme, y compris les dépenses en capital, les subventions inscrites au Budget des dépenses et les contributions, dont les dépenses engagées sur des propriétés autres que celles du fédéral, et les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions au coût des engagements réalisés par ces dernières – Pour autoriser le virement au présent crédit de 270 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) et de 122 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	510 162 126	(11 608 000)	12 518 327	511 072 453
30b Paiements au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques en vue de l'établissement de nouveaux parcs nationaux, lieux historiques nationaux et autres aires patrimoniales connexes aux fins énoncées à l'article 21 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i> – Pour autoriser le virement au présent crédit de 12 000 000 \$ du crédit 25 (Environnement) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>	500 000	12 000 000	1	12 500 001
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	44 019 000	.....	.....	44 019 000
(L) Dépenses qui équivalent aux recettes résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 20 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i>	111 000 000	.....	.....	111 000 000
Total de l'organisme	665 681 126	392 000	12 518 328	678 591 454
Total du portefeuille.....	1 775 096 224	378 296	42 634 944	1 818 109 464

Nota : La rubrique « Autorisations à ce jour » de l'Agence Parcs Canada comprend un montant de 55 137 126 \$ au crédit 25 qui a été voté en 2007-2008 et qui sera dépensé en 2008-2009.

ENVIRONNEMENT

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Environnement demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds pour les mesures réglementaires du secteur industriel à l'appui du Programme de la qualité de l'air.....	13 965	.....	.....	13 965
Fonds pour renforcer la capacité d'application des lois environnementales	6 005	1 202	100	7 307
Fonds pour des projets essentiels du Service météorologique du Canada .....	.....	3 266	.....	3 266
Fonds pour l'Accord sur les revendications territoriales du Nunavut ..	255	.....	1 645	1 900
Fonds pour l'établissement, le développement et la gestion des zones protégées fédérales dans les Territoires du Nord-Ouest (<i>poste horizontal</i>).....	1 090	45	.....	1 135
Fonds pour renouveler l'Initiative de recherche et développement en génomique (<i>poste horizontal</i>).....	1 000	.....	.....	1 000
Fonds pour appuyer les processus bilatéraux et tripartites ainsi que les activités en cours dans le cadre de l'initiative Beyond Powley : Gestion des droits autochtones des Métis (<i>poste horizontal</i>).....	706	.....	235	941
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle.....	603	.....	.....	603
Total des crédits à adopter	23 624	4 513	1 980	30 117
Transferts				
Transfert de la Défense nationale – Pour des initiatives de sécurité publique liées à l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire.....	.....	315	.....	315
Transfert d'Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour appuyer les activités de recherche entourant l'Année polaire internationale	153	.....	.....	153
Transfert de Pêches et Océans – Pour appuyer la participation des Autochtones dans les activités visant à protéger les espèces terrestres en péril dans le cadre de la <i>Loi sur les espèces en péril</i>..	.....	.....	68	68
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour la revitalisation du secteur riverain de Toronto grâce à des investissements dans les infrastructures et le développement urbain (Initiative de revitalisation du secteur riverain de Toronto).....	(664)	.....	664	.....
Transfert à Pêches et Océans – Pour poursuivre la restauration des principaux secteurs aquatiques préoccupants mentionnés dans l'Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs conclu entre le Canada et les États-Unis	(550)	.....	.....	(550)
Total des transferts	(1 061)	315	732	(14)
Présent budget supplémentaire des dépenses	22 563	4 828	2 712	30 103

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
Contributions pour les activités des Inuits liées à la mise en œuvre de l'Entente sur les répercussions et les avantages pour les Inuits.....	1 645 000	.....
Initiative de revitalisation du secteur riverain de Toronto.....	664 021	.....
Contributions à l'appui des activités de recherche-développement en environnement.....	235 000	.....
Contributions à l'appui des initiatives liées à l'environnement et au développement durable	167 763	.....
Total des paiements de transfert	2 711 784	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

ENVIRONNEMENT

Agence Parcs Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence Parcs Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 25	Crédit 30	Total
Fonds pour la mise en œuvre de la directive du Code canadien du travail au sujet de l'application de la loi dans les parcs nationaux	8 321	.....	8 321
Fonds pour la lutte contre les incendies de forêt qui ont cours dans les limites des propriétés de Parcs Canada afin de minimiser les risques associés à la sécurité du public et aux pertes touchant les infrastructures et la propriété privée.....	8 000	.....	8 000
Fonds pour l'établissement, le développement et la gestion des zones protégées fédérales dans les Territoires du Nord-Ouest (<i>poste horizontal</i>).....	1 820	.....	1 820
Fonds pour appuyer les processus bilatéraux et tripartites ainsi que les activités en cours dans le cadre de l'initiative Beyond Powley : Gestion des droits autochtones des Métis (<i>poste horizontal</i>)	1 096	.....	1 096
Fonds pour fournir un appui continu afin de satisfaire aux revendications territoriales globales à l'extérieur de la Colombie-Britannique (<i>poste horizontal</i>).....	233	.....	233
Fonds pour fournir un soutien accru aux agents de la Couronne partout au Canada.....	11	.....	11
Montant brut des crédits à adopter	19 481	.....	19 481
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	6 962	.....	6 962
Total des crédits à adopter	12 519	.....	12 519
Transferts			
Transfert de Patrimoine canadien – Pour le Programme national de reconnaissance historique afin de présenter l'histoire des opérations d'internement pendant la Première Guerre mondiale	270	.....	270
Transfert de Patrimoine canadien – Pour le développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle) (<i>poste horizontal</i>).....	122	.....	122
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour les coûts en capital supplémentaires liés aux nouveaux parcs	(12 000)	12 000	.....
Total des transferts	(11 608)	12 000	392
Présent budget supplémentaire des dépenses	911	12 000	12 911

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 25 : Des fonds autorisés totalisant 6 962 387 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de : 3 917 387 \$ pour les besoins liés au régime d'avantages sociaux des employés relativement aux rajustements de fin d'année pour l'exercice 2007-2008 ayant trait au rapprochement de l'autorisation de dépenser pluriannuelle de l'Agence Parcs Canada et 3 045 000 \$ étant donné les restrictions budgétaires du budget fédéral de 2006.

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
Contributions à l'appui d'activités ou de projets liés aux parcs nationaux, aux aires marines nationales de conservation, aux lieux historiques nationaux et aux canaux historiques....	150 000	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

FINANCES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1b	Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an et autorisation de dépenser les recettes de l'exercice	100 888 349	.....	15 000 000	115 888 349
5b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	374 800 000	(2 000 000)	234 400 000	607 200 000
7a	Aux fins du paragraphe 193(4) de la <i>Loi d'exécution du budget de 2006</i> , le montant total du solde impayé du principal de toutes les hypothèques visées par une police d'assurance faisant l'objet d'un accord qui ne doit en aucun temps dépasser 250 000 000 000 \$.....	1	.....	.....	1
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 910 000	.....	.....	11 910 000
(L)	Ministre des Finances – Traitement et allocation pour automobile	76 422	.....	.....	76 422
(L)	Frais d'intérêt et autres coûts	33 683 000 000	.....	(2 174 000 000)	31 509 000 000
(L)	Transfert canadien en matière de santé (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	22 629 304 000	.....	.....	22 629 304 000
(L)	Péréquation fiscale (Partie I – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	13 619 924 000	.....	.....	13 619 924 000
(L)	Transfert canadien en matière de programmes sociaux (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	10 557 729 000	.....	.....	10 557 729 000
(L)	Financement des territoires (Partie I.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	2 312 939 000	.....	.....	2 312 939 000
(L)	Paievements à l'Association internationale de développement (L.R. 1985, ch. B-7).....	318 280 000	.....	.....	318 280 000
(L)	Paievement à l'Ontario (<i>Loi d'exécution du budget de 2007</i>)	150 000 000	.....	.....	150 000 000
(L)	Achat de la monnaie canadienne.....	147 000 000	.....	.....	147 000 000
(L)	Subventions législatives (<i>Lois constitutionnelles de 1867 à 1982</i> , et autres autorisations législatives)	32 000 000	.....	.....	32 000 000
(L)	Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (<i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	(671 858 000)	.....	.....	(671 858 000)
(L)	Paievements de remplacement au titre des programmes permanents (Partie VI – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	(3 047 889 000)	.....	.....	(3 047 889 000)
(L)	Incitatif pour l'élimination des impôts provinciaux sur le capital (<i>Loi d'exécution du budget de 2007</i>).....	180 000 000	.....	49 000 000	229 000 000

FINANCES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
(L) Fiducie pour l'infrastructure du transport en commun (Loi d'exécution du budget de 2008) .....	.....	.....	500 000 000	500 000 000
(L) Fonds de recrutement de policiers (Loi d'exécution du budget de 2008).....	.....	.....	400 000 000	400 000 000
(L) Fiducie pour les projets de démonstration de captage et de stockage du carbone de la Saskatchewan (Loi d'exécution du budget de 2008).....	.....	.....	240 000 000	240 000 000
(L) Paiement transitoire à la Saskatchewan au titre du Transfert canadien en matière de programmes sociaux (Loi d'exécution du budget de 2008) .....	.....	.....	31 204 000	31 204 000
(L) Paiement à la Nouvelle-Écosse pour le stockage du carbone (Loi d'exécution du budget de 2008).....	.....	.....	5 000 000	5 000 000
(L) Paiement transitoire au Nunavut au titre du Transfert canadien en matière de programmes sociaux (Loi d'exécution du budget de 2008).....	.....	.....	705 000	705 000
Total des dépenses budgétaires.....	80 398 103 772	(2 000 000)	(698 691 000)	79 697 412 772
L10a Conformément à la Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes, émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, d'un montant ne devant pas dépasser 384 280 000 \$ en faveur de l'Association internationale de développement	2	.....	.....	2
(L) Paiements et encaissement de billets délivrés à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement – Souscriptions au capital (non-budgétaire) (L.C. 1991, ch. 12).....	3 075 000	.....	.....	3 075 000
Total des dépenses non budgétaires.....	3 075 002	.....	.....	3 075 002
Total du Ministère.....	80 401 178 774	(2 000 000)	(698 691 000)	79 700 487 774
Vérificateur général				
15 Dépenses du Programme.....	75 811 050	.....	.....	75 811 050
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	9 620 000	.....	.....	9 620 000
Total de l'organisme	85 431 050	.....	.....	85 431 050
Tribunal canadien du commerce extérieur				
20 Dépenses du Programme.....	9 449 300	.....	.....	9 449 300
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 168 000	.....	.....	1 168 000
Total de l'organisme	10 617 300	.....	.....	10 617 300
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada				
25 Dépenses du Programme.....	51 221 052	.....	.....	51 221 052
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 235 000	.....	.....	4 235 000
Total de l'organisme	55 456 052	.....	.....	55 456 052

FINANCES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Bureau du surintendant des institutions financières				
30 Dépenses du Programme.....	853 000	.....	.....	853 000
(L) Dépense des recettes conformément au paragraphe 17(2) de la <i>Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières</i> (L.R., 1985, ch. 18 [3 ^e suppl.])	1	.....	.....	1
Total de l'organisme	853 001	.....	.....	853 001
PPP Canada Inc.				
32a Paiements à PPP Canada Inc. pour le fonctionnement et l'exécution des programmes	2 900 000	.....	.....	2 900 000
33a Paiements à PPP Canada Inc. pour les investissements du Fonds P3	92 600 000	.....	.....	92 600 000
(L) Paiements à PPP Canada Inc. (<i>Loi d'exécution du budget et de l'énoncé économique de 2007</i>).....	5 000 000	.....	.....	5 000 000
Total de l'organisme	100 500 000	.....	.....	100 500 000
Total du portefeuille.....	80 654 036 177	(2 000 000)	(698 691 000)	79 953 345 177

FINANCES

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Finances demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Paiement à la province de la Nouvelle-Écosse concernant un paiement de rajustement de la part de la Couronne pour des montants accordés au cours des années antérieures jusqu'au 31 mars 2008* .....	.....	234 400	234 400
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	15 000	.....	15 000
Total des crédits à adopter	15 000	234 400	249 400
Crédits législatifs			
Nouvelles prévisions relatives aux paiements de transfert aux gouvernements provinciaux et territoriaux.....			1 225 909
Nouvelles prévisions relatives aux frais de la dette en raison d'une révision à la baisse importante des taux d'intérêt prévus.....			(2 174 000)
Total des crédits législatifs			(948 091)
Total des rajustements des crédits			(698 691)
Transferts			
Transfert à l'Agence de développement international – Pour appuyer le nouveau mécanisme de gestion de la dette des pays pauvres de la Banque mondiale.....	.....	(2 000)	(2 000)
Présent budget supplémentaire des dépenses	15 000	232 400	(700 691)

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
Paiement à la province de la Nouvelle-Écosse concernant un paiement de rajustement de la part de la Couronne pour des montants accordés au cours des années antérieures jusqu'au 31 mars 2008	234 400 000	.....
Montant total brut des contributions	234 400 000	.....
Autres paiements de transfert		
(L) Fiducie pour l'infrastructure du transport en commun (<i>Loi d'exécution du budget de 2008</i>).....	.....	500 000 000
(L) Fonds de recrutement de policiers (<i>Loi d'exécution du budget de 2008</i>).....	.....	400 000 000
(L) Fiducie pour les projets de démonstration de captage et de stockage du carbone (<i>Loi d'exécution du budget de 2008</i>).....	.....	240 000 000
(L) Incitatif financier provisoire pour les provinces qui aboliront leurs impôts sur le capital (<i>Loi d'exécution du budget de 2007</i>).....	.....	49 000 000
(L) Paiement transitoire à la Saskatchewan au titre du Transfert canadien en matière de programmes sociaux (<i>Loi d'exécution du budget de 2008</i>).....	.....	31 204 000
(L) Paiement à la Nouvelle-Écosse pour le stockage du carbone (<i>Loi d'exécution du budget de 2008</i>).....	.....	5 000 000
(L) Paiement transitoire au Nunavut au titre du Transfert canadien en matière de programmes sociaux (<i>Loi d'exécution du budget de 2008</i>).....	.....	705 000
Montant total brut des autres paiements de transfert	.....	1 225 909 000
Montant total brut des paiements de transfert	234 400 000	1 225 909 000
Moins : Fonds transférés à un autre crédit	2 000 000	.....
Montant net des paiements de transfert	232 400 000	1 225 909 000

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

* Un montant de 125 400 000 \$ provenant du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor a été approuvé en vue de financer temporairement ce poste. Un sommaire des postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor se trouve au début de ce document.

INDUSTRIE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1b	Dépenses de fonctionnement et autorisation d'affecter les recettes, perçues au cours d'un exercice, qui ont trait à la recherche sur les communications, aux faillites et aux corporations et celles qui découlent des services et des processus de réglementation, prévus en vertu de la <i>Loi sur la concurrence</i> : dépôt d'un avis préalable à une fusion, certificats de décisions préalables, avis consultatifs et photocopies et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 905 200 \$ du crédit 10 (Industrie) et de 325 000 \$ du crédit 1 (Ressources naturelles) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	384 139 051	(1 644 705)	33 418 170	415 912 516
5b	Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 526 500 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>	16 370 226	3 526 500	1	19 896 727
10b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	601 734 412	(2 280 200)	52 987 317	652 441 529
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	50 078 000	.....	.....	50 078 000
(L)	Ministre de l'Industrie – Traitement et allocation pour automobile	76 422	.....	.....	76 422
(L)	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i> (L.C., 1998, ch. 36)	81 715 000	.....	23 300 000	105 015 000
(L)	Subvention à CANARIE inc. pour exploiter et développer la prochaine génération du Réseau de recherche avancée du Canada (Canet5)	15 000 000	.....	.....	15 000 000
(L)	Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada	4 852 000	.....	.....	4 852 000
(L)	Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i> (L.R., 1985, ch. S-11)	2 050 000	.....	.....	2 050 000
	Total des dépenses budgétaires.....	1 156 015 111	(398 405)	109 705 488	1 265 322 194
L15	Paiements conformément au paragraphe 14(2) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	300 000	.....	.....	300 000
L20	Prêts conformément à l'alinéa 14(1a) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	500 000	.....	.....	500 000
	Total des dépenses non budgétaires.....	800 000	.....	.....	800 000
	Total du Ministère.....	1 156 815 111	(398 405)	109 705 488	1 266 122 194

INDUSTRIE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Agence spatiale canadienne				
25b Dépenses de fonctionnement	202 358 200	(600 000)	.....	201 758 200
30a Dépenses en capital.....	118 413 000	.....	.....	118 413 000
35b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 600 000 \$ du crédit 25 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>	46 431 000	600 000	1	47 031 001
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	10 563 000	.....	.....	10 563 000
Total de l'organisme	377 765 200	.....	1	377 765 201
Commission canadienne du tourisme				
40 Dépenses du Programme.....	82 646 000	.....	.....	82 646 000
Total de l'organisme	82 646 000	.....	.....	82 646 000
Tribunal de la concurrence				
45b Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 300 000 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>	1 622 800	300 000	1	1 922 801
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	153 000	.....	.....	153 000
Total de l'organisme	1 775 800	300 000	1	2 075 801
Commission du droit d'auteur				
50 Dépenses du Programme.....	2 431 750	.....	.....	2 431 750
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	289 000	.....	.....	289 000
Total de l'organisme	2 720 750	.....	.....	2 720 750
Conseil national de recherches du Canada				
55b Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 123 500 \$ du crédit 20 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	403 808 049	(1 893 833)	10 509 312	412 423 528
60b Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 995 000 \$ du crédit 55 (Industrie) et de 6 906 988 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	41 762 000	7 901 988	175 000	49 838 988
65b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 375 000 \$ du crédit 10 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>	143 582 000	375 000	1	143 957 001
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	45 980 000	.....	.....	45 980 000
(L) Dépense des recettes conformément à l'alinéa 5(1)e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i> (L.R., 1985, ch. N-15).....	83 495 000	.....	.....	83 495 000
Total de l'organisme	718 627 049	6 383 155	10 684 313	735 694 517

INDUSTRIE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie				
70b Dépenses de fonctionnement	42 851 850	.....	258 007	43 109 857
75b Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 000 000 \$ du crédit 5 (Ressources naturelles) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	919 378 750	920 000	480 000	920 778 750
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 129 000	.....	.....	4 129 000
Total de l'organisme	966 359 600	920 000	738 007	968 017 607
Conseil de recherches en sciences humaines				
80b Dépenses de fonctionnement	22 312 651	.....	1 520 057	23 832 708
85b Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 297 528 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	621 929 422	297 528	750 000	622 976 950
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 342 000	.....	.....	2 342 000
Total de l'organisme	646 584 073	297 528	2 270 057	649 151 658
Conseil canadien des normes				
90 Paiements versés au Conseil canadien des normes aux termes de l'article 5 de la <i>Loi sur le Conseil canadien des normes</i>	7 129 000	.....	.....	7 129 000
Total de l'organisme	7 129 000	.....	.....	7 129 000
Statistique Canada				
95a Dépenses du Programme, contributions et autorisation de dépenser les recettes de l'exercice	429 920 602	.....	.....	429 920 602
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	63 870 000	.....	.....	63 870 000
Total de l'organisme	493 790 602	.....	.....	493 790 602
Total du portefeuille.....	4 454 213 185	7 502 278	123 397 867	4 585 113 330

INDUSTRIE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Industrie demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Réinvestissement des recettes provenant de contributions remboursables pour appuyer les besoins de fonctionnement.....	24 510	.....	.....	24 510
Fonds destinés au Programme d'infrastructures Canada-Ontario visant à investir dans les infrastructures municipales urbaine et rurale en Ontario .....	.....	.....	23 534	23 534
Fonds visant à aider les jeunes à acquérir des compétences en matière de technologies de l'information et des communications afin de mieux les préparer à la recherche d'un emploi	430	.....	9 563	9 993
Financement pour le Fonds d'innovation pour le secteur de l'automobile afin d'appuyer l'innovation dans le secteur de l'automobile en vue de concevoir et de construire des véhicules moins polluants et plus écoénergétiques.....	858	.....	9 000	9 858
Fonds afin de fournir l'accès à Internet aux Canadiens et aux collectivités	1 440	.....	8 100	9 540
Fonds consacrés à la coordination de l'ensemble des politiques et des opérations gouvernementales liées au projet gazier Mackenzie (<i>poste horizontal</i>).....	5 219	.....	.....	5 219
Fonds pour le Mécanisme de financement structuré afin d'accorder une réduction du taux d'intérêt aux acheteurs de nouveaux navires construits au Canada .....	.....	.....	2 790	2 790
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle.....	796	.....	.....	796
Fonds consacrés à la gestion des contributions en vertu du Fonds Chantiers Canada	107	.....	.....	107
Financement consacré au Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique à des fins d'investissements dans des projets d'infrastructures publiques conçus pour améliorer la qualité de vie dans les communautés urbaines et rurales (<i>poste horizontal</i>)...	59	.....	.....	59
Total des crédits à adopter	33 419	.....	52 987	86 406
Crédits législatifs				
Fonds pour les paiements proposés à des prêteurs concernant des réclamations de prêts faites en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i>				23 300
Total des rajustements des crédits				109 706
Transferts				
Transfert de Ressources naturelles – Pour appuyer et coordonner la réponse du gouvernement à l'évaluation environnementale liée au projet gazier Mackenzie.....	325	.....	.....	325
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour appuyer des investissements dans divers projets d'immobilisation.....	(3 527)	3 527	.....	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour l'Office des technologies industrielles.....	1 905	.....	(1 905)	.....
Transfert à l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada – Pour soutenir la collectivité nationale des gestionnaires	(48)	.....	.....	(48)
Transfert au Tribunal de la concurrence – Pour des fonds supplémentaires afin de traiter les causes	(300)	.....	.....	(300)
Transfert au Conseil national de recherches du Canada – Pour appuyer la Toronto Region Research Alliance .....	.....	.....	(375)	(375)
Total des transferts	(1 645)	3 527	(2 280)	(398)
Présent budget supplémentaire des dépenses	31 774	3 527	50 707	109 308

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

INDUSTRIE

Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
Contributions		
Contributions en vertu du Programme infrastructures Canada	23 533 955	.....
(L) Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i>.....	.....	23 300 000
Contributions en vertu du Programme d'accès communautaire.....	17 663 362	.....
Contributions en vertu du Fond d'innovation pour le secteur de l'automobile	9 000 000	.....
Contributions en vertu du Mécanisme de financement structuré	2 790 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	52 987 317	23 300 000
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	2 280 200	.....
Montant net des paiements de transfert	50 707 117	23 300 000

Agence spatiale canadienne

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence spatiale canadienne demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts	<u>Crédit 25</u>	<u>Crédit 35</u>	<u>Total</u>
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour le financement de subventions aux universités pour la recherche sur la nanotechnologie	(600)	600	.....

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
Subventions		
Programme global de subventions à l'appui de la sensibilisation, de la recherche et de la formation en sciences et technologies spatiales.....	600 000	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Tribunal de la concurrence

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Tribunal de la concurrence demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts	<u>Crédit 45</u>
Transfert d'Industrie – Pour des fonds supplémentaires afin de traiter les causes	300

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

INDUSTRIE

Conseil national de recherches du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil national de recherches du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 55	Crédit 60	Crédit 65	Total
Fonds pour renouveler l'Initiative de recherche et développement en génomique (<i>poste horizontal</i>).....	5 367	.....	.....	5 367
Fonds pour la réalisation des initiatives de développement de grappes technologiques à Regina et à Charlottetown.....	5 143	175	.....	5 318
Total des crédits à adopter	10 510	175	.....	10 685
Transferts				
Transfert de la Défense nationale – Pour le transfert de 36 hectares de terre à Ottawa.....	.....	6 907	.....	6 907
Transfert d'Industrie – Pour appuyer la Toronto Region Research Alliance.....	.....	.....	375	375
Transfert des Instituts de recherche en santé du Canada – Pour appuyer l'élaboration et la mise en œuvre d'un site Web PubMed Central international.....	123	.....	.....	123
Réaffectation des ressources à l'interne – Fonds pour le Programme sur l'air intérieur, un volet du Programme sur l'air pur du gouvernement.....	(995)	995	.....	.....
Transfert à Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour le Programme de formation scientifique dans le Nord.....	(25)	.....	.....	(25)
Transfert à Ressources naturelles – Rétablissement des fonds pour la mise à jour du document Code modèle national de l'énergie pour les bâtiments - Canada.....	(497)	.....	.....	(497)
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour soutenir le partenariat du Programme de la plateforme nord-américaine.....	(500)	.....	.....	(500)
Total des transferts	(1 894)	7 902	375	6 383
Présent budget supplémentaire des dépenses	8 616	8 077	375	17 068

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
Programme d'aide à la recherche industrielle Contributions aux organismes.....	375 000	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

INDUSTRIE

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 70	Crédit 75	Total
Fonds pour l'établissement de bourses qui seront octroyées aux meilleurs étudiants au doctorat canadiens et étrangers, pour l'établissement d'une nouvelle allocation pour études internationales, et pour renforcer la capacité des universités canadiennes d'attirer et de garder les plus grands scientifiques du monde (<i>poste horizontal</i>).....	258	480	738
Transferts			
Transfert de Ressources naturelles – Pour appuyer le Programme des technologies énergétiques de quatrième génération qui porte principalement sur la recherche et le développement du réacteur refroidi à l'eau supercritique.....	.....	1 000	1 000
Transfert à Défense nationale – Pour appuyer les activités de recherche au Collège militaire royal du Canada (Programme d'appui aux professeurs universitaires).....	.....	(80)	(80)
Total des transferts	.....	920	920
Présent budget supplémentaire des dépenses	258	1 400	1 658

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Subventions		
Subventions et bourses.....	1 000 000	.....
Bourses d'études supérieures du Canada	480 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	1 480 000	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>80 000</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	1 400 000	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

INDUSTRIE

Conseil de recherches en sciences humaines

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil de recherches en sciences humaines demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 80	Crédit 85	Total
Fonds pour l'établissement de bourses qui seront octroyées aux meilleurs étudiants au doctorat canadiens et étrangers, pour l'établissement d'une nouvelle allocation pour études internationales, et pour renforcer la capacité des universités canadiennes d'attirer et de garder les plus grands scientifiques du monde (<i>poste horizontal</i>).....	1 520	750	2 270
Transferts			
Transfert de Patrimoine canadien – Pour des projets de recherche sur l'élaboration de politiques concernant la participation sportive .....	.....	298	298
Présent budget supplémentaire des dépenses	1 520	1 048	2 568

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Subventions		
Bourses d'études supérieures du Canada	750 000	.....
Subventions et bourses.....	297 528	.....
Total des paiements de transfert	1 047 528	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

JUSTICE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1b	Dépenses de fonctionnement, et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter au cours d'un exercice les recettes, et de compenser les dépenses engagées au cours du même exercice, qui découlent de la prestation de services juridiques fournis de manière obligatoire aux ministères et organismes fédéraux et de manière facultative à des sociétés d'État, à des organisations non fédérales et internationales, à condition que ces services soient conformes au mandat du Ministère et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an			
	286 630 441	.....	9 262 349	295 892 790
5b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions			
	372 189 784	.....	16 000 000	388 189 784
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés			
	63 281 000	.....	.....	63 281 000
(L)	Ministre de la Justice et procureur général du Canada – Traitement et allocation pour automobile.....			
	76 422	.....	.....	76 422
	722 177 647	.....	25 262 349	747 439 996
Commission canadienne des droits de la personne				
10	Dépenses du Programme.....			
	18 908 158	.....	.....	18 908 158
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés			
	2 221 000	.....	.....	2 221 000
	21 129 158	.....	.....	21 129 158
Tribunal canadien des droits de la personne				
15	Dépenses du Programme.....			
	4 182 794	.....	.....	4 182 794
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés			
	384 000	.....	.....	384 000
	4 566 794	.....	.....	4 566 794

JUSTICE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Commissaire à la magistrature fédérale					
20	Dépenses de fonctionnement, traitements, indemnités et dépenses pour les juges, y compris les juges adjoints de la Cour suprême du Yukon, de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest et de la Cour de justice du Nunavut, non prévus dans la <i>Loi sur les juges</i> et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes de l'année générées par la prestation de services administratifs et de formation judiciaire	8 154 150	.....	.....	8 154 150
25	Conseil canadien de la magistrature – Dépenses de fonctionnement	1 673 700	.....	.....	1 673 700
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	824 000	.....	.....	824 000
(L)	Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat (L.R., 1985, ch. J-1)	397 971 000	.....	.....	397 971 000
	Total de l'organisme	408 622 850	.....	.....	408 622 850
Service administratif des tribunaux judiciaires					
30b	Dépenses du Programme.....	57 238 574	.....	1 349 175	58 587 749
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 194 000	.....	.....	6 194 000
	Total de l'organisme	63 432 574	.....	1 349 175	64 781 749
Bureau du directeur des poursuites pénales					
35a	Dépenses du Programme, et, conformément au paragraphe finances publiques, autorisation de dépenser au cours d'un exercice les recettes générées par la prestation de services de poursuites et de services connexes aux ministères et organismes fédéraux et de services facultatifs aux sociétés d'État, à des organismes non gouvernementaux et internationaux, à condition que ces services soient conformes au mandat du Bureau du directeur des poursuites pénales et de compenser les dépenses connexes au cours du même exercice	145 141 907	.....	.....	145 141 907
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	14 630 000	.....	.....	14 630 000
	Total de l'organisme	159 771 907	.....	.....	159 771 907

JUSTICE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada					
40a	Commissariat à l'information du Canada – Dépenses du Programme.....	8 828 231	.....	.....	8 828 231
45b	Commissariat à la protection de la vie privée du Canada – Dépenses du Programme.....	16 686 100	.....	3 071 389	19 757 489
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 861 000	.....	.....	2 861 000
	Total de l'organisme	28 375 331	.....	3 071 389	31 446 720
Cour suprême du Canada					
50	Dépenses du Programme.....	22 716 850	.....	.....	22 716 850
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 236 000	.....	.....	2 236 000
(L)	Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat (L.R., (1985), ch. J-1)	5 171 000	.....	.....	5 171 000
	Total de l'organisme	30 123 850	.....	.....	30 123 850
	Total du portefeuille.....	1 438 200 111	.....	29 682 913	1 467 883 024

JUSTICE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Justice demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour le renouvellement du financement de la Stratégie de justice familiale axée sur l'enfant	7 187	16 000	23 187
Fonds pour l'Enquête interne sur les actions des responsables canadiens relativement à Abdullah Almalki, Ahmad Abou-Elmaati et Muayyed Nureddin et ressources nécessaires pour permettre aux ministères de mener l'enquête (<i>poste horizontal</i>) ...	1 381	.....	1 381
Fonds pour la mise en œuvre de l'initiative fédérale de lutte contre les mauvais traitements envers les aînés afin d'assurer la dignité et la sécurité de ces derniers (<i>poste horizontal</i>)	694	.....	694
Total des crédits à adopter	9 262	16 000	25 262
Présent budget supplémentaire des dépenses	9 262	16 000	25 262

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Subventions		
Subventions à l'appui du Fonds du droit de la famille axé sur l'enfant.....	50 000	.....
Contributions		
Contributions à l'appui du Fonds du droit de la famille axé sur l'enfant	15 950 000	.....
Total des paiements de transfert	16 000 000	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Service administratif des tribunaux judiciaires

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Service administratif des tribunaux judiciaires demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 30
Fonds pour le déménagement d'employés de la région de la capitale nationale au 90, rue Sparks, Ottawa	1 349

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

JUSTICE

Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Les Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada demandent des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter

Crédit 45

Fonds pour offrir des programmes à la lumière de l'adoption de nouvelles lois, telles que la <i>Loi fédérale sur la responsabilité</i> , pour éliminer l'arriéré des enquêtes en matière de protection de la vie privée, pour sensibiliser davantage le public et pour établir une fonction de vérification interne.....	3 071
--	--------------

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

PARLEMENT

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Sénat					
1	Dépenses du Programme, y compris une indemnité de logement en remplacement d'une résidence pour le président du Sénat, versements à l'égard des coûts de fonctionnement des bureaux des sénateurs, contributions et subventions inscrites au Budget des dépenses et autorisation de dépenser au cours d'un exercice les recettes perçues, inhérentes aux activités du Sénat, au cours de ce même exercice.....	58 467 000	.....	.....	58 467 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 717 000	.....	.....	6 717 000
(L)	Dignitaires du Sénat et sénateurs – Traitements, allocations et autres paiements versés au président du Sénat, aux sénateurs et autres dignitaires du Sénat en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> ; contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires (L.R., 1985 ch. M-5)	25 048 000	.....	.....	25 048 000
	Total de l'organisme	90 232 000	.....	.....	90 232 000
Chambre des communes					
5b	Dépenses du Programme, y compris une indemnité de logement au lieu d'une résidence pour le président de la Chambre des communes et au lieu d'un appartement pour le vice-président, les versements pour le fonctionnement des bureaux de circonscription des députés, les contributions et l'autorisation de dépenser les recettes de l'exercice provenant des activités de la Chambre des communes – Pour autoriser le virement au présent crédit de 8 093 000 \$ du crédit 10 (Parlement) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>	269 001 055	8 093 000	2 578 712	279 672 767
10b	Dépenses en capital.....	8 093 000	(8 093 000)	.....	.....
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	34 944 000	.....	.....	34 944 000
(L)	Députés – Traitements et indemnités des agents supérieurs et des députés de la Chambre des communes en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires.....	113 014 081	.....	1 403 200	114 417 281
	Total de l'organisme	425 052 136	.....	3 981 912	429 034 048
Bibliothèque du Parlement					
15	Dépenses du Programme, y compris l'autorisation de dépenser les recettes produites durant l'exercice provenant des activités de la Bibliothèque du Parlement	36 310 819	.....	.....	36 310 819
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 721 000	.....	.....	4 721 000
	Total de l'organisme	41 031 819	.....	.....	41 031 819

PARLEMENT

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Commissariat aux conflits d'intérêt et à l'éthique				
20 Dépenses du Programme.....	6 566 850	.....	.....	6 566 850
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	790 000	.....	.....	790 000
Total de l'organisme	7 356 850	.....	.....	7 356 850
Conseiller sénatorial en éthique				
25 Dépenses du Programme.....	689 000	.....	.....	689 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	102 000	.....	.....	102 000
Total de l'organisme	791 000	.....	.....	791 000
Total du portefeuille.....	564 463 805	.....	3 981 912	568 445 717

PARLEMENT

Chambre des communes

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Chambre des communes demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 5	Crédit 10	Total
Coûts de fonctionnement supplémentaires pour des éléments tels que les technologies de l'information et les conventions collectives.....	2 579	.....	2 579
Crédits législatifs			
Augmentation des traitements et indemnités versés aux agents supérieurs et aux députés de la Chambre des communes et contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires ainsi qu'au compte de convention de retraite des parlementaires			1 403
Total des rajustements des crédits			3 982
Transferts			
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour soutenir les coûts de fonctionnement supplémentaires relatifs à des projets de technologie de l'information.....	8 093	(8 093)	.....
Présent budget supplémentaire des dépenses	10 672	(8 093)	3 982

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

PATRIMOINE CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1b	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes générées au cours de l'exercice par l'Institut canadien de conservation, le Réseau canadien d'information sur le patrimoine, le Service de transport des expositions et le Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 25 583 \$ du crédit 10 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>	284 716 121	(6 944 046)	1	277 772 076
5b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 104 929 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) et de 80 000 \$ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	1 111 720 702	(786 099)	29 177 000	1 140 111 603
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	28 254 000	.....	.....	28 254 000
(L)	Ministre du Patrimoine canadien – Traitement et allocation pour automobile	76 422	.....	.....	76 422
(L)	Traitements des lieutenants-gouverneurs.....	1 129 000	.....	.....	1 129 000
(L)	Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs</i> (L.R., 1985, ch. L-8).....	637 000	.....	.....	637 000
(L)	Prestations de retraite supplémentaires – lieutenants-gouverneurs précédents.....	182 000	.....	.....	182 000
	Total du Ministère.....	1 426 715 245	(7 730 145)	29 177 001	1 448 162 101
Conseil des Arts du Canada					
10b	Paiements au Conseil des Arts du Canada, aux termes de l'article 18 de la <i>Loi sur le Conseil des Arts du Canada</i> , devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de cette loi – Pour autoriser le virement au présent crédit de 27 500 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>	182 076 001	1 917	1	182 077 919
	Total de l'organisme	182 076 001	1 917	1	182 077 919
Société Radio-Canada					
15b	Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 000 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>	1 020 405 000	2 000 000	1	1 022 405 001
20	Paiements à la Société Radio-Canada pour le fonds de roulement	4 000 000	.....	.....	4 000 000
25	Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses en capital.....	91 019 000	.....	.....	91 019 000
	Total de l'organisme	1 115 424 000	2 000 000	1	1 117 424 001

PATRIMOINE CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Musée canadien des droits de la personne				
27b Paiements au Musée canadien des droits de la personne à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital .....	.....	.....	5 000 000	5 000 000
Total de l'organisme .....	.....	.....	5 000 000	5 000 000
Musée canadien des civilisations				
30b Paiements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 093 093 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	61 429 000	2 093 093	3 600 000	67 122 093
Total de l'organisme	61 429 000	2 093 093	3 600 000	67 122 093
Musée canadien de la nature				
35b Paiements au Musée canadien de la nature à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	59 176 000	.....	3 040 000	62 216 000
Total de l'organisme	59 176 000	.....	3 040 000	62 216 000
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes				
40a Dépenses du Programme et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes de l'exercice en vertu du <i>Règlement de 1995 sur les droits de télécommunication</i> , du <i>Règlement de 1997 sur les droits de licence de radiodiffusion</i> , et des autres activités d'exploitation, jusqu'à concurrence des montants approuvés par le Conseil du Trésor	10 117 294	.....	.....	10 117 294
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 466 000	.....	.....	5 466 000
Total de l'organisme	15 583 294	.....	.....	15 583 294
Bibliothèque et Archives du Canada				
45b Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes produites pour compenser les dépenses connexes engagées durant l'exercice et attribuables à l'accès à la collection et à sa reproduction – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 129 036 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	149 417 597	2 129 036	600 000	152 146 633
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 853 000	.....	.....	11 853 000
Total de l'organisme	161 270 597	2 129 036	600 000	163 999 633

Nota : En vertu du décret C.P. 2008-1488, le 10 août 2008 est la date d'entrée en vigueur de la *Loi modifiant la Loi sur les musées et d'autres lois en conséquence* qui établit le nouveau Musée canadien des droits de la personne.

PATRIMOINE CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Société du Centre national des Arts				
50b Paiements à la Société du Centre national des Arts – Pour autoriser le virement au présent crédit de 450 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) et de 250 000 \$ du crédit 5 (Diversification de l'économie de l'Ouest canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>	49 745 641	700 000	1	50 445 642
Total de l'organisme	49 745 641	700 000	1	50 445 642
Commission des champs de bataille nationaux				
55b Dépenses du Programme.....	8 360 539	.....	400 000	8 760 539
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	374 000	.....	.....	374 000
(L) Dépenses aux termes du paragraphe 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	1 600 000	.....	.....	1 600 000
Total de l'organisme	10 334 539	.....	400 000	10 734 539
Office national du film				
60a Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	66 110 943	.....	.....	66 110 943
(L) Fonds renouvelable de l'Office national du film .....	.....	.....	.....	.....
Total de l'organisme	66 110 943	.....	.....	66 110 943
Musée des beaux-arts du Canada				
65b Paiements au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....	45 268 000	.....	1 830 000	47 098 000
70 Paiement au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard de l'acquisition d'objets pour la collection.....	8 000 000	.....	.....	8 000 000
Total de l'organisme	53 268 000	.....	1 830 000	55 098 000
Musée national des sciences et de la technologie				
75b Paiements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	31 028 000	.....	2 730 000	33 758 000
Total de l'organisme	31 028 000	.....	2 730 000	33 758 000
Commission de la fonction publique				
80b Dépenses du Programme et, conformément au paragraphe 29.1 (2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter au cours du même exercice les revenus et de compenser les dépenses engagées au cours du même exercice par la prestation des produits et services d'évaluation et de counseling	90 697 495	.....	1 248 792	91 946 287
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 673 000	.....	.....	11 673 000
Total de l'organisme	102 370 495	.....	1 248 792	103 619 287
Commission des relations de travail dans la fonction publique				
85b Dépenses du Programme.....	6 526 850	.....	5 401 410	11 928 260
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	760 000	.....	.....	760 000
Total de l'organisme	7 286 850	.....	5 401 410	12 688 260

PATRIMOINE CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Tribunal de la dotation de la fonction publique				
90 Dépenses du Programme.....	4 703 550	.....	.....	4 703 550
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	487 000	.....	.....	487 000
Total de l'organisme	5 190 550	.....	.....	5 190 550
Greffé du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles				
95 Dépenses du Programme.....	1 726 180	.....	.....	1 726 180
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	189 000	.....	.....	189 000
Total de l'organisme	1 915 180	.....	.....	1 915 180
Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice				
100a Dépenses de fonctionnement	8 903 295	.....	.....	8 903 295
105b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 300 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	21 950 000	300 000	2 900 000	25 150 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 012 000	.....	.....	1 012 000
Total de l'organisme	31 865 295	300 000	2 900 000	35 065 295
Téléfilm Canada				
110b Paiements à Téléfilm Canada devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i> – Pour autoriser le virement au présent crédit de 75 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>	107 722 001	75 000	1	107 797 002
Total de l'organisme	107 722 001	75 000	1	107 797 002
Total du portefeuille.....	3 488 511 631	(431 099)	55 927 207	3 544 007 739

PATRIMOINE CANADIEN

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Patrimoine canadien demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour la cérémonie d'ouverture et pour les coûts en capital liés aux sites d'épreuves sportives et à d'autres activités dans le cadre des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010.....	.....	21 177	21 177
Fonds pour le Programme de soutien au sport afin d'investir dans les sports d'été de haut niveau.....	.....	8 000	8 000
Fonds pour augmenter la participation des citoyens dans les collectivités par l'entremise d'événements et d'activités liés aux arts et au patrimoine (programme Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine).....	.....	900	900
Montant brut des crédits à adopter	.....	30 077	30 077
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	900	900
Total des crédits à adopter	.....	29 177	29 177
Transferts			
Transfert d'Affaires indienne et du Nord canadien – Pour les ententes de transferts de programmes et de services liées aux langues autochtones.....	.....	105	105
Transfert d'Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour sensibiliser le public et promouvoir la participation de la communauté aux activités de la Journée nationale des Autochtones.....	.....	80	80
Transfert du Conseil des arts du Canada – Pour partager les dépenses liées à la production de rapports statistiques sur les arts au Canada.....	26	.....	26
Transfert au Conseil des arts du Canada – Pour la mise à jour 2008 de l'étude nationale sur la rémunération du personnel de gestion et d'administration dans les organismes artistiques à but non lucratif.....	(28)	.....	(28)
Transfert à Téléfilm Canada – Pour appuyer des projets permettant l'accès à des produits culturels dans les deux langues officielles.....	.....	(75)	(75)
Transfert à Anciens Combattants – Pour appuyer le Projet Mémoire de l'Institut du Dominion afin de sensibiliser les jeunes Canadiens à l'importance de perpétuer le souvenir.....	.....	(100)	(100)
Transfert à l'Agence Parcs Canada – Pour le Programme national de reconnaissance historique afin de présenter l'histoire des opérations d'internement pendant la Première Guerre mondiale.....	(270)	.....	(270)
Transfert au Conseil de recherches en sciences humaines – Pour des projets de recherche sur l'élaboration de politiques concernant la participation sportive.....	.....	(298)	(298)
Transfert à Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice (300 \$), l'Agence Parcs Canada (122 \$) et Pêches et Océans (77 \$) – Pour le développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle) (<i>poste horizontal</i>).....	.....	(499)	(499)
Transfert à Bibliothèque et Archives du Canada (2 129 \$), au Musée canadien des civilisations (2 093 \$), à la Société Radio-Canada (2 000 \$) et la Société du Centre national des arts (450 \$) – À l'appui des activités visant à promouvoir la création de contenu culturel et sa mise en ligne et les autres projets de numérisation (Programme Culture canadienne en ligne) (<i>poste horizontal</i>).....	(6 672)	.....	(6 672)
Total des transferts	(6 944)	(787)	(7 731)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(6 944)	28 390	21 446

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 900 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de la diminution des besoins en contributions à la suite de la demande plus élevée que prévu de subventions qui visent à accroître la participation des citoyens par l'entremise d'événements et d'activités liés aux arts et au patrimoine.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

PATRIMOINE CANADIEN

Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
Subventions pour financer le programme Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine.....	900 000	.....
Montant total brut des subventions	900 000	.....
<u>Contributions</u>		
Contributions au Programme d'accueil des Jeux.....	18 577 000	.....
Contributions au Programme de soutien au sport.....	8 000 000	.....
Contributions à des organismes à but non lucratif, à des institutions canadiennes, à des particuliers, aux secteurs public et privé et aux autres ordres de gouvernement pour favoriser la participation à la société canadienne et aux activités de <i>Canada en fête!</i>	2 600 000	.....
Contributions à l'appui du Programme des Autochtones.....	184 929	.....
Montant total brut des contributions	29 361 929	.....
Montant total brut des paiements de transfert	30 261 929	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	900 000	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	971 028	.....
Montant net des paiements de transfert	28 390 901	.....

Conseil des Arts du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil des Arts du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

<u>Transferts</u>	<u>Crédit 10</u>
Transfert de Patrimoine canadien – Pour la mise à jour 2008 de l'étude nationale sur la rémunération du personnel de gestion et d'administration dans les organismes artistiques à but non lucratif.....	28
Transfert à Patrimoine canadien – Pour partager les dépenses liées à la production de rapports statistiques sur les arts au Canada.....	(26)
Présent budget supplémentaire des dépenses	2

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

PATRIMOINE CANADIEN

Société Radio-Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Société Radio-Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts	Crédit 15
Transfert de Patrimoine canadien – À l'appui des activités visant à promouvoir la création de contenu culturel et sa mise en ligne et les autres projets de numérisation (Programme Culture canadienne en ligne) (<i>poste horizontal</i>)	2 000

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Musée canadien des droits de la personne

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Musée canadien des droits de la personne demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 27
Fonds pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital du nouveau Musée canadien des droits de la personne	5 000

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

PATRIMOINE CANADIEN

Musée canadien des civilisations

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Musée canadien des civilisations demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 30
Fonds pour atténuer les pressions liées au fonctionnement et à l'infrastructure auxquelles fait face le Musée.....	3 600
Transferts	
Transfert de Patrimoine canadien – À l'appui des activités visant à promouvoir la création de contenu culturel et sa mise en ligne et les autres projets de numérisation (Programme Culture canadienne en ligne) (<i>poste horizontal</i>).....	2 093
Présent budget supplémentaire des dépenses	5 693

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Musée canadien de la nature

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Musée canadien de la nature demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 35
Fonds pour atténuer les pressions liées au fonctionnement et à l'infrastructure auxquelles fait face le Musée canadien de la nature.....	3 040

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

PATRIMOINE CANADIEN
Bibliothèque et Archives du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Bibliothèque et Archives du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 45
Fonds pour retenir les services de consultants dans le cadre d'initiatives particulières, telles que AMICAN, un projet visant à remplacer des systèmes désuets et à permettre la gestion des publications et des documents numériques du gouvernement; et pour faire face à l'augmentation de la charge de travail à la suite de la mise en œuvre de la <i>Loi fédérale sur la responsabilité</i>	600
Fonds pour compenser les fluctuations monétaires qui ont des répercussions sur les paiements destinés au réseau du Numéro international normalisé des publications en série	4
Montant brut des crédits à adopter	604
Fonds disponibles	
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	4
Total des crédits à adopter	600
Transferts	
Transfert de Patrimoine canadien – À l'appui des activités visant à promouvoir la création de contenu culturel et sa mise en ligne et les autres projets de numérisation (Programme Culture canadienne en ligne) (<i>poste horizontal</i>)	2 129
Présent budget supplémentaire des dépenses	2 729

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 45 : Des fonds autorisés totalisant 3 894 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de la réaffectation des ressources à l'interne pour faire face aux fluctuations monétaires qui ont des répercussions sur les paiements destinés au réseau du Numéro international normalisé des publications en série.

Paielements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Subventions		
Numéro international normalisé des publications en série	3 894	.....
Contributions		
La communauté archivistique canadienne pour appuyer des projets archivistiques qui mèneront à la mise sur pied d'un réseau national d'établissements canadiens d'archives, de fonds d'archives, d'activités et de services	1 020 241	.....
Montant total brut des paiements de transfert	1 024 135	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	3 894	.....
Montant net des paiements de transfert	1 020 241	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

PATRIMOINE CANADIEN

Société du Centre national des Arts

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Société du Centre national des Arts demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts	Crédit 50
Transfert de Patrimoine canadien – À l'appui des activités visant à promouvoir la création de contenu culturel et sa mise en ligne et les autres projets de numérisation (Programme Culture canadienne en ligne) (<i>poste horizontal</i>)	450
Transfert de Diversification de l'économie de l'Ouest canadien – Pour l'élaboration de Scène Colombie-Britannique à Ottawa, un festival qui mettra à l'honneur la communauté artistique de la province, ouvrira des portes à l'étranger pour les artistes et favorisera le tourisme culturel.....	250
Présent budget supplémentaire des dépenses	700

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Commission des champs de bataille nationaux

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission des champs de bataille nationaux demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 55
Fonds pour le paiement effectué à la suite d'un jugement défavorable rendu contre la Commission des champs de bataille nationaux.....	400

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Musée des beaux-arts du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Musée des beaux-arts du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 65
Fonds pour atténuer les pressions liées au fonctionnement et à l'infrastructure auxquelles fait face le Musée des beaux-arts du Canada.....	1 830

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

PATRIMOINE CANADIEN

Musée national des sciences et de la technologie

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Musée national des sciences et de la technologie demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 75
Fonds pour atténuer les pressions liées au fonctionnement et à l'infrastructure auxquelles fait face le Musée des sciences et de la technologie	2 730

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Commission de la fonction publique

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission de la fonction publique demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 80
Fonds pour des activités essentielles afin de poursuivre la mise en œuvre de la <i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i>	1 249

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Commission des relations de travail dans la fonction publique

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission des relations de travail dans la fonction publique demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 85
Fonds pour remplir le mandat élargi de la Commission des relations de travail dans la fonction publique en vertu de la <i>Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*</i>	5 401

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

* Un montant de 1 450 000 \$ provenant du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor a été approuvé en vue de financer temporairement ce poste. Un sommaire des postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor se trouve au début de ce document.

PATRIMOINE CANADIEN

Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 105
Financement pour le Fonds de partenariat pour les femmes afin d'établir des partenariats avec des organisations non gouvernementales admissibles et des institutions publiques pour améliorer la situation économique, sociale et culturelle des femmes	1 900
Financement pour le Fonds communautaire pour les femmes qui vise à améliorer la situation économique, sociale et culturelle des femmes au moyen de projets qui ont une incidence directe sur les femmes dans leur collectivité.....	1 000
Total des crédits à adopter	2 900
Transferts	
Transfert de Patrimoine canadien – Pour le développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle) (<i>poste horizontal</i>).....	300
Présent budget supplémentaire des dépenses	3 200

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
Subventions		
Programme de promotion de la femme – Subventions à des organismes de femmes et à d'autres organismes bénévoles dans le but de promouvoir la participation des femmes à la société canadienne.....	1 300 000	.....
Contributions		
Programme de promotion de la femme – Contributions à des organismes de femmes et à d'autres organismes bénévoles dans le but de promouvoir la participation des femmes à la société canadienne.....	1 900 000	.....
Total des paiements de transfert	3 200 000	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Téléfilm Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Téléfilm Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts	Crédit 110
Transfert de Patrimoine canadien – Pour appuyer des projets permettant l'accès à des produits culturels dans les deux langues officielles	75

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

PÊCHES ET OCÉANS

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
1b Dépenses de fonctionnement et :				
a) participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches, autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches, autorisation de consentir des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés;				
b) autorisation de consentir des avances recouvrables à l'égard des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis pour le compte de particuliers, d'organismes indépendants et d'autres gouvernements au cours de l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et la navigation maritime;				
c) autorisation de dépenser les recettes produites dans l'exercice au cours des activités ou par suite des activités de la Garde côtière canadienne;				
d) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 546 173 \$ du crédit 10 (Pêches et Océans), de 1 305 000 \$ du crédit 1 (Transports), de 549 800 \$ du crédit 1 (Environnement), de 42 500 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) et de 15 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	1 229 576 240	1 710 973	33 273 217	1 264 560 430
5b Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces, aux municipalités, à des autorités locales ou à des entrepreneurs privés à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations, et autorisation d'acheter et de vendre des bateaux de pêche commerciale	297 962 000	.....	12 954 945	310 916 945
10b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 722 500 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) et de 34 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	94 406 001	142 564	4 843 100	99 391 665
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	118 555 000	.....	.....	118 555 000
(L) Ministre des Pêches et Océans – Traitement et allocation pour automobile	76 422	.....	.....	76 422
Total du portefeuille.....	1 740 575 663	1 853 537	51 071 262	1 793 500 462

PÊCHES ET OCÉANS

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Pêches et Océans demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds afin d'atténuer l'incidence de l'augmentation des frais de carburant sur les opérations de la flotte de la Garde côtière canadienne.....	25 000	.....	.....	25 000
Fonds pour la flotte et les services maritimes fournis par la Garde côtière canadienne.....	.....	12 955	.....	12 955
Financement pour la mise en œuvre du nouveau Programme d'aquaculture.....	5 629	.....	4 700	10 329
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle.....	1 330	.....	.....	1 330
Fonds pour terminer la cartographie détaillée des fonds marins canadiens des océans Arctique et Atlantique et pour préparer la soumission du Canada à la Commission des limites du plateau continental dans le cadre de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (<i>poste horizontal</i>).....	968	.....	.....	968
Fonds pour l'établissement d'un centre des opérations de sécurité maritime – Grands lacs-Voie maritime du Saint-Laurent afin d'améliorer les capacités en matière de sécurité dans la région en repérant et en réagissant aux menaces à la sécurité nationale (<i>poste horizontal</i>).....	328	.....	.....	328
Fonds à l'appui de la participation des Premières nations aux pêches commerciales intégrées dans le Canada atlantique afin de renforcer la capacité de gestion et de gouvernance des pêches.....	.....	.....	143	143
Fonds provenant des recettes versées par des pollueurs à la Caisse d'indemnisation des dommages dus à la pollution par les hydrocarbures causée par les navires.....	18	.....	.....	18
Total des crédits à adopter	33 273	12 955	4 843	51 071
Transferts				
Transfert de Transports – Pour appuyer l'Association du port de Digby aux fins des réparations au Fishermen's Wharf de Digby, Nouvelle-Écosse.....	1 305	.....	.....	1 305
Transfert d'Environnement – Pour poursuivre la restauration des principaux secteurs aquatiques préoccupants mentionnés dans l'Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs conclu entre le Canada et les États-Unis.....	550	.....	.....	550
Transfert de Patrimoine canadien – Pour le développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle) (<i>poste horizontal</i>).....	43	.....	34	77
Transfert de la Défense nationale – Pour des initiatives de sécurité publique liées à l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire.....	15	.....	.....	15
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour le Programme des ports pour petits bateaux visant à assurer l'entretien des ports.....	1 409	.....	(1 409)	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour renforcer la capacité de conservation et de mise en valeur des pêches dans le territoire de Nunavik (Programme autochtone de gestion des ressources aquatiques et océaniques).....	137	.....	(137)	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour le Programme de subventions de dessaisissement de ports pour petits bateaux.....	(525)	.....	525	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour appuyer les organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans.....	(494)	.....	494	.....

PÊCHES ET OCÉANS

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour soutenir le perfectionnement et la recherche universitaire relativement aux priorités scientifiques (Programme de contribution à la recherche universitaire)	(261)	.....	261	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour faciliter la compréhension des données scientifiques sur les populations de saumons du bassin Fraser, l'affermissement des relations avec les intervenants et l'amélioration de la gestion des pêches	(256)	.....	256	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour appuyer la Garde côtière auxiliaire canadienne.....	(187)	.....	187	.....
Transfert à Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour le Programme de formation scientifique dans le Nord	(25)	.....	.....	(25)
Transfert à Environnement – Pour appuyer la participation des Autochtones dans les activités visant à protéger les espèces terrestres en péril dans le cadre de la <i>Loi sur les espèces en péril</i>..	.....	.....	(68)	(68)
Total des transferts	1 711	.....	143	1 854
Présent budget supplémentaire des dépenses	34 984	12 955	4 986	52 925

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Subventions		
Programme de subvention globale pour la disposition de ports pour petits bateaux.....	525 000	.....
Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans.....	30 000	.....
Montant total brut des subventions	555 000	.....
Contributions		
Programme d'innovation et d'accès au marché en aquaculture	4 700 000	.....
Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans.....	464 000	.....
Contribution à l'appui du programme de contribution à la recherche universitaire afin de soutenir le perfectionnement et la recherche universitaire relativement aux priorités scientifiques.....	260 800	.....
Contribution à la Fondation du saumon du Pacifique.....	255 700	.....
Ententes de contributions avec la Garde côtière auxiliaire canadienne pour assurer des services bénévoles de recherche et de sauvetage, et pour promouvoir la sécurité nautique grâce à des programmes de prévention des accidents et d'éducation	187 000	.....
Contributions à l'appui d'une participation accrue des Autochtones aux pêches commerciales, aux ententes de gestion des pêches coopératives et aux consultations liées aux ententes de pêches des Autochtones	143 100	.....
Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle	34 000	.....
Montant total brut des contributions	6 044 600	.....
Montant total brut des paiements de transfert	6 599 600	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>1 613 936</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	4 985 664	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1b	Dépenses de fonctionnement et :			
	a) autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada et du Compte d'assurance-emploi;			
	b) en vertu du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , le pouvoir de dépenser les recettes reçues au cours de l'exercice qui proviennent des services du Secteur des programmes d'accès public et des services visant à aider les provinces à administrer les programmes provinciaux financés aux termes des Ententes sur le développement du marché du travail en vue de compenser les dépenses connexes encourues au cours de l'exercice;			
	c) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an			
	637 393 850	.....	20 925 721	658 319 571
5b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 617 328 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de			
	1 737 196 543	617 328	37 357 758	1 775 171 629
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés			
	232 693 050	.....	.....	232 693 050
(L)	Ministre des Ressources humaines et du Développement social – Traitement et allocation pour automobile			
	76 422	.....	.....	76 422
(L)	Ministre du Travail et ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Traitement et allocation pour automobile			
	76 422	.....	.....	76 422
(L)	Versements de la Sécurité de la vieillesse (L.R. 1985, ch. O-9)			
	25 321 000 000	.....	.....	25 321 000 000
(L)	Versements du Supplément de revenu garanti (L.R. 1985, ch. O-9)			
	7 696 000 000	.....	.....	7 696 000 000
(L)	Prestation universelle pour la garde d'enfants			
	2 470 000 000	.....	.....	2 470 000 000
(L)	Paiements de subventions canadiennes pour l'épargne-études aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'encourager les Canadiens à épargner pour les études postsecondaires de leurs enfants			
	588 000 000	.....	.....	588 000 000
(L)	Versements d'allocations (L.R. 1985, ch. O-9)			
	573 000 000	.....	.....	573 000 000

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
(L) Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	327 974 000	.....	.....	327 974 000
(L) Subventions canadiennes pour études aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> ..	142 868 000	.....	.....	142 868 000
(L) Paiements d'indemnités à des agents de l'État (L.R., 1985 ch. G-5) et à des marins marchands (L.R., 1985 ch. M-6)	43 000 000	.....	.....	43 000 000
(L) Paiements de Bons d'études canadiens aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'appuyer l'accès à l'éducation postsecondaire des enfants de familles à faible revenu	34 000 000	.....	.....	34 000 000
(L) Paiements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	24 078 000	.....	.....	24 078 000
(L) Paiements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	6 769 000	.....	.....	6 769 000
(L) Redressements du passif actuariel de l'assurance de la fonction publique	145 000	.....	.....	145 000
(L) Prestations de retraite supplémentaires – Pensions pour les agents des rentes sur l'État	35 000	.....	.....	35 000
(L) Paiements d'intérêts aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	22 000	.....	.....	22 000
(L) Paiements en vertu du Programme de protection des salariés aux personnes admissibles pour les salaires et les indemnités de vacances qui sont dus par les employeurs en faillite ou mis sous séquestre, de même que les paiements aux syndicats et aux séquestres qui fourniront les renseignements nécessaires pour déterminer l'admissibilité .....	.....	.....	31 200 000	31 200 000
Total des dépenses budgétaires	39 834 327 287	617 328	89 483 479	39 924 428 094
(L) Prêts consentis en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> (non budgétaire)	906 297 000	.....	.....	906 297 000
Total des dépenses non budgétaires	906 297 000	.....	.....	906 297 000
Total du Ministère	40 740 624 287	617 328	89 483 479	40 830 725 094
Conseil canadien des relations industrielles				
10 Dépenses du Programme	11 554 650	.....	.....	11 554 650
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 490 000	.....	.....	1 490 000
Total de l'organisme	13 044 650	.....	.....	13 044 650

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Société canadienne d'hypothèques et de logement				
15b Rembourser à la Société canadienne d'hypothèques et de logement les remises accordées sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées et les dépenses contractées, ainsi que les pertes subies et les frais et débours engagés en vertu des dispositions de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> ou à l'égard des pouvoirs que la Société exerce ou des tâches et des fonctions qu'elle exécute, en conformité avec le pouvoir de toute loi du Parlement du Canada, autre que la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> , au titre du pouvoir qui lui est conféré par la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>	2 293 949 000	.....	11 100 000	2 305 049 000
Total des dépenses budgétaires.....	2 293 949 000	.....	11 100 000	2 305 049 000
(L) Avances consenties en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> (non-budgétaire).....	(210 200 000)	.....	.....	(210 200 000)
Total des dépenses non budgétaires.....	(210 200 000)	.....	.....	(210 200 000)
Total de l'organisme	2 083 749 000	.....	11 100 000	2 094 849 000
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs				
20 Dépenses du Programme.....	1 894 500	.....	.....	1 894 500
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	167 000	.....	.....	167 000
Total de l'organisme	2 061 500	.....	.....	2 061 500
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail				
25 Dépenses du Programme.....	4 050 103	.....	.....	4 050 103
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 031 000	.....	.....	1 031 000
Total de l'organisme	5 081 103	.....	.....	5 081 103
Total du portefeuille.....	42 844 560 540	617 328	100 583 479	42 945 761 347

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Ressources humaines et Développement des compétences demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour la Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance destinés à des refuges, des maisons de transition, des logements supervisés et des services de soutien connexes dans les collectivités urbaines et rurales partout au Canada.....	.....	27 358	27 358
Financement destiné au Fonds pour l'accessibilité pour permettre la construction et la rénovation de structures permanentes et de petits projets afin de les rendre pleinement accessibles aux personnes ayant différentes capacités.....	.....	10 000	10 000
Fonds pour la mise en œuvre du Programme canadien d'épargne-invalidité (Bon canadien pour l'épargne-invalidité et Subvention canadienne pour l'épargne-invalidité) et pour la mise en œuvre du Règlement sur l'épargne-invalidité visant à réduire les obstacles et à favoriser une plus grande autonomie pour les personnes handicapées en les encourageant à épargner et à contribuer à leur sécurité financière à long terme.....	9 309	.....	9 309
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	5 470	.....	5 470
Fonds pour la mise en œuvre de l'Initiative fédérale de lutte contre les mauvais traitements envers les aînés afin d'assurer la dignité et la sécurité de ces derniers (<i>poste horizontal</i>).....	3 322	.....	3 322
Fonds pour le fonctionnement du Programme de protection des salariés qui restitue les salaires et les indemnités de vacances qui sont dus aux travailleurs dont les employeurs ont déclaré faillite ou ont été mis sous séquestre dans le cadre de la <i>Loi sur la faillite et l'insolvabilité (poste horizontal)</i>	2 825	.....	2 825
Total des crédits à adopter	20 926	37 358	58 284
Crédits législatifs			
Fonds pour le fonctionnement du Programme de protection des salariés qui restitue les salaires et les indemnités de vacances qui sont dus aux travailleurs dont les employeurs ont déclaré faillite ou ont été mis sous séquestre dans le cadre de la <i>Loi sur la faillite et l'insolvabilité (poste horizontal)</i>			31 200
Total des rajustements des crédits			89 484
Transferts			
Transfert d'Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour l'Administration régionale Kativik afin de simplifier l'exécution des programmes pour les jeunes.....	.....	617	617
Présent budget supplémentaire des dépenses	20 926	37 975	90 101

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
(L) Paiements en vertu du Programme de protection des salariés aux personnes admissibles pour les salaires et les indemnités de vacances qui sont dus par les employeurs en faillite ou sous séquestre, de même que les paiements aux syndicats et aux séquestres qui fourniront les renseignements nécessaires pour déterminer l'admissibilité .....	.....	31 200 000
Subventions accordées à des organismes sans but lucratif, des particuliers, des administrations municipales, des conseils de bande ou de tribu et autres organisations autochtones, des établissements de santé publique et d'enseignement, des régions régionales, des entreprises à but lucratif, des organismes et instituts de recherche pour mener des recherches sur les sans-abri afin d'aider les collectivités à mieux comprendre et à répondre efficacement aux besoins des sans-abri	1 568 595	.....
Montant total des subventions	1 568 595	31 200 000
<u>Contributions</u>		
Contributions accordées à des organismes sans but lucratif, des particuliers, des administrations municipales, des conseils de bande ou de tribu et autres organisations autochtones, des établissements de santé publique et d'enseignement, des régions régionales, des entreprises à but lucratif, des organismes et instituts de recherche pour appuyer les activités visant à atténuer et à prévenir le problème des sans-abri au Canada et pour mener des recherches sur les sans-abri afin d'aider les collectivités à mieux comprendre et à répondre efficacement aux besoins des sans-abri.....	25 789 163	.....
Contributions destinées au Fonds pour l'accessibilité pour financer la construction de projets d'immobilisation afin de les rendre accessibles à toutes les personnes ayant des capacités variées partout au Canada	10 000 000	.....
Paiements aux provinces, territoires, municipalités, autres organismes publics, organisations, groupes, collectivités, employeurs et particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation des ressources humaines nécessaires au fonctionnement efficace du marché du travail canadien	617 328	.....
Montant total des contributions	36 406 491	.....
Total des paiements de transfert	37 975 086	31 200 000

Société canadienne d'hypothèques et de logement

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Société canadienne d'hypothèques et de logement demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 15
Fonds visant à augmenter l'offre de logements abordables pour les ménages à faible revenu ou à revenu modeste (Initiative en matière de logement abordable)	11 100

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

RESSOURCES NATURELLES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1b	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes reçues pendant l'exercice par suite de la vente de produits d'information et de produits forestiers, et de la perception de frais pour les services de recherche, de consultation, d'évaluation, d'analyse et d'administration dans le cadre des activités du Ministère et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 497 333 \$ du crédit 55 (Industrie) et de 195 500 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	801 680 604	367 833	17 364 274	819 412 711
5b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 125 000 \$ du crédit 5 (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec) et de 50 000 \$ du crédit 10 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	446 496 000	(825 000)	4 250 000	449 921 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	54 575 000	.....	.....	54 575 000
(L)	Ministre des Ressources naturelles – Traitement et allocation pour automobile	76 422	.....	.....	76 422
(L)	Paiements au Fonds terre-neuvien des recettes provenant des ressources en hydrocarbures extracôtières	670 750 000	.....	.....	670 750 000
(L)	Paiements au compte des recettes extracôtières de la Nouvelle-Écosse	407 300 000	.....	.....	407 300 000
(L)	Contribution à l'Office Canada–Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers	6 000 000	.....	.....	6 000 000
(L)	Contribution à l'Office Canada–Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers	2 900 000	.....	.....	2 900 000
(L)	Contributions à l'appui des frais d'infrastructure se rapportant directement ou indirectement à la prospection, à la mise en valeur, à la production ou au transport de pétrole et de gaz dans la zone extracôtière de la Nouvelle-Écosse	500 000	.....	.....	500 000
(L)	Fonds renouvelable de Géomatique Canada .....	.....	.....	.....	.....
	Total du Ministère	2 390 278 026	(457 167)	21 614 274	2 411 435 133

RESSOURCES NATURELLES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Énergie atomique du Canada limitée				
10a Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital.....	452 273 000	.....	.....	452 273 000
Total de l'organisme	452 273 000	.....	.....	452 273 000
Commission canadienne de sûreté nucléaire				
15b Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	83 389 875	.....	3 699 268	87 089 143
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	10 040 000	.....	.....	10 040 000
(L) Dépenses aux termes du paragraphe 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	12 956 000	.....	.....	12 956 000
Total de l'organisme	106 385 875	.....	3 699 268	110 085 143
Société de développement du Cap-Breton				
20 Paiements à la Société de développement du Cap-Breton pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	66 239 000	.....	.....	66 239 000
Total de l'organisme	66 239 000	.....	.....	66 239 000
Office national de l'énergie				
25b Dépenses du Programme.....	42 648 577	.....	267 000	42 915 577
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 167 000	.....	.....	5 167 000
Total de l'organisme	47 815 577	.....	267 000	48 082 577
Administration du pipe-line du Nord				
30 Dépenses du Programme.....	256 200	.....	.....	256 200
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	21 000	.....	.....	21 000
Total de l'organisme	277 200	.....	.....	277 200
Total du portefeuille.....	3 063 268 678	(457 167)	25 580 542	3 088 392 053

RESSOURCES NATURELLES

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Ressources naturelles demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Augmentation des subventions à l'appui du programme écoÉNERGIE Rénovation - habitations .....	.....	20 000	20 000
Fonds pour fournir au public l'information géoscientifique nécessaire afin de favoriser l'investissement dans le développement des ressources naturelles du Nord du Canada	11 551	250	11 801
Fonds pour la promotion sur la scène internationale du secteur de la foresterie du Canada en tant que modèle d'innovation et de viabilité environnementales.....	970	4 000	4 970
Fonds pour renouveler l'Initiative de recherche et développement en génomique (<i>poste horizontal</i>)	1 948	.....	1 948
Fonds pour terminer la cartographie détaillée des fonds marins canadiens des océans Arctique et Atlantique et pour préparer la soumission du Canada à la Commission des limites du plateau continental dans le cadre de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (<i>poste horizontal</i>)	1 631	.....	1 631
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle.....	634	.....	634
Réinvestissement des frais demandés pour des services de délivrance de permis en matière d'explosifs, des cours de formation et des certification liés à la <i>Loi sur les explosifs</i> et au Règlement sur les explosifs.....	380	.....	380
Fonds pour la création d'une équipe de projet spéciale et le financement des activités connexes afin de terminer l'examen complet de la structure d'Énergie atomique du Canada Limitée et des Laboratoires de Chalk River	250	.....	250
Montant brut des crédits à adopter	17 364	24 250	41 614
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	20 000	20 000
Total des crédits à adopter	17 364	4 250	21 614
Transferts			
Transfert du Conseil national de recherches du Canada – Remboursement des fonds pour la mise à jour du document Code modèle national de l'énergie pour les bâtiments - Canada.....	497	.....	497
Transfert de Défense nationale – Pour des initiatives de sécurité publique liées à l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire.....	196	.....	196
Transfert de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Pour appuyer l'Institut du Chrysotile dans le but de favoriser l'implantation à l'échelle internationale de l'utilisation sécuritaire et responsable du chrysotile.....	.....	125	125
Transfert de Transports – Pour l'accord de contribution destiné au concours du véhicule étudiant EcoCAR.....	.....	50	50
Transfert à Industrie – Pour appuyer et coordonner la réponse du gouvernement à l'évaluation environnementale du projet gazier Mackenzie	(325)	.....	(325)
Transfert au Conseil recherches en sciences naturelles et en génie – Pour appuyer le Programme des technologies énergétiques de quatrième génération qui porte principalement sur la recherche et le développement du réacteur refroidi à l'eau supercritique.....	.....	(1 000)	(1 000)
Total des transferts	368	(825)	(457)
Présent budget supplémentaire des dépenses	17 732	3 425	21 157

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 20 000 000 \$ sont disponibles à même le crédit à partir des contributions à l'appui d'écoÉNERGIE pour les biocarburants.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

RESSOURCES NATURELLES

Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
Subventions		
Subventions à l'appui du programme écoÉNERGIE Rénovations - habitations.....	20 000 000	.....
Subventions à l'appui des organismes s'occupant de recherche, de développement et d'activités de promotion qui contribuent aux objectifs du Ministère	250 000	.....
Montant total brut des subventions	20 250 000	.....
Contributions		
Contribution à l'appui du Programme de promotion du leadership environnemental du Canada dans le secteur forestier (PPLÉCF).....	4 000 000	.....
Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, au développement et à la promotion des activités qui contribuent à l'atteinte des objectifs du Ministère	125 000	.....
Contributions à l'appui des programmes d'efficacité énergétique et des énergies de remplacement	50 000	.....
Montant total brut des contributions	4 175 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	24 425 000	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	<i>20 000 000</i>	<i>.....</i>
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>1 000 000</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	3 425 000	.....

Commission canadienne de sûreté nucléaire

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission canadienne de sûreté nucléaire demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 15
Fonds pour faire face à la charge de travail accrue liée aux titulaires de permis exemptés du paiement des droits	3 699

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

RESSOURCES NATURELLES

Office national de l'énergie

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Office national de l'énergie demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter

Crédit 25

Fonds pour faire face aux demandes actuelles et aux augmentations prévues de la charge de travail en matière de réglementation en raison de la croissance de l'industrie	267
--	------------

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SANTÉ

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Ministère					
1b	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé, aux activités de réglementation et aux services médicaux et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 984 000 \$ du crédit 10 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	1 736 119 350	3 284 045	19 675 817	1 759 079 212
5b	Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 008 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>	62 000 000	1 008 000	1	63 008 001
10b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	1 379 792 775	(4 873 071)	.....	1 374 919 704
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	110 949 000	.....	.....	110 949 000
(L)	Ministre de la Santé – Traitement et allocation pour automobile	76 422	.....	.....	76 422
	Total du Ministère.....	3 288 937 547	(581 026)	19 675 818	3 308 032 339
Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée					
15b	Dépenses du Programme.....	12 424 700	(75 000)	.....	12 349 700
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	635 000	.....	.....	635 000
	Total de l'organisme	13 059 700	(75 000)	.....	12 984 700
Instituts de recherche en santé du Canada					
20b	Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 54 000 \$ du crédit 40 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	44 817 408	(69 500)	258 007	45 005 915
25b	Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 900 000 \$ du crédit 45 (Santé), de 559 071 \$ du crédit 10 (Santé), de 75 000 \$ du crédit 15 (Santé) et de 35 000 \$ du crédit 40 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	881 625 001	1 569 071	270 000	883 464 072
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 428 000	.....	.....	4 428 000
	Total de l'organisme	930 870 409	1 499 571	528 007	932 897 987

SANTÉ

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses				
30a Dépenses du Programme.....	4 696 152	.....	.....	4 696 152
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	468 000	.....	.....	468 000
Total de l'organisme	5 164 152	.....	.....	5 164 152
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés				
35b Dépenses du Programme.....	5 563 104	.....	4 700 013	10 263 117
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	631 000	.....	.....	631 000
Total de l'organisme	6 194 104	.....	4 700 013	10 894 117
Agence de la santé publique du Canada				
40b Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la vente de produits – Pour autoriser le virement au présent crédit de 48 600 \$ du crédit 1 (Santé) et de 460 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	386 790 822	(855 400)	326 536	386 261 958
45b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 330 000 \$ du crédit 10 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>	203 537 000	(570 000)	1	202 967 001
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	30 434 000	.....	.....	30 434 000
Total de l'organisme	620 761 822	(1 425 400)	326 537	619 662 959
Total du portefeuille.....	4 864 987 734	(581 855)	25 230 375	4 889 636 254

SANTÉ

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Santé demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds pour accroître l'accès à des produits de santé naturels sécuritaires grâce au Programme de réglementation des produits de santé naturels.....	12 633	.....	.....	12 633
Fonds pour soutenir la défense contre les revendications des tiers dans le cadre du litige du tabac.....	9 943	.....	.....	9 943
Fonds pour renouveler l'Initiative de recherche et développement en génomique (<i>poste horizontal</i>).....	4 000	.....	.....	4 000
Fonds consacrés à la santé publique et à des responsabilités en matière de santé dans le cadre des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010.....	600	.....	.....	600
Montant brut des crédits à adopter	27 176	.....	.....	27 176
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	7 500	.....	.....	7 500
Total des crédits à adopter	19 676	.....	.....	19 676
Transferts				
Transfert de la Défense nationale – Pour des initiatives de sécurité publique liées à l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire.....	.....	1 008	.....	1 008
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour appuyer la gestion des documents pour raisons de découverte et de règlement de litige dans le cadre de la Direction de la lutte au tabagisme.....	1 800	.....	(1 800)	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour le financement des travaux d'entretien des établissements de santé des Premières nations et des Inuits.....	1 364	.....	(1 364)	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour réglementer les produits de santé naturels et pour émettre de façon plus efficace des permis de production et des licences d'utilisation sur site.....	800	.....	(800)	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour les activités relatives à la vérification, la surveillance et la gestion du Conseil canadien pour le don et la transplantation.....	20	.....	(20)	.....
Transfert à Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour le programme de formation scientifique dans le Nord.....	(25)	.....	.....	(25)
Transfert aux Instituts de recherche en santé du Canada – Pour appuyer la Chaire de recherche appliquée sur les services de santé dans le secteur des ressources humaines en santé.....	.....	.....	(93)	(93)
Transfert aux Instituts de recherche en santé du Canada – Pour appuyer la recherche sur la prévention du suicide chez les jeunes Autochtones.....	.....	.....	(100)	(100)
Transfert à l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada – Pour soutenir la collectivité nationale des gestionnaires.....	(126)	.....	.....	(126)
Transfert aux Instituts de recherche en santé du Canada – Pour mener des recherches sur la prévention et le traitement de l'obésité chez les enfants.....	.....	.....	(367)	(367)

SANTÉ
Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Transfert à l'Agence de la santé publique du Canada – Pour appuyer le Conseil national autochtone sur le VIH/sida et également d'autres activités connexes comme la Semaine de sensibilisation au sida chez les Autochtones de même que la prévention, l'éducation et la sensibilisation en matière de VIH/sida auprès des Inuits	(49)	.....	(330)	(379)
Transfert à l'Agence canadienne d'inspection des aliments – Pour le coût de l'application des modifications réglementaires proposées relativement à l'amélioration de l'étiquetage des allergènes.....	(500)	.....	.....	(500)
Total des transferts	3 284	1 008	(4 874)	(582)
Présent budget supplémentaire des dépenses	22 960	1 008	(4 874)	19 094

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds totalisant 7 500 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de l'annulation de campagnes de publicité portant sur une saine alimentation et le mieux-être des Autochtones.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée – *Aucuns fonds supplémentaires ne sont demandés*

Transferts	Crédit 15
Transfert aux Instituts de recherche en santé du Canada – Pour appuyer des recherches particulières dans le domaine de la procréation assistée et des techniques de reproduction.....	(75)

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SANTÉ

Instituts de recherche en santé du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Les Instituts de recherche en santé du Canada demandent des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 20	Crédit 25	Total
Fonds pour l'établissement de bourses qui seront octroyées aux meilleurs étudiants au doctorat canadiens et étrangers, pour l'établissement d'une nouvelle allocation pour études internationales, et pour renforcer la capacité des universités canadiennes d'attirer et de garder les plus grands scientifiques du monde (<i>poste horizontal</i>).....	258	270	528
Transferts			
Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada – Pour appuyer la recherche et des programmes de formation interdisciplinaires pour les spécialistes du domaine de l'hépatite C.....	54	900	954
Transfert de Santé – Pour mener des recherches sur la prévention et le traitement de l'obésité chez les enfants.....	.....	367	367
Transfert de Santé – Pour appuyer la recherche sur la prévention du suicide chez les jeunes Autochtones.....	.....	100	100
Transfert de Santé – Pour appuyer la Chaire de recherche appliquée sur les services de santé dans le domaine des ressources humaines en santé.....	.....	93	93
Transfert de l'Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée – Pour appuyer des recherches particulières dans le domaine de la procréation assistée et des techniques de reproduction.....	.....	75	75
Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada – Pour appuyer le programme : Partenariats pour l'établissement d'indicateurs de la santé des enfants et des adolescents.....	.....	35	35
Transfert du Conseil national de recherches – Pour appuyer l'élaboration et la mise en œuvre d'un site Web PubMed Central international.....	(123)	.....	(123)
Total des transferts	(69)	1 570	1 501
Présent budget supplémentaire des dépenses	189	1 840	2 029

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Subventions		
Bourses d'études supérieures du Canada.....	270 000	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 35
Fonds pour les activités qui sont essentielles afin que le Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés puisse accomplir son mandat.....	4 700

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SANTÉ

Agence de la santé publique du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence de la santé publique du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 40	Crédit 45	Total
Fonds pour la mise en œuvre de l'Initiative fédérale de lutte contre les mauvais traitements envers les aînés afin d'assurer la dignité et la sécurité de ces derniers (<i>poste horizontal</i>).....	187	.....	187
Fonds pour les activités de planification et de préparation liées aux services de police et à la sécurité des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 (<i>poste horizontal</i>).....	140	.....	140
Total des crédits à adopter	327	.....	327
Transferts			
Transfert de la Défense nationale – Pour des initiatives de sécurité publique liées à l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire.....	460	.....	460
Transfert de Santé – Pour appuyer le Conseil national autochtone sur le VIH/sida et également d'autres activités connexes comme la Semaine de sensibilisation au sida chez les Autochtones de même que la prévention, l'éducation et la sensibilisation en matière de VIH/sida auprès des Inuits.....	49	330	379
Transfert aux Instituts de recherche en santé du Canada – Pour appuyer le programme : Partenariats pour l'établissement d'indicateurs de la santé des enfants et des adolescents.....	(35)	.....	(35)
Transfert à la Gendarmerie royale du Canada – Pour le rajustement des montants versés auparavant pour la sécurité des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010.....	(50)	.....	(50)
Transfert aux Instituts de recherche en santé au Canada – Pour appuyer la recherche et des programmes de formation interdisciplinaires pour les spécialistes du domaine de l'hépatite C.....	(54)	(900)	(954)
Transfert à l'Agence du revenu du Canada – Pour financer la campagne de publicité liée au crédit d'impôt pour la condition physique des enfants.....	(1 225)	.....	(1 225)
Total des transferts	(855)	(570)	(1 425)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(528)	(570)	(1 098)

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Contributions		
Contribution à l'initiative fédérale sur le VIH/sida.....	330 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	330 000	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit.....</i>	<i>900 000</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	(570 000)	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1b Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 837 500 \$ du crédit 50 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	132 190 846	1 200 800	17 803 737	151 195 383
5b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 50 000 \$ du crédit 50 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	281 946 744	(39 811 069)	9 528 968	251 664 643
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	12 003 000	.....	.....	12 003 000
(L) Ministre de la Sécurité publique – Traitement et allocation pour automobile	76 422	.....	.....	76 422
Total du Ministère	426 217 012	(38 610 269)	27 332 705	414 939 448
Agence des services frontaliers du Canada				
10b Dépenses de fonctionnement, contributions et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser durant l'année en cours les recettes perçues pendant l'exercice qui se rapportent aux activités à la frontière de l'Agence des services frontaliers du Canada : droits pour la prestation d'un service ou pour l'utilisation d'une installation ou pour un produit, droit ou privilège; et paiements reçus en vertu de contrats conclus par l'Agence – Pour autoriser le virement au présent crédit de 234 000 \$ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>	1 469 473 822	(707 700)	1	1 468 766 123
15b Dépenses en capital	115 474 825	.....	30 000	115 504 825
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	143 632 000	.....	.....	143 632 000
Total de l'organisme	1 728 580 647	(707 700)	30 001	1 727 902 948

Nota : Le montant des « autorisations à ce jour » de l'Agence des services frontaliers du Canada comprend 160 131 909 \$ au crédit 10 et 64 461 225 \$ au crédit 15. Ces montants ont été affectés en 2007-2008 et seront dépensés en 2008-2009.

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Service canadien du renseignement de sécurité				
20b	Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 151 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) et de 52 600 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de			
	404 879 010	203 600	3 730 544	408 813 154
25	Dépenses en capital.....			
	20 854 000	.....	.....	20 854 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés			
	40 376 000	.....	.....	40 376 000
	Total de l'organisme	203 600	3 730 544	470 043 154
Service correctionnel				
30b	Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et			
	<i>a) autorisation de verser à la Caisse de bienfaisance des détenus les revenus tirés, au cours de l'année, des activités des détenus financées par cette caisse;</i>			
	<i>b) autorisation d'exploiter des cantines dans les établissements fédéraux et de déposer les revenus provenant des ventes dans la Caisse de bienfaisance des détenus;</i>			
	<i>c) paiements, selon les conditions prescrites par le gouverneur en conseil, aux détenus élargis ou pour le compte des détenus élargis qui ont été frappés d'incapacité physique lors de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux, et aux personnes à charge de détenus et d'ex-détenus décédés à la suite de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux;</i>			
	<i>d) autorisation au ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, de conclure une entente avec le gouvernement de l'une ou l'autre des provinces en vue de l'incarcération, dans les établissements de cette province, de toutes les personnes condamnées ou envoyées dans un pénitencier, de l'indemnisation pour l'entretien de ces personnes et du paiement des frais de construction et d'autres frais connexes de ces établissements</i>			
	1 793 477 350	(315 000)	12 473 257	1 805 635 607
35a	Dépenses en capital, y compris les paiements :			
	<i>a) aux collectivités autochtones, au sens de l'article 79 de la <i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i>, en ce qui concerne la prestation de services correctionnels en vertu de l'article 81 de cette loi;</i>			
	<i>b) aux organisations sans but lucratif prenant part aux mesures correctionnelles communautaires, aux provinces et aux municipalités à titre de contributions pour des travaux de construction entrepris par ces administrations.....</i>			
	271 261 000	.....	.....	271 261 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés			
	193 526 000	.....	.....	193 526 000
(L)	Fonds renouvelable CORCAN			

	Total de l'organisme	(315 000)	12 473 257	2 270 422 607

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Commission nationale des libérations conditionnelles					
40b	Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 315 000 \$ du crédit 30 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	42 686 890	315 000	1 006 944	44 008 834
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 111 000	.....	.....	5 111 000
	Total de l'organisme	47 797 890	315 000	1 006 944	49 119 834
Bureau de l'enquêteur correctionnel					
45	Dépenses du Programme.....	3 341 000	.....	.....	3 341 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	452 000	.....	.....	452 000
	Total de l'organisme	3 793 000	.....	.....	3 793 000
Gendarmerie royale du Canada					
50b	Dépenses de fonctionnement et autorisation d'affecter les recettes de l'exercice – Pour autoriser le virement au présent crédit de 220 000 \$ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile), de 39 761 069 \$ du crédit 5 (Sécurité publique et Protection civile), de 88 481 \$ du crédit 5 (Défense nationale) et de 50 000 \$ du crédit 40 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	1 990 843 900	33 488 127	36 548 515	2 060 880 542
55b	Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 641 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	328 965 000	1 641 000	78 005 718	408 611 718
60b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 801 500 \$ du crédit 50 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>	88 297 000	1 801 500	1	90 098 501
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	61 564 000	.....	.....	61 564 000
(L)	Pensions et autres prestations des employés – Membres de la GRC.....	333 518 000	.....	.....	333 518 000
(L)	Pensions aux termes de la <i>Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada</i> (L.R., 1970 ch. R-10)	23 000 000	.....	.....	23 000 000
	Total de l'organisme	2 826 187 900	36 930 627	114 554 234	2 977 672 761

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada				
65 Dépenses du Programme.....	1 333 000	.....	.....	1 333 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	152 000	.....	.....	152 000
Total de l'organisme	1 485 000	.....	.....	1 485 000
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada				
70 Dépenses du Programme.....	7 934 000	.....	.....	7 934 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	742 000	.....	.....	742 000
Total de l'organisme	8 676 000	.....	.....	8 676 000
Total du portefeuille.....	7 767 249 459	(2 183 742)	159 127 685	7 924 193 402

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Sécurité publique et Protection civile demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds consacrés à la Stratégie nationale de prévention du crime pour soutenir des programmes dans les collectivités locales visant à réduire la criminalité parmi les populations à risques et vulnérables	8 884	7 968	16 852
Fonds pour accroître davantage la capacité en matière de gestion des urgences au sein de Sécurité publique et Protection civile	7 875	.....	7 875
Fonds pour les augmentations salariales de la Gendarmerie royale du Canada liées au Programme de services de police des Premières nations.....	.....	1 061	1 061
Fonds pour les activités de planification et de préparation liées aux services de police et à la sécurité des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 (<i>poste horizontal</i>).....	700	.....	700
Fonds pour la formation sur les matières dangereuses des pompiers et des autres premiers intervenants .....	.....	500	500
Fonds pour l'établissement d'un centre des opérations de sécurité maritime – Grands lacs-Voie maritime du Saint-Laurent afin d'améliorer les capacités en matière de sécurité dans la région en repérant et en réagissant aux menaces à la sécurité nationale (<i>poste horizontal</i>)	345	.....	345
Total des crédits à adopter	17 804	9 529	27 333
Transferts			
Transfert de la Gendarmerie royale du Canada – Pour l'élaboration des politiques relativement aux policiers de première ligne et aux services de police nationaux	1 500	.....	1 500
Transfert de la Gendarmerie royale du Canada – Pour appuyer l'élaboration et les négociations d'accords à plus long termes sur les analyses de l'ADN et les analyses biologiques avec les provinces et territoires.....	338	.....	338
Transfert de la Gendarmerie royale du Canada – Pour financer des projets visant à combattre la traite des personnes .....	.....	50	50
Transfert à la Gendarmerie royale du Canada – Pour les coûts associés aux réunions fédérales-provinciales-territoriales du Conseil de sécurité publique afin de combattre le crime organisé.....	(20)	.....	(20)
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour une contribution conjointe à la Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues (CICAD) et pour fournir de la formation aux organisations hémisphériques d'application de la loi des techniques d'enquêtes spécialisées relativement à d'importantes affaires de drogues.....	.....	(100)	(100)
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger	(183)	.....	(183)
Transfert à la Gendarmerie royale du Canada – Pour le rajustement des montants versés auparavant pour la sécurité des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010.....	(200)	.....	(200)
Transfert à l'Agence des services frontaliers du Canada – Pour appuyer le Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité.....	(234)	.....	(234)
Transfert à la Gendarmerie royale du Canada – Pour les services de police communautaire des Premières nations.....	.....	(39 761)	(39 761)
Total des transferts	1 201	(39 811)	(38 610)
Présent budget supplémentaire des dépenses	19 005	(30 282)	(11 277)

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
Contributions		
Contributions pour soutenir l'Initiative pour des communautés plus sûres.....	7 967 899	.....
Paiements aux provinces, aux territoires, aux municipalités, ainsi qu'aux conseils de bande, aux représentants officiels des Autochtones vivant dans les réserves, aux collectivités autochtones établies sur les terres de la Couronne et aux groupes inuits conformément au Programme de services de police des Premières nations.....	1 061 069	.....
Association internationale des pompiers (Bureau au Canada).....	500 000	.....
Paiements aux provinces, aux territoires et aux organismes publics et privés pour appuyer des activités complémentaires à celles du ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile.....	50 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	9 578 968	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit.....</i>	<i>39 861 069</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	(30 282 101)	.....

Agence des services frontaliers du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence des services frontaliers du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 10	Crédit 15	Total
Fonds pour l'établissement d'un centre des opérations de sécurité maritime – Grands lacs-Voie maritime du Saint-Laurent afin d'améliorer les capacités en matière de sécurité dans la région en repérant et en réagissant aux menaces à la sécurité nationale (<i>poste horizontal</i>).....	675	30	705
Fonds pour fournir un soutien accru aux agents de la Couronne partout au Canada.....	141	.....	141
Montant brut des crédits à adopter	816	30	846
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	816	.....	816
Total des crédits à adopter	.....	30	30
Transferts			
Transfert de Sécurité publique et Protection civile – Pour appuyer le Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité.....	234	.....	234
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger.....	(941)	.....	(941)
Total des transferts	(707)	.....	(707)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(707)	30	(677)

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 10 : Des fonds autorisés de 816 166 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de l'annulation de la campagne de publicité « Initiative relative aux voyages dans l'hémisphère occidental des États-Unis ».

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Service canadien du renseignement de sécurité

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Service canadien du renseignement de sécurité demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 20
Recouvrement des coûts liés au filtrage de sécurité des employés dans les centrales nucléaires et dans les installations gouvernementales provinciales.....	1 776
Produits de la vente d'habitations achetées des employés dans le cadre du Programme de vente d'habitation garantie...	1 084
Fonds pour les activités de planification et de préparation liées aux services de police et à la sécurité des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 (<i>poste horizontal</i>).....	500
Fonds pour l'Enquête interne sur les actions des responsables canadiens relativement à Abdullah Almalki, Ahmad Abou-Elmaati et Muayyed Nureddin et ressources nécessaires pour permettre aux ministères de mener l'enquête (<i>poste horizontal</i>).....	371
Total des crédits à adopter	3 731
Transferts	
Transfert de la Défense nationale – Pour des initiatives de sécurité publique liées à l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire.....	151
Transfert d'Affaires étrangères et Commerce international – Pour le rajustement des montants versés auparavant pour le personnel travaillant dans les missions à l'étranger.....	53
Total des transferts	204
Présent budget supplémentaire des dépenses	3 934

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Service correctionnel

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Service correctionnel demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 30
Fonds pour la mise en œuvre du programme de transformation qui vise à améliorer les établissements carcéraux et les établissements correctionnels communautaires	11 390
Fonds pour loger les délinquants provinciaux dans des établissements correctionnels au Nouveau-Brunswick	1 083
Fonds à l'Université de la Saskatchewan pour un Centre de recherche judiciaire	122
Montant brut des crédits à adopter	<u>12 595</u>
Fonds disponibles	
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	122
Total des crédits à adopter	<u>12 473</u>
Transferts	
Transfert à la Commission nationale des libérations conditionnelles – Pour la mise en œuvre du programme de transformation qui vise à améliorer les établissements carcéraux et les établissements correctionnels communautaires	(315)
Présent budget supplémentaire des dépenses	<u>12 158</u>

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 30 : Des fonds autorisés de 122 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du remplacement de la «Subvention au département de psychologie de l'université de la Saskatchewan, pour une Chaire de psychologie judiciaire» par la «Subvention à l'Université de la Saskatchewan pour un Centre de recherche judiciaire».

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Subventions		
Subvention à l'Université de la Saskatchewan pour un Centre de recherche judiciaire	122 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	122 000	.....
Moins : Fonds disponibles à même le crédit	122 000	.....
Montant net des paiements de transfert	.....	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Commission nationale des libérations conditionnelles

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission nationale des libérations conditionnelles demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 40
Fonds supplémentaires pour le traitement des demandes de réhabilitation.....	1 007
Transferts	
Transfert de Service correctionnel – Pour la mise en œuvre du programme de transformation qui vise à améliorer les établissements carcéraux et les établissements correctionnels communautaires.....	315
Présent budget supplémentaire des dépenses	1 322

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Gendarmerie royale du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Gendarmerie royale du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 50	Crédit 55	Crédit 60	Total
Fonds pour des projets pluriannuels de biens immobiliers, l'acquisition ou le remplacement de nouveaux actifs maritimes, aériens et terrestres, ainsi que des projets de technologie de l'information .....	.....	73 371	.....	73 371
Fonds pour les activités de planification et de préparation liées aux services de police et à la sécurité des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 (<i>poste horizontal</i>)	26 273	3 976	.....	30 249
Fonds supplémentaires pour améliorer les activités actuelles visant à combattre l'exploitation sexuelle et la traite des enfants	4 280	59	.....	4 339
Fond pour des services de police participant à des opérations internationales de maintien et de soutien de la paix dans des pays aux prises avec des conflits ou menacés de conflits ainsi que dans des États fragiles et en détresse.....	2 323	.....	.....	2 323
Fonds pour des initiatives à l'appui des cinq priorités du Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité annoncées par les leaders nord-américains dans le cadre du sommet tenu à Montebello en 2007	542	600	.....	1 142
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>)	1 000	.....	.....	1 000
Fonds pour l'Enquête interne sur les actions des responsables canadiens relativement à Abdullah Almalki, Ahmad Abou-Elmaati et Muayyed Nureddin et ressources nécessaires pour permettre aux ministères de mener l'enquête (<i>poste horizontal</i>).....	975	.....	.....	975
Fonds pour appuyer les processus bilatéraux et tripartites ainsi que les activités en cours dans le cadre de l'initiative Beyond Powley : Gestion des droits autochtones des Métis (<i>poste horizontal</i>).....	660	.....	.....	660
Fonds pour la vérification des casiers judiciaires liée à des demandes de réhabilitation	432	.....	.....	432
Fonds pour un soutien accru au Centre des armes à feu Canada et aux agents de la Couronne pour des poursuites relatives à des infractions autres que celles liées aux drogues	64	.....	.....	64
Montant brut des crédits à adopter	36 549	78 006	.....	114 555
Transferts				
Transfert de Sécurité publique et Protection civile – Pour les services de police communautaire des Premières nations	39 761	.....	.....	39 761
Transfert de la Défense nationale – Pour des initiatives de sécurité publique liées à l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire.....	.....	1 641	.....	1 641
Transfert de Sécurité publique et Protection civile (200 \$) et de l'Agence de la santé publique du Canada (50 \$) – Pour le rajustement des montants versés auparavant pour la sécurité des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010.....	250	.....	.....	250
Transfert de la Défense nationale – Pour des investissements dans des initiatives de coordination des opérations de recherche et de sauvetage partout au Canada.....	88	.....	.....	88
Transfert de Sécurité publique et Protection civile – Pour les coûts associés aux réunions fédérales-provinciales-territoriales du Conseil de sécurité publique afin de combattre le crime organisé..	20	.....	.....	20

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Gendarmerie royale du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 50	Crédit 55	Crédit 60	Total
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour l'augmentation des paiements versés aux survivants de membres de la Gendarmerie royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions.....	(415)	.....	415	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour l'augmentation des fonds d'indemnisation des membres de la Gendarmerie royale du Canada pour des blessures reçues dans l'exercice de leurs fonctions.....	(1 387)	.....	1 387	.....
Transfert à Sécurité publique et Protection civile – Pour financer des projets visant à combattre la traite des personnes.....	(50)	.....	.....	(50)
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger.....	(59)	.....	.....	(59)
Transfert à Sécurité publique et Protection civile – Pour appuyer l'élaboration et les négociations d'accords à plus long termes sur les analyses de l'ADN et les analyses biologiques avec les provinces et territoires.....	(338)	.....	.....	(338)
Transfert à Sécurité publique et Protection civile – Pour l'élaboration des politiques relativement aux policiers de première ligne et aux services de police nationaux.....	(1 500)	.....	.....	(1 500)
Transfert à Travaux publics et Services gouvernementaux – Pour couvrir les coûts d'aménagement et de locaux pour le projet du nouveau quartier général de la Gendarmerie royale du Canada à Halifax, Nouvelle-Écosse.....	(2 884)	.....	.....	(2 884)
Total des transferts	33 486	1 641	1 802	36 929
Présent budget supplémentaire des dépenses	70 035	79 647	1 802	151 484

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Subventions		
Indemnisation des membres de la Gendarmerie royale du Canada pour des blessures reçues dans l'exercice de leurs fonctions.....	1 386 500	.....
Plan de prestations des survivants de la GRC.....	415 000	.....
Montant total des paiements de transfert	1 801 500	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

TRANSPORTS

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1b	Dépenses de fonctionnement et			
	a) autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux pendant l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière d'aéronautique;			
	b) autorisation de faire des paiements de commissions pour le recouvrement de revenus conformément à la <i>Loi sur l'aéronautique</i> ;			
	c) autorisation de dépenser les recettes de l'exercice;			
	d) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 157 032 \$ du crédit 55 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de			
	366 452 550	(1 695 668)	3 102 008	367 858 890
5b	Dépenses en capital, y compris les contributions pour les travaux de construction exécutés par des provinces ou des municipalités, des autorités locales ou des entrepreneurs privés			
	78 248 000	(56 000)	3 663 000	81 855 000
10b	Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions			
	769 557 243	(50 000)	48 956 206	818 463 449
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés			
	66 965 000	.....	.....	66 965 000
(L)	Ministre des Transports – Traitement et allocation pour automobile			
	76 422	.....	.....	76 422
(L)	Paiement de subvention pour l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland selon la <i>Loi sur l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland</i> (L.C., 1993, ch. 43)			
	54 896 961	.....	.....	54 896 961
(L)	Paiements versés conformément aux ententes de la Voie maritime du Saint-Laurent conclues dans le cadre de la <i>Loi maritime du Canada</i> (L.C., 1998, ch. 10)			
	41 900 000	.....	.....	41 900 000
(L)	Versements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à l'égard de l'abolition des péages sur le pont Victoria à Montréal, et pour la réfection de la voie de circulation du pont (crédit 107, <i>Loi des subsides n° 5 de 1963</i> , L.C. 1963, ch. 42)			
	3 300 000	.....	.....	3 300 000
	Total du Ministère	(1 801 668)	55 721 214	1 435 315 722
Société canadienne des postes				
15	Paiements à la Société canadienne des postes à des fins spéciales			
	97 210 000	.....	.....	97 210 000
	Total de l'organisme .....	.....	.....	97 210 000

TRANSPORTS

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien				
20b Paiements à l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	279 954 000	.....	156 202 000	436 156 000
Total de l'organisme	279 954 000	.....	156 202 000	436 156 000
Office des transports du Canada				
25 Dépenses du Programme.....	23 933 550	.....	.....	23 933 550
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 291 000	.....	.....	3 291 000
Total de l'organisme	27 224 550	.....	.....	27 224 550
Société des ponts fédéraux limitée				
30b Paiements à la Société des ponts fédéraux Limitée	10 204 000	.....	500 000	10 704 000
Total de l'organisme	10 204 000	.....	500 000	10 704 000
Marine Atlantique S.C.C.				
35b Paiements à Marine Atlantique S.C.C. relativement :				
a) aux frais de la direction de cette société; paiements à des fins d'immobilisations et paiements pour des activités de transport, y compris les services de transport maritime suivants conformément à des marchés conclus avec Sa Majesté : traversiers et terminus de Terre-Neuve;				
b) aux paiements à l'égard des frais engagés par la société pour assurer des prestations de retraite anticipée, des prestations de cessation d'emploi et d'autres prestations à ses employés lorsque ces frais sont engagés par suite de la réduction du personnel ou de l'interruption ou de la diminution d'un service.....	106 354 000	.....	4 122 000	110 476 000
Total de l'organisme	106 354 000	.....	4 122 000	110 476 000
Commission de la capitale nationale				
40b Paiements à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses de fonctionnement	76 313 000	.....	5 432 000	81 745 000
45b Paiements à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses en capital	17 934 000	.....	10 000 000	27 934 000
Total de l'organisme	94 247 000	.....	15 432 000	109 679 000
Bureau de l'infrastructure du Canada				
50 Dépenses de fonctionnement	38 898 100	.....	.....	38 898 100
55b Contributions	2 864 410 903	(157 032)	443 221 123	3 307 474 994
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 229 000	.....	.....	3 229 000
Total de l'organisme	2 906 538 003	(157 032)	443 221 123	3 349 602 094
Société du Vieux-Port de Montréal inc.				
60 Paiements à la Société du Vieux-Port de Montréal inc. pour les dépenses de fonctionnement	19 900 000	.....	.....	19 900 000
Total de l'organisme	19 900 000	.....	.....	19 900 000

TRANSPORTS

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Les ponts Jacques-Cartier et Champlain					
Incorporée					
65	Paiements à la société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc. à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur les revenus de la société (à l'exception de l'amortissement des immobilisations et des réserves) relativement à l'exploitation des ponts Jacques-Cartier, Champlain et Mercier, d'une partie de l'autoroute Bonaventure, de l'estacade du pont Champlain et du tunnel Melocheville à Montréal.....	87 808 000	.....	.....	87 808 000
	Total de l'organisme	87 808 000	.....	.....	87 808 000
Tribunal d'appel des transports du Canada					
70b	Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 400 000 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> ..	1 273 044	400 000	1	1 673 045
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	121 000	.....	.....	121 000
	Total de l'organisme	1 394 044	400 000	1	1 794 045
VIA Rail Canada Inc.					
75	Paiements à VIA Rail Canada Inc. relativement aux frais de la direction de cette société, paiements à des fins d'immobilisations et paiements en vue de la prestation d'un service ferroviaire aux voyageurs au Canada conformément aux marchés conclus en vertu du sous-alinéa c)(i) du crédit 52d (Transports) de la <i>Loi no 1 de 1977 portant affectation de crédits</i>	335 560 000	.....	.....	335 560 000
	Total de l'organisme	335 560 000	.....	.....	335 560 000
	Total du portefeuille.....	5 347 789 773	(1 558 700)	675 198 338	6 021 429 411

TRANSPORTS

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transports demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds afin de renouveler et d'améliorer les infrastructures routières au Canada dans le cadre du Programme stratégique d'infrastructures routières .....	.....	.....	19 821	19 821
Financement pour le Fonds d'infrastructure de transport de la Porte et du Corridor de l'Asie-Pacifique pour appuyer les secteurs en Colombie-Britannique touchés par le dendroctone du pin ponderosa .....	.....	.....	18 391	18 391
Fonds pour le programme de contribution pour la sécurité des passagers du transport ferroviaire et des transports urbains afin de fournir une aide financière aux exploitants de trains de banlieue et de systèmes de transport en commun dans les principales régions métropolitaines désignées afin d'accélérer la mise en œuvre de nouvelles mesures de sûreté accrues.....	.....	.....	8 000	8 000
Fonds pour l'amélioration d'un port à Matane, Québec .....	.....	3 663	.....	3 663
Fonds pour la rétrocession des terres de l'aéroport de Mirabel	2 498	.....	.....	2 498
Fonds pour le Plan d'action 2000 sur le changement climatique :				
Programme de démonstration en transport urbain .....	.....	.....	2 195	2 195
Fonds pour le programme de réfection des bandes d'atterrissage de la côte du Labrador .....	.....	.....	550	550
Fonds pour l'établissement d'un centre des opérations de sécurité maritime – Grands lacs-Voie maritime du Saint-Laurent afin d'améliorer les capacités en matière de sécurité dans la région en réperant et en réagissant aux menaces à la sécurité nationale (<i>poste horizontal</i>)	328	.....	.....	328
Financement consacré au Fonds Chantiers Canada à des fins d'investissements dans des projets d'infrastructures publiques conçus pour améliorer la qualité de vie dans les communautés urbaines et rurales	243	.....	.....	243
Financement consacré au Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique à des fins d'investissements dans des projets d'infrastructures publiques conçus pour améliorer la qualité de vie dans les communautés urbaines et rurales (<i>poste horizontal</i>)...	33	.....	.....	33
Total des crédits à adopter	3 102	3 663	48 957	55 722
Transferts				
Transfert du Bureau de l'infrastructure du Canada – Pour des investissements, dans le cadre du Fonds sur l'infrastructure frontalière, destinés aux infrastructures pour réduire l'engorgement à la frontière.....	157	.....	.....	157
Transfert à Ressources naturelles – Pour l'accord de contribution destiné au concours du véhicule étudiant EcoCAR .....	.....	.....	(50)	(50)
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger	(148)	(56)	.....	(204)
Transfert au Tribunal d'appels des transports du Canada – Pour combler les déficits au chapitre des salaires et les dépenses liées à la publication des décisions du Tribunal d'appel des transports du Canada sur son site Web	(400)	.....	.....	(400)
Transfert à Pêches et Océans – Pour appuyer l'Association du port de Digby aux fins des réparations au Fishermen's Wharf de Digby, Nouvelle-Écosse	(1 305)	.....	.....	(1 305)
Total des transferts	(1 696)	(56)	(50)	(1 802)
Présent budget supplémentaire des dépenses	1 406	3 607	48 907	53 920

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

TRANSPORTS

Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
Contributions		
Fonds d'infrastructure de transport de la Porte et du Corridor de l'Asie-Pacifique.....	18 390 600	.....
Programme stratégique d'infrastructures routières : Points de passage frontaliers – planification et intégration.....	10 490 071	.....
Programme stratégique d'infrastructures routières : Système de transport intelligent.....	8 807 859	.....
Programme de contribution pour la sécurité des passagers du transport ferroviaire voyageurs et des transports urbains.....	8 000 000	.....
Plan d'action 2000 sur le changement climatique : Programme de démonstration en transport urbain.....	2 195 000	.....
Terre-Neuve – Construction de pistes et d'installations connexes au Labrador (Nain, Davis Inlet, Hopedale, Postville, Makkovik, Rigolet, Cartwright, Black Tickle, Charlottetown, Port Hope Simpson, Mary's Harbour, Fox Harbour et Williams Harbour).....	550 000	.....
Programme stratégique d'infrastructures routières : Composante routière.....	522 676	.....
Montant total brut des paiements de transfert	48 956 206	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit.....</i>	<i>50 000</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	48 906 206	.....

Administration canadienne de la sûreté du transport aérien

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter

	<u>Crédit 20</u>
Fonds pour les activités de l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien.....	156 202

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

TRANSPORTS

Société des ponts fédéraux limitée

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Société des ponts fédéraux limitée demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 30
Fonds pour le remplacement du pont surélevé du chenal Nord du Pont international de la voie maritime à Cornwall, Ontario	500

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Marine Atlantique S.C.C.

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Marine Atlantique S.C.C. demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 35
Fonds pour conclure une entente d'affrètement quinquennale afin que le navire Superfast IX puisse remplacer le NM Atlantic Freighter et pour ajouter à la capacité de la flotte existante.....	4 122

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Commission de la capitale nationale

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission de la capitale nationale demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 40	Crédit 45	Total
Fonds pour protéger, préserver et maintenir les biens patrimoniaux culturels et naturels de la capitale nationale	5 000	10 000	15 000
Fonds pour les coûts relatifs au personnel liés aux activités de la Commission de la capitale nationale	432	.....	432
Présent budget supplémentaire des dépenses	5 432	10 000	15 432

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

TRANSPORTS

Bureau de l'infrastructure du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Bureau de l'infrastructure du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 55
Fonds, dans le cadre du Programme de financement de base de l'infrastructure des provinces et des territoires, visant à fournir un financement à long terme, prévisible et flexible aux provinces et aux territoires pour l'infrastructure ...	326 715
Financement pour le Fonds sur l'infrastructure frontalière, en vue d'investissements destinés aux infrastructures pour réduire l'engorgement à la frontière	56 239
Financement consacré au Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique à des fins d'investissements dans des projets d'infrastructures publiques conçus pour améliorer la qualité de vie dans les communautés urbaines et rurales (<i>poste horizontal</i>)	34 623
Fonds pour le Programme de paiement de transfert du fonds de la taxe sur l'essence afin de fournir un financement prévisible et à long terme pour appuyer les infrastructures municipales qui contribue à l'amélioration de la qualité de l'air et de l'eau et à la réduction des gaz à effet de serre	24 644
Fonds à l'appui de recherches évaluées par les pairs, d'études de faisabilité et d'acquisition de connaissances, de sensibilisation et de rayonnement portant sur l'infrastructure fédérale	1 000
Total des crédits à adopter	443 221

Transferts

Transfert à Transport – Pour des investissements, dans le cadre du Fonds sur l'infrastructure frontalière, destinés aux infrastructures pour réduire l'engorgement à la frontière	(157)
---	-------

Présent budget supplémentaire des dépenses **443 064**

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Contributions		
Contributions en vertu du Fonds sur l'infrastructure frontalière	56 238 705	.....
Contributions en vertu du Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique	34 622 739	.....
Contributions en vertu du programme de recherches, connaissances et rayonnement	1 000 000	.....
Montant total brut des contributions	91 861 444	.....
Autres paiements de transfert		
Programme de financement de base de l'infrastructure des provinces et des territoires	326 715 350	.....
Programme d'autres paiements de transfert du fonds de la taxe sur l'essence	24 644 329	.....
Montant total brut des autres paiements de transfert	351 359 679	.....
Montant total brut des paiements de transfert	443 221 123	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>(157 032)</i>	<i>.....</i>
Montant net des paiements de transfert	443 064 091	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

TRANSPORTS

Tribunal d'appel des transports du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Tribunal d'appel des transports du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts	<u>Crédit 70</u>
Transfert de Transports – Pour combler les déficits au chapitre des salaires et les dépenses liées à la publication des décisions du Tribunal d'appel des transports du Canada sur son site Web	400

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
1b Dépenses de fonctionnement pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux, y compris les dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> , de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> et de la <i>Loi sur l'administration des biens saisis</i> , et autorisation de dépenser les recettes de l'exercice découlant des services de gestion des locaux et des services communs et centraux et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 768 452 \$ du crédit 5 (Travaux publics et Services gouvernementaux) et de 2 883 523 \$ du crédit 50 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	2 011 848 464	2 203 452	93 040 224	2 107 092 140
5b Dépenses en capital, y compris les dépenses relatives à des ouvrages autres que des biens fédéraux et autorisation de rembourser les locataires d'immeubles fédéraux à l'égard d'améliorations autorisées par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 513 723 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	405 055 471	(254 729)	16 805 000	421 605 742
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	79 745 000	.....	.....	79 745 000
(L) Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux – Traitement et allocation pour automobile	76 422	.....	.....	76 422
(L) Fonds renouvelable du Bureau de la traduction.....	2 000 000	.....	.....	2 000 000
(L) Fonds renouvelable de la Production de défense.....	.....	.....	.....	.....
(L) Fonds renouvelable des Services optionnels.....	.....	.....	.....	.....
(L) Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada .....	.....	.....	.....	.....
(L) Fonds renouvelable des Services immobiliers.....	.....	.....	.....	.....
(L) Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique .....	.....	.....	.....	.....
(L) Paiement en remplacement d'impôts fonciers versés aux municipalités et à d'autres autorités taxatrices.....	.....	.....	.....	.....
(L) Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers	(5 500 000)	.....	.....	(5 500 000)
Total du portefeuille.....	2 493 225 357	1 948 723	109 845 224	2 605 019 304

TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Travaux publics et Services gouvernementaux demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds en vue des pressions quant au volume et à l'inflation touchant les dépenses obligatoires pour le Programme des biens immobiliers.....	64 059	.....	64 059
Fonds pour les coûts prévus relatifs aux besoins supplémentaires en matière de locaux à bureaux à l'intention des ministères et organismes gouvernementaux.....	30 158	.....	30 158
Fonds aux fins de la gestion et de la réfection d'ouvrages techniques vétustes excédentaires (équipements de transport et d'infrastructure maritime).....	3 300	9 900	13 200
Fonds pour la reconstruction du barrage Laniel dans la région du Témiscamingue au Québec .....	.....	6 905	6 905
Montant brut des crédits à adopter	97 517	16 805	114 322
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	4 477	.....	4 477
Total des crédits à adopter	93 040	16 805	109 845
Transferts			
Transfert de la Gendarmerie royale du Canada – Pour couvrir les coûts d'aménagement et de locaux pour le projet du nouveau quartier général de la Gendarmerie royale du Canada à Halifax, Nouvelle-Écosse.....	2 884	.....	2 884
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour couvrir les coûts d'aménagement et de locaux pour le projet du nouveau quartier général de la Gendarmerie royale du Canada à Halifax, Nouvelle-Écosse.....	1 768	(1 768)	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour la mise en œuvre de l'Étape 1 de la rénovation de l'édifice Wellington, qui comprend la démolition intérieure, l'élimination des poussières d'amiante et le renforcement de la protection contre les tremblements de terre	(1 514)	1 514	.....
Transfert au Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour le Bureau de gestion du changement	(935)	.....	(935)
Total des transferts	2 203	(254)	1 949
Présent budget supplémentaire des dépenses	95 243	16 551	111 794

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 4 476 714 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de l'arrêt du paiement du loyer net conformément au bail après l'achat d'un immeuble à bureaux situé au 55, Bay Street North à Hamilton, Ontario.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.